



Communauté Economique
des Etats de l'Afrique de
l'Ouest
(CEDEAO)



Agence Monétaire de
l'Afrique de l'Ouest
(AMAO)

**GUIDE METHODOLOGIQUE POUR
L'ETABLISSEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
ET DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE DANS
LES PAYS MEMBRES DE LA CEDEAO**

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ENCADRES	3
SIGLES ET ACRONYMES	4
AVANT-PROPOS.....	6
INTRODUCTION.....	8
PREMIERE PARTIE: SYNTHESE DES MEILLEURES PRATIQUES ISSUES DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL DE BALANCE DES PAIEMENTS	11
1.1 Cadre institutionnel.....	11
1.2 Sources et Traitement des données.....	12
1.3 Compilation de la balance des paiements et de la PEG.....	20
DEUXIEME PARTIE: CADRE CONCEPTUEL D'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE	23
1.1 Principales innovations introduites par le MBP6.....	23
1.2. Définition de certains concepts.....	25
1.3. Composantes type de la balance des paiements.....	26
1.4. Composantes type de la position extérieure globale.....	28
1.5. MBP6 : Principaux changements de traitement ou reclassement	29
TROISIEME PARTIE : CADRE HARMONISE D'ELABORATION DES COMPTES INTERNATIONAUX DANS LA CEDEAO	39
CHAPITRE 1 : ANCRAGE INSTITUTIONNEL ET SOURCES DE DONNEES	42
1.1 Ancrage institutionnel et règlementaire.....	42
1.2 Sources de données et méthodes de collecte.....	42
1.2.1. Généralités.....	42
1.2.2. Statistiques du commerce international de marchandises.....	45
1.2.3. Enquêtes auprès des entreprises et autres unités.....	46
1.2.4. Enquêtes sur le commerce extérieur non enregistré	49
1.2.5. Enquêtes sur les envois de fonds des migrants	52
1.2.6. Enquêtes sur les flux de capitaux privés.....	52
1.2.7. Système de Communication des Transactions Internationales (SCTI).....	54
CHAPITRE 2 : ETABLISSEMENT DES COMPTES EXTERIEURS.....	56
2.1. Traitement et enregistrement des données.....	56
2.1.1. Traitement des faibles taux de réponse.....	56
2.1.2. Traitement des statistiques du commerce international de marchandises (SCIM)	57
2.2. Etablissement de la balance des paiements.....	60
2.2.1. Etablissement du compte des transactions courantes.....	60
2.2.2. Etablissement du compte de capital.....	74
2.2.3. Etablissement du compte financier	76
2.3. Etablissement de la Position Extérieure Globale	80

CHAPITRE 3 : COMPILATION ET DIFFUSION DES DONNEES	82
3.1. Compilation des comptes extérieurs	82
3.2. Diffusion des données	84
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	86
ANNEXES.....	88
ANNEXE 1: Les COMPOSANTES TYPES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	89
ANNEXE 2 : Les COMPOSANTES TYPES DE LA PEG.....	98
ANNEXE 3: Le PERIMETRE DES DONNEES A COLLECTER	103
ANNEXE 4 : SYNTHESE DE CODIFICATION DES QUESTIONNAIRES.....	107
ANNEXE 5 : FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES SUR LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS DANS LES ENTREPRISES RESIDENTES	110
ANNEXE 6: ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS : NOTE TECHNIQUE À L'INTENTION DES DECLARANTS ..	112
ANNEXE 7: CODIFICATION SDMX.....	118
ANNEXE 8: QUESTIONNAIRE STANDARDS.....	140

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1: Estimation du commerce non contrôlé au Bénin	13
Encadré 2: Ajustements opérés sur les marchandises au Sénégal	14
Encadré 3: Estimation des voyages au Sénégal	16
Encadré 4 : Enquête sur les envois de fonds des migrants dans les pays de l'UEMOA	18
Encadré 5: Enquête sur les capitaux privés étrangers en Gambie et au Ghana.....	20
Encadré 6: Compilation de la balance des paiements dans la zone UEMOA	21
Encadré 7: Estimation du commerce transfrontalier au Nigeria.	22
Encadré 8: Composantes type de la balance des paiements	28
Encadré 9 : Composantes type de la position extérieure globale.....	29
Encadré 10 : Implications de la Migration du MBP 5 au MBP 6 : Cas de la zone UEMOA...	36
Encadré 11 : Approche de la Banque Centrale de la République de Guinée.....	39
Encadré 12 : Approche de la Banque Centrale de la Tunisie (BCT)	40
Encadré 13 : Echantillonnage	46
Encadré 14 : Méthodologie de l'enquête pilote sur les flux commerciaux non enregistrés conduite en 2010 par la Commission de l'UEMOA au Sénégal	50
Encadré 15 : L'enquête PRC/CPE au Sénégal.....	53
Encadré 16: Principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales	60
Encadré 17 : Le négoce international.....	62
Encadré 18 : Le poids du commerce de réexportation dans l'économie béninoise	64
Encadré 19: Traitement des services de fret	66
Encadré 20 : Quelques expériences au plan international	69
Encadré 21 : Investissement direct	77
Encadré 22 : Dispositif de l'UEMOA en matière de suivi des investissements directs étrangers.....	78

SIGLES ET ACRONYMES

-	AMAO	:	Agence Monétaire de l’Afrique de l’Ouest
-	ANSD	:	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
-	ASECNA	:	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne
-	BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
-	BDP	:	Balance des Paiements
-	BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
-	BIDC	:	Banque d’Investissement et de Développement de la CEDEAO
-	BRI	:	Banque des Règlements Internationaux
-	BRVM	:	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
-	CAF	:	Coût Assurance Fret
-	CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
-	CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire des Etats de l’Afrique Centrale
-	CNUCED	:	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
-	COMESA	:	Common Market for Eastern and Southern Africa
-	CREPMF	:	Conseil Régional de l’Epargne Publique et des Marchés Financiers
-	CRID	:	Cadre pour les Relations sur les Investissements Directs
-	CUCI	:	Centre Unique de Collecte de l’Information
-	DFI	:	Development Finance International
-	DTS	:	Droits de Tirages Spéciaux
-	EUROSTAT	:	Office Statistique Des Communautés Européennes
-	EUROTRACE	:	Logiciel pour les statistiques du commerce extérieur
-	FAB	:	Franco A Bord
-	FMI	:	Fonds Monétaire International
-	IDE	:	Investissement Direct Etranger
-	IMAO	:	Institut Monétaire de l’Afrique de l’Ouest
-	INS	:	Instituts Nationaux de Statistique
-	IRD	:	Institut de Recherche et de Développement
-	ISBLSM	:	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
-	MSFP	:	Manuel des Statistiques de Finances Publiques
-	MSCIS	:	Manuel de Statistiques du Commerce International de Services
-	MSMF	:	Manuel des Statistiques Monétaires et Financières
-	MBP5	:	Manuel de Balance des Paiements – 5 ^{ème} édition

Sigles et Acronyms

- MBP6 : Manuel de Balance des Paiements – 6^{ème} édition
- NAEMA : Nomenclature d'Activités des Etats membres d'Afristat
- OCDE : Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
- PEG : Position Extérieure Globale
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
- PRC/CPE : Programme de Renforcement des Capacités/Capitaux Privés Etrangers
- R&D : Recherche et Développement
- SADC : Southern African Development Community
- SCN : Système de Comptabilité Nationale
- SCIM : Statistiques du Commerce International de Marchandises
- SCTI : Système de Communication des Transactions Internationales
- SIFIM : Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
- SYDONIA : Système douanier automatisé
- TOFE : Tableau des Opérations Financières de L'Etat
- UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- UMOA : Union Monétaire Ouest Africaine
- Zone Euro : L'ensemble des pays de l'Union européenne ayant adopté l'euro comme monnaie unique

AVANT-PROPOS

Le présent document, intitulé « Guide méthodologique pour l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale dans les pays membres de la CEDEAO » constitue un recueil des modalités pratiques d'élaboration des statistiques périodiques de la balance des paiements (BDP) et de la position extérieure globale (PEG) dans les Etats membres de la CEDEAO. A cet effet, il fournit des conseils pratiques sur la collecte, l'établissement et la diffusion de ces statistiques. Il passe également en revue les principales innovations introduites par la 6^{ème} édition du manuel du FMI, les changements apportés, les composantes types, et les meilleures pratiques au plan régional. Le Guide propose, enfin, un cadre harmonisé pour l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale dans les Etats membres de la CEDEAO. Il importe de rappeler qu'il a été adopté par le Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des Etats membres de la CEDEAO lors de sa 46^{ème} session ordinaire tenue le 30 juin 2014 à Dakar, au Sénégal.

La préparation de ce document s'inscrit en droite ligne du processus d'harmonisation des statistiques qui constitue un des volets importants de la feuille de route du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC). En effet, cette feuille de route met l'accent sur le renforcement de la convergence macroéconomique et l'accélération de l'harmonisation des politiques y compris celle des statistiques.

C'est à ce titre que l'AMAO a, en collaboration avec la Commission de la CEDEAO, élaboré un programme d'harmonisation des statistiques relatives aux comptes extérieurs qui vise à harmoniser les méthodologies de confection de la BDP et de la PEG au sein de la CEDEAO. L'objectif étant de disposer de données élaborées et présentées conformément aux recommandations de la 6^{ème} édition du manuel du Fonds Monétaire International (FMI) et d'améliorer la qualité et la comparabilité de ces statistiques au sein de la région.

Suite au lancement de ce programme en avril 2011, une mission circulaire composée de personnes ressources et représentants de la Commission de la CEDEAO et de l'AMAO a sillonné l'ensemble des pays de la CEDEAO. Sur la base des informations recueillies au cours de ces missions, trois documents ont été préparés. Le premier document porte sur le diagnostic approfondi des pratiques actuelles notamment en termes de méthodologie, de sources et de collecte des données. Le second document comporte une proposition d'harmonisation des principaux aspects. Le troisième document est un planning de réalisation de l'harmonisation souhaitée. Ces documents ont été examinés par le Comité Régional des Experts (Comité BDP) composé des représentants des Banques Centrales et des Institutions Régionales en mars 2012. A l'issue des travaux, le Comité a identifié un certain nombre d'activités dont la mise en œuvre devrait couvrir la période 2012-2016. Il a également procédé à la répartition des activités retenues entre l'AMAO et la Commission de la CEDEAO aux fins de coordination.

C'est ainsi que la rédaction du guide méthodologique d'établissement des statistiques de la BDP et de la PEG dans les Etats membres de la CEDEAO a été confiée à l'AMAO. Ce guide a été élaboré avec le concours d'experts internationaux sous la supervision de l'AMAO. Il s'inspire de l'étude

diagnostique élaborée par des personnes ressources de la CEDEAO sur les pratiques en vigueur dans les pays membres en matière d'élaboration des comptes extérieurs, notamment en termes d'ancrage institutionnel, de sources de données, de méthodes de traitement des données, ainsi que de méthodes de compilation et de diffusion des données. Au cours des travaux, l'AMAO a bénéficié de l'appui technique du Comité Régional des Experts ainsi que du Département des Statistiques du FMI. Les différents ateliers de validation du guide ont été organisés en étroite collaboration avec la Commission de la CEDEAO.

Au moment de la publication de cet important document, je tiens à remercier l'ensemble des experts et cadres des Banques Centrales et des institutions régionales, en particulier la Commission de la CEDEAO, qui ont contribué, de près ou de loin, à son élaboration. Je voudrais, enfin, indiquer que l'utilisation de ce guide pourrait contribuer à l'amélioration de la qualité et de la comparabilité des données ainsi qu'à la production des comptes extérieurs fiables à l'échelle régionale. Par conséquent, je le recommande vivement aux compilateurs des statistiques de la BDP et de la PEG des Etats membres de la CEDEAO.

Professeur Mohamed Ben Omar NDIAYE
Director General
West African Monetary Agency

INTRODUCTION

- 1.** L'appréciation de la convergence des performances et des politiques économiques dans le cadre de la surveillance multilatérale implique la disponibilité de statistiques comparables et fiables. Toutefois, la définition et le champ des statistiques élaborées pour les besoins nationaux diffèrent d'un pays à l'autre, rendant très délicates les comparaisons au sein de la CEDEAO.
- 2.** La CEDEAO s'est engagée dans un processus d'harmonisation des statistiques produites par les Etats membres afin d'évaluer la performance des Etats sur la base de statistiques fiables et comparables. Beaucoup d'efforts ont été faits, en particulier dans le domaine des comptes nationaux, des prix et des statistiques du commerce international de marchandises. Les mêmes efforts d'harmonisation sont attendus dans les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale).
- 3.** La balance des paiements récapitule l'ensemble des transactions réelles et financières entre les résidents et les non-résidents. A cet égard, elle constitue un instrument indispensable permettant d'apprécier l'orientation et les performances globales et sectorielles de l'économie, mais aussi l'importance des efforts d'ajustement requis pour atteindre ou maintenir la viabilité financière extérieure. La balance des paiements est aussi un outil d'analyse et d'évaluation de la stabilité du système financier et un instrument indispensable à la formulation et au suivi de la mise en œuvre de la politique monétaire.
- 4.** L'harmonisation de l'élaboration des comptes extérieurs dans l'espace CEDEAO vise notamment les sources de données, les méthodes de collecte et de traitement des données ainsi que la compilation et la diffusion des données.
- 5.** Le Fonds monétaire international (FMI), chargé par ses statuts de veiller au bon fonctionnement du système monétaire international, a la responsabilité de la normalisation des concepts, des définitions, des classifications et des conventions de manière à ce qu'il soit plus facile, au plan national et international, de recueillir, présenter et comparer les statistiques de balance des paiements.
- 6.** Le cadre conceptuel actuel pour l'établissement de la balance des paiements est présenté dans la sixième édition du Manuel de la Balance des paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), publiée en décembre 2008. A l'instar des éditions précédentes publiées par le FMI en 1948, 1950, 1961, 1977 et 1993, le MBP6 sert de référentiel pour l'élaboration des comptes extérieurs.

7. Dans les Etats membres de la CEDEAO, la procédure de confection des statistiques de balance des paiements est inspirée des normes internationales, la plupart des pays membres ayant déjà révisé leur dispositif de collecte et d'établissement des statistiques de balance des paiements pour le rendre conforme aux prescriptions du MBP6.

8. Les nouveaux standards internationaux tiennent compte des progrès méthodologiques accomplis ces dernières années dans le domaine des réserves de change, du commerce international des services et de la dette extérieure. Le MBP6 insiste sur la concordance avec les concepts fondamentaux du système de comptabilité nationale (SCN) mis à jour et de la version révisée du Manuel des statistiques du commerce international des services (MSCIS).

9. Le présent « **Guide méthodologique pour l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale dans les Etats membres de la CEDEAO** » constitue un recueil des modalités pratiques d'élaboration des statistiques annuelles de balance des paiements et de position extérieure globale dans les Etats membres de la CEDEAO. Il s'inspire de la sixième édition du manuel de balance des paiements du FMI (MBP6), qui renforce l'intégration avec les autres comptes macroéconomiques qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes. C'est le cas notamment du Système de comptabilité nationale (SCN 2008), du Manuel des Statistiques des Finances Publiques (MSFP 2001), du Manuel des statistiques du commerce international des services (MSCIS 2002), des statistiques sur la Dette extérieure (2003), du Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF 2001), etc. En outre, le Guide méthodologique s'appuie sur les rapports de missions des consultants commis par la CEDEAO, qui ont séjourné dans l'ensemble des pays membres de la CEDEAO en 2011. Le Guide comprend trois parties et des annexes.

10. La première partie fait la synthèse des meilleures pratiques dans la région en matière d'élaboration des statistiques de balance des paiements et de position extérieure globale. Elle s'inspire de l'étude diagnostic citée plus haut et examine notamment l'ancrage institutionnel, les sources et les méthodes de traitement des données et la compilation des comptes extérieurs.

11. La deuxième partie est consacrée au cadre conceptuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6). Elle examine les principales innovations introduites par le MBP6, les clarifications de certains concepts et définitions, les composantes type de la balance des paiements, les composantes type de la position extérieure globale, les principaux changements de traitement ou reclassement, et les implications de la migration vers le MBP6 dans la zone UEMOA.

12. La troisième partie traite du Cadre harmonisé d'élaboration des comptes extérieurs dans les pays membres de la CEDEAO. Elle comprend trois chapitres : (i) l'ancrage institutionnel et les sources de données, (ii) l'établissement des comptes extérieurs, et (iii) la compilation et la diffusion des données.

13. Les annexes contiennent les composantes types de la balance des paiements et de la position extérieure globale, le périmètre des données à collecter, le système de codification du FMI, la note technique à l'intention des déclarants et les questionnaires standards.

PREMIERE PARTIE: SYNTHÈSE DES MEILLEURES PRATIQUES ISSUES DE LA CINQUIÈME ÉDITION DU MANUEL DE BALANCE DES PAIEMENTS

Cette première partie fait la synthèse des meilleures pratiques dans la région CEDEAO en matière d'élaboration des statistiques de balance des paiements et de position extérieure globale, selon les normes édictées par la cinquième édition du manuel de balance des paiements (MBP5).

14. Dans le cadre de l'harmonisation des statistiques de balance des paiements, la CEDEAO et l'AMAO ont lancé en 2011 des missions de diagnostic circulaires sur les pratiques en matière d'élaboration de la balance de paiements et de la position extérieure globale dans les 15 pays membres. Cette étude diagnostic a été conduite par Hon. Momoudou S. FOON et M. Mamadou SAMB. Les lignes suivantes s'inspirent de ces travaux et décrivent les meilleures pratiques en matière de compilation des comptes extérieurs dans les pays membres de la CEDEAO.

15. Les analyses des consultants montrent que tous les pays ont de bonnes pratiques en termes de compréhension des concepts, et de sources de données. Cependant, si les méthodes de traitement sont assez proches pour le compte de marchandises, d'importantes disparités existent dans le traitement des services, du compte de revenu, et du compte de capital et d'opérations financières.

1.1 Cadre institutionnel

16. Dans tous les pays de la CEDEAO, la compilation des comptes extérieurs est assurée par les banques centrales. Les services chargés de la compilation sont généralement bien dotés en ressources matérielles mais accusent parfois un important déficit en ressources humaines. Dans certains pays de la sous-région, il existe une structure chargée de valider les statistiques de balance des paiements et de position extérieure globale. Ces structures sont composées pour l'essentiel des représentants du Ministère des Finances (Trésor, Douane, etc.), du Ministère du Commerce, de la Banque Centrale, de l'Institut National de la Statistique, de l'Agence de promotion des investissements, etc.

17. Dans les les pays membres de l'UEMOA le cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements dans les Etats membres est précisé par le Règlement N°09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA. Selon l'article 1 de l'annexe 3 dudit Règlement, la Banque centrale est chargée de l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale dans les

Etats membres de l'UEMOA ainsi que de la balance des paiements régionale. En conséquence, les résidents doivent, sous peine de sanctions, rendre compte à la BCEAO, de toutes les opérations effectuées avec le reste du monde. A l'échelle nationale, le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des comptes extérieurs. Ce Comité, présidé par le Ministre chargé des Finances et dont le secrétariat est assuré par la Direction Nationale de la BCEAO, comprend notamment des représentants de l'Institut National de la Statistique, du Trésor Public, de la Direction chargée des finances extérieures, de la Direction chargée de la dette extérieure, de la Direction des Douanes, du Ministère chargé du commerce et de celui chargé de la Poste et des Télécommunications. Il arrête périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

1.2 Sources et Traitement des données

De façon générale, les statistiques de balance des paiements sont élaborées dans tous les pays de la CEDEAO sur la base de données d'enquête et hors enquête avec la collaboration des structures officielles de productions de données primaires.

➤ Les marchandises

18. La pratique prédominante dans la sous-région est la collecte des données sur le commerce de biens à partir des bureaux de douane par l'intermédiaire des Instituts Nationaux de Statistique (INS). La collecte via les INS est fortement recommandée, notamment avec l'entrée en vigueur du MBP6 dont un impératif est d'avoir des comptes extérieurs compatibles avec le SCN 2008, généralement administré par les INS.

19. Les statistiques du commerce général font l'objet d'ajustements de champ couverts, qui permettent d'intégrer en balance des paiements les statistiques sur le commerce non contrôlé, notamment les échanges commerciaux effectués par le canal du secteur informel. Plusieurs méthodes d'estimation, telles que celles basées sur les mouvements de billets pour les échanges intra-UEMOA, sont utilisées pour évaluer le commerce non contrôlé. En Gambie, le comité technique estime que 35% des marchandises importées CAF dans le pays est réexporté vers les pays voisins, tandis qu'au Nigeria, sur la base d'une étude, on estime que 15% des exportations totales sont non enregistrées.

20. Dans les pays de l'UEMOA, la méthodologie des flux financiers et monétaires est appliquée pour les échanges intracommunautaires. A côté de cette approche, diverses méthodes sont utilisées pour l'évaluation des flux commerciaux hors UEMOA. Il s'agit notamment de la

méthode d'ajustement par groupe de produit, de l'approche emploi-ressource et des ajustements globaux de valeur, de champ couvert et de chronologie.

Encadré 1: Estimation du commerce non contrôlé au Bénin

La première approche pour l'estimation du commerce non contrôlé est basée sur l'équilibre «Ressources - Emplois». Le principe général de cette méthodologie est d'estimer la consommation intérieure des produits qui font l'objet de réexportation et de considérer que son complément dans les importations sert à la réexportation. La demande intérieure est calculée à partir des besoins annuels par tête (obtenus à l'issue des enquêtes de dépenses) et de l'effectif de la population. Les estimations se déroulent en deux étapes.

Les hypothèses de croissance de la consommation intérieure permettent d'estimer le total des importations d'une branche d'activité donnée. De celles-ci sont déduites les importations officielles pour obtenir les importations non contrôlées de la branche. Cette méthodologie présente néanmoins deux insuffisances : les difficultés d'identification correcte de tous les produits faisant l'objet du commerce non contrôlé et celles liées à l'estimation de la consommation intérieure.

La répartition de la production disponible entre exportation et consommation locale permet d'estimer les exportations non contrôlées. La consommation locale est obtenue à partir des besoins annuels par tête et de l'effectif de la population. Un solde positif entre la production disponible et la consommation locale est considéré comme égal aux exportations totales à partir desquelles sont extraites les ventes extérieures non contrôlées.

Le commerce de réexportation concerne les produits importés par le Bénin, destinés normalement à la consommation locale, mais qui sont en réalité exportés vers les autres pays de la sous-région, notamment le Nigeria. L'estimation de la réexportation prend une importance particulière au Bénin, en raison de la proximité géographique avec le Nigeria, et les mesures restrictives en matière de droits de douane appliquées par ce pays.

La deuxième approche porte sur une Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré. L'objectif principal de l'enquête est d'évaluer le commerce extérieur non enregistré au cordon douanier pour sa prise en compte dans l'élaboration des statistiques économiques. Le premier passage a eu lieu du 21 au 27 janvier 2010 et le second passage, prévu en septembre 2011, n'a pas eu lieu. Les extrapolations des résultats de l'enquête permettent d'estimer le commerce non contrôlé (importations, exportations, réexportations et produits en transit). Les leçons tirées de ce premier passage devraient permettre de mettre en place un système d'estimation qui donne une vue globale plus complète des statistiques sur le commerce international de marchandises du Bénin. Le Nigeria a lancé en 2013 une enquête pour mieux appréhender le commerce non contrôlé.

21. Les ajustements de champ couvert portent également sur la déduction des mouvements de marchandises effectués par les représentations diplomatiques étrangères pour leur compte propre, des ventes ou achats d'or non monétaire, ainsi que des services liés au transport, au conditionnement et à l'assurance des marchandises.

22. Des ajustements chronologiques sont aussi effectués sur les statistiques du commerce général, pour corriger le décalage entre la période de transfert de propriété et le passage effectif des marchandises à la frontière douanière, la pratique commerciale autorisant des avances ou paiements anticipés sur les exportations ou les importations. Enfin, des ajustements de valeur sont effectués et visent à remplacer les prix de référence utilisés dans les enregistrements douaniers par les prix de marché. Dans ce cadre, les déclarations des opérateurs économiques servent de base à partir de laquelle des corrections sont apportées aux exportations et aux importations officielles.

Encadré 2: Ajustements opérés sur les marchandises au Sénégal

En pratique, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

Certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades) sont corrigées sur la base d'une exploitation fine du fichier détaillé fourni par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. On procède également sous cette rubrique « ajustement de champ couvert » à la prise en compte du commerce frauduleux, estimé sur la base d'indications fournies par les services douaniers et plus généralement à l'estimation du commerce non contrôlé. Enfin les recettes philatéliques sont ajoutées au compte « Marchandises » et la valeur des produits d'avitaillement de navires et aéronefs est reclassée dans les achats de biens dans les ports.

Les ajustements de chronologie sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par l'opérateur les quantités déduites des statistiques douanières, appliqué aux prix déclarés par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs douanières.

Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées chaque année sur la base des réponses contenues dans les questionnaires ainsi que des statistiques douanières qui sont actuellement présentées en CAF et en FOB. En général, les taux de fret et d'assurance se situent autour de 10% et 2% respectivement. Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les services douaniers.

➤ Les services

23. Tous les pays membres de la CEDEAO procèdent également à des ajustements de classification pour faire passer les services d'assurance et de transport des biens (ils sont inclus dans la valeur CAF des importations des biens) vers les services. Le coût du fret dépend à la fois de la nature du produit et de la distance.

24. Dans la zone UEMOA, lors du déploiement de la méthodologie du MBP5, il a été recommandé aux Directions Nationales de la BCEAO d'effectuer une étude documentée en vue d'une actualisation du taux de fret. Lors de l'exécution de cette diligence, les attestations d'importation étaient utilisées comme document de base. Cette démarche a abouti à des taux de fret largement sous-évalués, en raison du manque de soin avec lequel les attestations d'importations sont servies par les intervenants. Aussi, d'autres types de documents, comme les factures fournies par les opérateurs économiques lors de la constitution des dossiers de domiciliation d'importations ont-ils été exploités. Ces documents présentent l'avantage de faire ressortir l'origine des marchandises, les quantités importées, la valeur CAF, la valeur FOB, ainsi que les frais accessoires (transport, assurances, etc.). Cette pratique est certes intéressante mais l'hypothèse de base de cette approche exclut du champ de l'enquête les importations qui ne font pas l'objet de domiciliation ou celles qui passent par le canal informel, qui peuvent représenter une part non négligeable du total du fret. A titre d'exemple, les importations intra-UEMOA ne font pas l'objet de domiciliation auprès des banques. En outre, une partie non négligeable des approvisionnements en provenance des autres pays de la CEDEAO, qui représentent environ 14% du total des importations hors-UEMOA, ne font pas en général l'objet de règlement bancaire, en raison notamment de la non effectivité du mécanisme de compensation de l'AMAO, ou échappent simplement au circuit formel.

25. Certains pays utilisent les informations fournies par le système de gestion des données du commerce extérieur tandis que d'autres utilisent les résultats d'enquêtes qui parfois remontent à des dates lointaines. Par exemple au Bénin, une enquête menée en 2008 auprès des principales entreprises d'importation et se rapportant aux données de la période 2005-2007 a permis de : (i) mieux apprécier l'importance des résidents dans le fret des importations ; (ii) déterminer les monnaies de facturation ; (iii) déterminer la structure de coût des importations et (iv) mettre à jour les coefficients utilisés pour l'estimation du fret et de l'assurance. Au total, l'échantillon a porté sur 70 entreprises et le coefficient de fret est passé de 15,0% à 14,8% tandis que celui de

l'assurance est passé de 2,6% à 0,9%. La BCEAO a développé une méthodologie d'estimation du fret.

26. Pour estimer les taux de fret et d'assurance dans les pays membres de la CEDEAO, il est recommandé de réaliser une enquête selon une périodicité à définir (par exemple tous les cinq ans).

27. Les autres postes du compte des services sont renseignés à partir des résultats des enquêtes auprès des entreprises ou des informations collectées à partir d'études ou d'autres sources de données. Pour les services touristiques, les données proviennent généralement des services officiels, de certaines entreprises (agences de voyage, hôtels, etc.), et dans une moindre mesure des ambassades étrangères et des organismes donateurs. **Les meilleures pratiques concernent les enquêtes auprès des entreprises et l'exploitation des fiches renseignées par les voyageurs à l'aéroport.**

Encadré 3: Estimation des voyages au Sénégal

La méthode d'estimation habituellement utilisée s'appuyait sur une évaluation des recettes à partir du nombre de nuitées et d'une estimation de la dépense journalière uniquement au niveau des hôtels.

En 2002, le Ministère des Sénégalais de l'Extérieur et du Tourisme, avec l'appui de l'Organisation Mondiale du Tourisme, a mené une enquête au niveau des postes frontières pour recenser l'ensemble des entrées touristiques réparties selon le mode d'hébergement (hôtel, Auberge, Campements, Résidences ; Parents et amis, Autres). La même enquête a permis d'évaluer la dépense journalière des touristes et la durée de séjour selon le type d'hébergement.

La Direction Nationale de la BCEAO pour le Sénégal utilise cette nouvelle approche pour estimer les recettes touristiques selon le motif du voyage (loisir, affaires, autres). Les données sur les entrées par voie aérienne sont tirées de l'exploitation des fiches de police par le Ministère en charge du Tourisme qui communique ces informations sur une base mensuelle. Les statistiques concernant les entrées aux autres postes de frontières sont également fournies par le Ministère en charge du Tourisme.

Les dépenses journalières par zone géographique et par motif de voyage se présentent comme suit :

Dépenses journalière (En FCFA/jour)	Europe et Amérique du Nord	Afrique	Asie et Moyen Orient
...par air			
Loisir	22 687	17 237	19 962
Affaires	69 044	51 915	60 480
Autres	45 866	34 576	40 221
...par terre		8 619	

Le Compte de revenu

28. Les revenus portent à la fois sur les rémunérations des salariés, les revenus des investissements (dividendes, réinvestissements de bénéfices, intérêts, etc.) et les autres revenus. Dans tous les pays membres, ces données sont obtenues auprès des services officiels, des ambassades étrangères et des organisations internationales. En particulier, les renseignements sur les rémunérations des salariés sont en général obtenus auprès des ambassades et organismes internationaux, à partir des estimations des salaires versés aux travailleurs saisonniers et, dans une moindre mesure, des traitements effectués par les entreprises en faveur du personnel non-résident. Pour les revenus des investissements, ils sont associés à la détention d'actifs/passifs au niveau du compte financier. Ces renseignements sont obtenus à partir des questionnaires adressés aux agents économiques publics et privés. **Les meilleures pratiques sont celles de la BCEAO, de la Gambie, du Ghana et de la Sierra Leone qui ont recours à l'enquête sur les capitaux privés étrangers (cf. encadré n°6) ou d'autres formes d'enquêtes auprès des entreprises pour recueillir des données sur le revenu de placement des banques et autres secteurs.**

➤ Les transferts courants

29. Tous les pays membres de la CEDEAO collectent les données sur les transferts courants publics auprès des services chargés de la gestion de l'aide. Pour ce qui est des transferts privés, constitués principalement des envois de fonds privés, ils sont obtenus à partir d'enquêtes auprès des banques parfois complétées par des enquêtes auprès des ménages. Cependant, il y a un essor dans le secteur de la construction au cours de la dernière décennie dans tous les pays, en grande partie financée par les envois de fonds des travailleurs, et les compileurs ont parfois du mal à distinguer les flux destinés à la construction et ceux destinés à la consommation courante. **La pratique des pays de l'UEMOA, consistant à recueillir sur une base mensuelle les données relatives aux transferts auprès des sociétés de transferts de fonds, complétée par une enquête auprès des ménages, est une excellente démarche.**

Encadré 4 : Enquête sur les envois de fonds des migrants dans les pays de l'UEMOA

Dans la zone UEMOA, les estimations effectuées par la BCEAO dans le cadre de la confection de la balance des paiements constituent la principale source d'informations sur les envois de fonds des travailleurs migrants. Elles ont été établies sur la base des informations fournies sur les transferts bancaires, les flux recensés auprès des sociétés de transferts d'argent (banques, postes et sociétés de transfert rapide d'argent), ainsi que les statistiques sur les billets étrangers appréhendés à travers les opérations de change manuel.

Pour améliorer la couverture de ces données, la BCEAO a retenu de mener une enquête auprès des populations, aux fins de recueillir des données supplémentaires pouvant permettre d'affiner les estimations. Ces enquêtes permettent notamment de recueillir des informations sur les motifs économiques des transferts, ainsi que la part des montants reçus ou émis en dehors des circuits formels. De façon spécifique, ces enquêtes visent à :

- améliorer la mesure du niveau des transferts des travailleurs migrants ;
- cerner la part des montants émis ou reçus par les canaux informels ;
- mieux appréhender l'utilisation de ces fonds.

Les enquêtes sont conduites par les Directions Nationales de la BCEAO, avec l'appui des Instituts Nationaux de la Statistique (élaboration du questionnaire, du manuel de l'enquêteur, échantillonnage, opération de terrain et traitement des données).

30. A toutes fins utiles, Il faut relever l'existence, au sein de la zone UEMOA, d'une Cellule sous - régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA qui fonctionne depuis 2007. Dans ce cadre, les informations relatives au commerce de biens, au tourisme et aux envois de fonds des travailleurs font l'objet d'une correction d'asymétrie entre les déclarations des pays membres. Les flux non-contrôlés intra-communautaires font également l'objet d'estimation, à l'aide de la méthode des flux financiers et monétaire. Ces informations sont prises en compte dans les travaux de compilation de la balance des paiements des pays membres afin de réduire les écarts importants constatés lors du calcul de la balance régionale. La méthodologie de la BCEAO pour estimer des données du commerce non contrôlé au niveau intra-communautaire repose essentiellement sur l'utilisation des statistiques sur les règlements interbancaires et les billets externes, qui constituent les contreparties monétaires des transactions réelles intracommunautaires. En effet, les billets externes et les transferts financiers (dispositions intra-UEMOA et règlements bancaires intra-UEMOA) sont supposés être essentiellement la contrepartie des (i) dépenses touristiques ; (ii) des rapatriements d'économies sur salaires des travailleurs ; (iii) des sommes possédées par les autres voyageurs (affaires, étudiants, etc.) ; (iv) des dépenses en divers autres

services ; (v) des importations et exportations officielles ; et (vi) des importations et exportations non contrôlées.

➤ **Le Compte de capital**

31. Tous les pays de la CEDEAO éprouvent des difficultés pour enregistrer les transferts des migrants. Au Ghana, les données sur les transferts des migrants sont extraites du département de la supervision de la Banque centrale du Ghana (BCG) à partir des déclarations réglementaires trimestrielles présentées mensuellement par les banques de dépôts. Pour la zone UEMOA, voir les développements précédents.

32. Les données sur les transferts publics proviennent des services officiels, des enquêtes auprès des organisations internationales, des ambassades étrangères et des ONG et d'autres entités. Dans certains pays, les données douanières fournissent des informations sur les subventions et les transferts de biens d'équipement.

➤ **Le Compte financier et la PEG**

33. Les deux principaux modes de collecte de données statistiques du compte financier et de la PEG dans la sous-région sont le Système de Communication des Transactions Internationales (SCTI) et les enquêtes auprès des entreprises. La meilleure pratique reste l'enquête sur les capitaux privés étrangers. Elle a été utilisée au Ghana, en Gambie, et dans les huit (8) pays membres de l'UEMOA. Elle fournit des résultats forts intéressants sur les revenus des investissements et sur les rubriques du compte financier (flux et stocks sur les investissements directs, les portefeuilles et les autres investissements, y compris la dette).

Encadré 5: Enquête sur les capitaux privés étrangers en Gambie et au Ghana

En Gambie, l'enquête sur les capitaux privés étrangers est réalisée en cinq phases:

Étape 1: Préparation du projet par le comité technique chargé de la balance des paiements;

Étape 2: Atelier d'ouverture, sensibilisation et formation;

Étape 3: Préparation pour le lancement de l'enquête;

Étape 4: Mise en œuvre de l'enquête, et

Étape 5 : Diffusion des données

Un comité technique chargé de la balance des paiements a été créé pour conduire l'enquête. Les membres du comité comprennent le personnel de la Banque Centrale, de l'institut de la statistique, de l'agence de promotion des investissements et du commerce, du Ministère de l'économie et des finances, du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Emploi, le greffier du bureau central et la chambre de commerce et d'industrie de Gambie. Pour le travail sur le terrain, quinze (15) agents recenseurs ont été engagés pour mener l'enquête. La Banque Centrale de Gambie (BCG) fournit onze (11) agents, la Chambre de commerce et de l'industrie un (1), l'institut de la statistique deux (2) et un (1) de l'agence de promotion des investissements et de l'exportation.

Au Ghana, l'enquête sur les flux de capitaux privés, réalisée par la Banque du Ghana, a pour but de recueillir les informations nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et des statistiques d'Investissements internationaux. L'enquête permet de procéder aux estimations du niveau des investissements directs étrangers et de la dette extérieure du secteur privé. Un questionnaire est administré aux entreprises privées des différentes régions du pays. Le questionnaire permet de collecter des données sur les investisseurs directs, les engagements envers les investisseurs directs, les bénéfices réinvestis et autres capitaux. Le nombre d'entreprises enquêtées en 2012 s'élève à 196 parmi lesquelles 178 ont répondu.

Lorsque le Ghana a introduit l'enquête sur les capitaux privés étrangers dans la collecte des données sur la balance des paiements en 2007, l'impact a montré que le solde du compte de capital et d'opérations financière s'est amélioré d'environ un milliard de dollars US.

1.3 Compilation de la balance des paiements et de la PEG

34. Plusieurs pays membres de la CEDEAO ont développé des modules sur Excel pour compiler la balance des paiements. **La meilleure pratique est celle de la BCEAO qui a déjà mis en place une application dédiée à la compilation des comptes extérieurs.**

35. A la réception des questionnaires, un examen critique permet de déceler les erreurs les plus grossières et les plus fréquentes relevées ci-après, avant la mise en œuvre des contrôles automatiques effectués à travers l'application informatique : (i) montants déclarés à l'unité ou en millions; (ii) rubriques servies pour des montants sans rapport avec l'activité du déclarant ; (iii)

répartition des montants en fonction de l'origine géographique ; (iv) mauvaise classification manifeste. Des contrôles de la cohérence comptable du questionnaire et de vraisemblance des déclarations à l'aide d'une application informatique permettent de déceler des erreurs qui pourraient échapper au contrôle manuel.

Encadré 6: Compilation de la balance des paiements dans la zone UEMOA

Une application informatique a été conçue en vue de permettre la gestion et l'exploitation des données collectées. Les fonctionnalités de cette application permettent, entre autres, de gérer les divers types de documents, notamment les réponses des entreprises et de procéder à des consultations des données saisies. Le calcul de la balance des paiements est donc automatisé et repose sur un système de gestion de base de données qui permet de lancer le dépouillement, le contrôle et la validation des informations. L'application effectue automatiquement un certain nombre de contrôles lors de la saisie ou de la modification de certains types de questionnaires. Ces contrôles ont trait, en particulier, à la comparaison entre les montants enregistrés pour une rubrique donnée d'une année à une autre, afin de déceler les variations importantes, à l'équilibre comptable des questionnaires et à la cohérence entre les valeurs figurant dans des rubriques ayant un lien logique entre elles. A l'issue de la vérification des questionnaires, des états rectificatifs transmis à la BCEAO par les déclarants à l'origine des données erronées, permettent de corriger les anomalies.

Tout comme les données individuelles, les données agrégées sont également contrôlées. A titre illustratif, les flux de revenus des investissements doivent avoir un rapport avec les stocks correspondants afin de ne pas faire ressortir des taux de rendement invraisemblables. Par ailleurs, les Services de la BCEAO s'assurent de la cohérence des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale avec les autres séries statistiques disponibles, notamment la dette extérieure, le Tableau des Opérations Financières des Etats et les statistiques monétaires.

Une fois, la balance calculée, un contrôle est effectué sur les résultats pour s'assurer de la vraisemblance des évolutions des postes de la balance et chercher leurs facteurs explicatifs.

Encadré 7: Estimation du commerce transfrontalier au Nigeria.

En 2013, la Banque centrale du Nigeria (CBN) a lancé une étude approfondie pour mesurer et analyser les statistiques du commerce transfrontalier (ICBT) entre le Nigeria et ses voisins. L'étude vise à répondre à la question de l'exhaustivité en ce qui concerne les transactions de biens entre le Nigeria et le reste du monde, en essayant de saisir le véritable niveau du commerce informel (importations et exportations de biens) entre le pays et ses voisins immédiats. L'objectif était de disposer de données détaillées sur le volume et la valeur des échanges non déclarés / informels, identifier les différents types de produits échangés; et fournir des données sur l'orientation. Pour l'étude, ICBT se réfère à l'échange de marchandises à travers les frontières terrestres du Nigeria, qui ne sont pas passibles de droits et ne nécessitent pas de documentation officielle. Cette définition comprend également des marchandises de contrebande à travers les postes frontaliers non officiels.

L'équipe de recherche a entrepris une évaluation de la frontière, développé un instrument d'enquête sous la forme de questionnaire pour la saisie de données, a recruté et formé les agents de surveillance des frontières. Les contrôleurs formés comprenaient des officiels de l'Etat d'autres agences situées aux frontières tels que les travailleurs de la santé, l'immigration, la douane ainsi que d'autres personnes privées qui mènent des activités économiques autour des villes frontalières telles que les transporteurs, etc. Le suivi et l'enregistrement des mouvements transfrontaliers de marchandises ont été mené pendant une semaine choisie au hasard dans chacun des douze (12) mois civils. Le suivi a été effectué pendant 24 heures, tous les jours pendant sept (7) jours dans chaque semaine sélectionnée.

Les données ont été recueillies pour les importations et les exportations à travers chacune des frontières sélectionnées. Une méthodologie de revalorisation a été ensuite appliquée en utilisant l'extrapolation linéaire pour estimer les flux commerciaux pendant des semaines sans surveillance.

Globalement, l'harmonisation des statistiques de balance des paiements, dont l'élaboration relève le plus souvent de la responsabilité des banques centrales, ne se pose pas de la même manière dans les pays de la CEDEAO. Les avancées les plus notables sont enregistrées au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), qui a déjà élaboré la balance des paiements au titre de l'année 2011 selon la nouvelle méthodologie (MBP6).

DEUXIEME PARTIE: CADRE CONCEPTUEL D'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

36. Le cadre conceptuel actuel pour l'établissement de la balance des paiements est présenté dans la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), publiée en décembre 2008. A l'instar des éditions précédentes publiées par le FMI en 1948, 1950, 1961, 1977 et 1993, le MBP6 sert de référentiel pour l'élaboration des comptes extérieurs.

37. Les comptes extérieurs d'une économie retracent les relations économiques entre résidents de cette économie et les non-résidents. Ils comprennent la position extérieure globale (PEG), la balance des paiements et les comptes des autres changements des actifs et des passifs financiers.

38. **La balance des paiements** est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions d'une économie avec le reste du monde, entre les résidents d'une économie et les non-résidents.

39. **La PEG** est un état statistique qui donne la valeur à un moment déterminé des actifs financiers et des passifs financiers des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents.

40. **Le compte des autres changements des actifs et des passifs financiers** est un état qui retrace les autres flux, tels que les réévaluations ; il rapproche la balance des paiements et la PEG pour une période donnée en montrant les changements dus à des événements économiques autres que les transactions entre résidents et non-résidents.

1.1 Principales innovations introduites par le MBP6

41. Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5. Il s'agit notamment du manuel de statistiques monétaires et financières (2000), du supplément au MBP5 sur les dérivés financiers (2000), du manuel sur les réserves internationales et la liquidité internationale : directives de déclaration des données (2001), du manuel des statistiques du commerce international des services (2002) et des Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs (2003).

42. Si le cadre général de la cinquième édition n'est pas globalement modifié, le nouveau Manuel (MBP6) inclut les nombreux éclaircissements et précisions recensés après la parution du MBP5. Trois thèmes majeurs apparaissent dans la mise à jour du manuel de balance des paiements: la mondialisation, l'attention accrue accordée aux questions de comptes de patrimoine et l'innovation financière.

43. La mondialisation a mis plusieurs questions en relief. En particulier, (i) des directives supplémentaires s'imposent sur le concept de résidence, un nombre croissant de personnes physiques et morales ayant des contacts avec au moins deux économies, et (ii) un intérêt croissant est de plus en plus accordé aux statistiques sur les travailleurs migrants et leurs envois de fonds. Par ailleurs, la mondialisation de la production s'étant accentuée, la conception de nouveaux modes de traitement est nécessaire notamment dans les domaines de l'externalisation du traitement physique des produits (biens pour transformation), ainsi que de la vente ou de la gestion de produits manufacturés, qui sont séparés de la possession matérielle (négoce international).

44. Le nouveau manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. Le MBP6 contient des recommandations beaucoup plus détaillées sur la position extérieure globale et accorde davantage d'attention aux réévaluations et autres variations de volume, ainsi qu'à leur incidence sur les avoirs et engagements. En raison de l'importance accordée aux questions de comptes de patrimoine, la nouvelle édition s'intitule Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, même s'il utilise l'acronyme MBP6.

45. L'innovation financière inclut le développement de nouveaux instruments financiers (dérivés financiers, titrisation, comptes en or, etc.) et de nouvelles structures financières (entités à vocation spéciale) au sein des unités institutionnelles. Le concept fondamental de l'investissement direct n'a quasiment pas changé, mais, compte tenu du développement des sociétés dotées de structures internationales complexes, il est nécessaire d'élaborer des directives sur l'identification des investissements directs dans les cas où les chaînes de propriété sont longues et complexes. Le traitement des investissements directs est révisé en collaboration avec l'OCDE, qui, simultanément, revoit aussi sa définition de référence des investissements directs internationaux.

46. Le nouveau manuel tient également compte de l'intégration économique et monétaire, qui en plus des zones existantes (UEMOA, CEMAC, etc.) a été marquée notamment par l'avènement de nouvelles zones, telles que le COMESA, la SADC et, en particulier, la mise en circulation de

l'euro comme monnaie commune des pays membres de l'Union Européenne, qui a fortement influé sur l'évolution des échanges mondiaux.

47. La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration de la balance des paiements.

1.2. Définition de certains concepts

48. Les principes de base, tels que l'enregistrement en partie double, la chronologie, le prix d'évaluation et le changement de propriété développés dans le MBP5 demeurent inchangés. Toutefois, le MBP6 apporte des clarifications dans la définition de plusieurs concepts déjà développés dans la 5ème édition, notamment les notions de « territoire économique », de « résidence » et de « transactions ».

49. *Le territoire économique* comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

50. *La résidence* d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique prédominant ». Le MBP6 n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « prédominant » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires. Les critères de résidence sont mieux spécifiés pour les individus mobiles dont la définition de la résidence avait été laissée à l'appréciation des pays dans la 5ème édition.

51. *Les transactions* enregistrées dans la 6ème édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant en accord réciproque impliquant un échange de valeurs ou un transfert. La 5ème édition du Manuel avait retenu comme définition de la transaction « un flux économique découlant de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique ». Il résulte de la nouvelle définition que l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et les transferts des migrants (lorsque ces derniers changent de résidence) ne sont plus classés dans les transactions au

sens strict du terme. Les variations d'actifs et de passifs financiers résultant du changement de résidence des individus (particuliers et ménages) sont reclassées dans la position extérieure globale et non plus dans la balance des paiements. Il s'agit des mouvements d'effets personnels à l'occasion des déplacements des migrants, qui sont désormais enregistrés dans les « Autres flux » au niveau de la position extérieure globale.

52. Le MBP6 consacre un chapitre spécifique au traitement des unions monétaires. Il fait la distinction entre l'union monétaire centralisée (cas de l'UMOA) et l'union monétaire décentralisée (cas de la Zone euro). Les questions institutionnelles et juridiques ont été examinées de manière à présenter la spécificité de chaque union. En particulier, dans l'union monétaire centralisée, les banques centrales nationales sont des succursales de la banque centrale régionale qui détient et gère les réserves de change. Dans l'union monétaire décentralisée, les banques centrales nationales sont les propriétaires de la banque centrale régionale. Elles détiennent une part importante des devises.

1.3. Composantes type de la balance des paiements

53. La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont retracées ci-après.

54. Le compte des transactions courantes comprend trois comptes : (i) le compte des biens et services, le compte de revenu primaire et le compte de revenu secondaire.

55. Le compte des biens et services retrace les transactions sur des composantes qui sont les produits des activités de production. Il comprend les biens (les marchandises générales, les exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international, et l'or non monétaire) et les services.

56. Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Le revenu primaire représente le revenu qui revient aux unités institutionnelles en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles. On distingue deux catégories de revenus primaires : les revenus liés au processus de production (rémunération des salariés, impôts et subventions sur les produits, ...) et les revenus liés à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits (revenus d'investissements). Ce dernier comprend les dividendes et les revenus tirés des quasi-sociétés, les bénéfices réinvestis et les intérêts.

57. Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire» dans le MBP6. Le compte de revenu secondaire présente une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

58. Le compte de capital présente (i) les transferts de capital à recevoir et à payer entre résidents et non-résidents ; et (ii) l'acquisition et la cession d'actifs non financiers non produits entre résidents et non-résidents. Un transfert en capital est un transfert dans lequel la propriété d'un actif (autre que des espèces ou des stocks) est transférée d'une partie à une autre ; ou qui oblige l'une ou les deux parties à acquérir ou à céder un actif (autre que des espèces ou des stocks) ; ou par lequel une obligation est annulée par le créancier. Les transferts d'espèce comportant la cession d'actifs non monétaires (autres que les stocks) sont aussi des transferts de capital. Un transfert de capital entraîne un changement correspondant des stocks d'actifs d'une ou des deux parties à la transaction sans influencer sur l'épargne d'aucune d'elle. Les transferts en capital comprennent notamment les remises de dettes¹ et les dons pour investissements.

59. Le compte financier enregistre les opérations sur actifs ou passifs financiers effectuées entre résidents et non-résidents. Il indique, sur une base nette, les catégories fonctionnelles, secteurs, instruments et échéances utilisés pour les opérations financières internationales. Il comprend (i) l'investissement direct, (ii) les investissements de portefeuille, (iii) les dérivés financiers, (iv) les autres investissements et (v) les avoirs de réserve.

¹ La remise de dette est une annulation volontaire d'une partie ou l'ensemble des obligations relatives à une dette, à travers un arrangement contractuel entre un créancier et un débiteur

Encadré 8: Composantes type de la balance des paiements

	Crédit	Débit
Compte courant		
- Biens et services		
. Biens		
. Services		
- Revenu primaire		
- Revenu secondaire		
Compte de capital		
- Acquisitions/Cessions d'actifs non produits		
- Transfert de capital		
Capacité (+)/Besoin (-) de financement		
	Acquisitions nettes d'actifs financiers	Accroissements nets de passifs
Compte financier		
- Investissement direct		
- Investissements de portefeuille		
- Dérivés financiers		
- Autres investissements		
- Avoirs de réserve		
Erreurs et omissions		

1.4. Composantes type de la position extérieure globale

60. Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques, comme indiqué ci-après :

Encadré 9 : Composantes type de la position extérieure globale

	Actifs	Passifs
- Investissement direct		
- Investissements de portefeuille		
- Dérivés financiers		
- Autres investissements		
- Avoirs de réserve		

1.5. MBP6 : Principaux changements de traitement ou reclassement

61. De façon générale, l'utilisation de signes dans la présentation du MBP6 s'opère comme suit:

(i) dans les comptes des transactions courantes et de capital, les crédits et les débits sont enregistrés avec des signes positifs (à l'exception des revenus issus de l'investissement direct et du négoce international, qui peuvent produire des inscriptions négatives) ;

(ii) dans le compte financier, les augmentations des actifs et passifs sont enregistrées avec des signes positifs, les diminutions avec des signes négatifs.

1.5.1. Compte des biens et services :

62. les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit:

- La création d'un poste supplémentaire, pour l'enregistrement des réexportations, un phénomène qui a pris de l'importance et de l'ampleur dans certains pays européens avec l'avènement de la Zone euro, mais aussi dans certains pays de notre espace communautaire (cf. MBP6 10.37 – 10.40);
- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé (cf. MBP6 10.17).
- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers et inclus dans les statistiques douanières sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du poste « voyage » dans les services (cf. MBP6 10.20).
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens (cf. MBP6 10.41-10.49).
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont pas considérés comme faisant l'objet de transactions comme dans le MBP5 car il n'y a pas de transfert

de propriété (cf. MBP6 10.22). En conséquence, ils ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes extérieurs.

- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens (cf. MBP6 10.72-10.73). Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction.
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services (cf. MBP6 10.62-10.71), alors que dans le MBP5 les biens envoyés à l'étranger pour y être transformés sont classés dans les biens importés ou exportés pour transformation et un transfert de propriété est imputé en même temps, sauf dans certains cas.
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe les « services de communication » et les « services d'informatique et d'information » du MBP5 (cf. MBP6 10.141). Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports » (cf. MBP6 10.74, 10.82-10.85), alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication » selon le MBP5.
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics (cf. MBP6 10.102), alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, au poste des marchandises générales ou des services correspondants pour l'économie de l'entreprise (cf. MBP6 10.102).
- Les résultats de la recherche et développement (tels que les brevets, les copyrights et les informations sur les procédés industriels) sont traités comme des actifs produits et inclus dans les services de recherche et développement (cf. MBP6 10.147-10.148). Ils étaient traités comme des actifs non produits et retracés dans le compte de capital selon le MBP5.

1.5.2. Compte de revenu primaire

63. Le compte de revenu primaire présente des composantes plus détaillées dans le MBP6, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;

- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services (cf. MBP6 11.12).
- L'enregistrement des dividendes à la date à laquelle les actions deviennent ex-dividendes (c'est-à-dire la date à laquelle ils sont exclus du prix marchand des actions ou encore la date à laquelle l'acquisition d'actions ne donne pas droit au dividende de la période écoulée), au lieu de la date à laquelle ils sont exigibles comme dans le MBP5 (cf. MBP6 3.48). La date ex-dividende est habituellement fixée deux jours avant la date de clôture des registres. Cela permet de traiter correctement toutes les transactions boursières effectuées antérieurement pour que la liste des actionnaires à la date de clôture des registres corresponde bien aux propriétaires de titres actuels.
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM, qui est incluse dans les services financiers (cf. MBP6 11.74-75).
- La comptabilisation des SIFIM sur les prêts et dépôts lorsqu'il s'agit de prêts fournis par des sociétés financières (cf. MBP6 4.64) et de dépôts qui leur sont confiés (cf. MBP6 10.127). Les SIFIM sont assimilés aux intérêts sur les prêts et dépôts relevant du revenu des investissements directs, du revenu des autres investissements et des avoirs de réserve, mais non des investissements de portefeuille. Le MBP5 ne comptabilise pas les SIFIM.
- La classification séparée du revenu des avoirs de réserve, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » (cf. MBP6 11.109).
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer (cf. MBP6 5.73 ; 11.67-68). Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

1.5.3. Compte de revenu secondaire

64. Le compte de revenu secondaire indique la contribution des opérations entre résidents et non-résidents au compte de distribution secondaire du revenu décrit dans le Système de Comptabilité Nationale. La nouvelle dénomination permet de souligner le rôle des transferts dans

le processus d'affectation du revenu et son impact sur le revenu disponible et, partant, sur le solde des transactions courantes, contrairement aux transferts en capital. Les principaux changements apportés à ce compte se présentent comme suit :

- L'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». Par ailleurs, le concept « transferts personnels » est plus large que celui des « envois de fonds des travailleurs » car il inclut tous les transferts entre particuliers, non seulement ceux des migrants qui sont employés dans de nouvelles économies et sont considérés comme des résidents de celles-ci (cf. MBP6 12.47-12.51)
- La classification est plus détaillée pour les différents types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».
- La démarcation entre impôts et services est clarifiée. Les licences professionnelles de pêche, de chasse, etc., ne sont plus considérées comme des taxes dans le MBP5, mais comme des services, loyers, taxes ou acquisition d'un actif, selon ce qui est fourni en contrepartie (cf. MBP6 10.179-180, 12.23).

1.5.4. Le Compte de capital

65. Dans le MBP6, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Les débits et crédits pour les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits sont à enregistrer séparément, et non sur une base nette comme dans le MBP5 (cf. MBP6 13.7 et 3.113).
- Contrairement à leur traitement dans le MBP5, les droits d'émission et les noms de domaine sur l'Internet sont considérés comme des actifs économiques possibles (cf. MBP6 13.14 et 13.18).
- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur).
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » (cf. MBP6 13.30 ; 9.21-9.22 et 10.22 (b)).

- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital (cf. MBP6 13.30), pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.
- Contrairement aux principes du MBP5, les indemnités d'assurance peuvent faire partie des transferts de capital dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN (cf. MBP6 13.24).

66. La somme des soldes des transactions courantes et de capital, c'est-à-dire la somme de tous les crédits moins celle de tous les débits de ces comptes, représente la capacité (excédent) ou le besoin (déficit) de financement de l'économie à l'égard du reste du monde. Elle est en théorie égale au solde net du compte financier.

1.5.5. Compte financier :

67. Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais elle est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure. Les principaux autres changements se présentent comme suit :

- Comme dans le MBP5, les données du compte financier sont présentées par secteur institutionnel. Toutefois, la banque centrale remplace les autorités monétaires en tant que sous-secteur institutionnel, mais les autorités monétaires restent un concept essentiel à la définition des avoirs de réserve (cf. MBP6 4.70 et 6.66). Les autres secteurs sont décomposés en « Autres sociétés financières » et « Sociétés non financières, ménages et ISBLSM » ;
- La classification des actifs et passifs financiers est désormais conforme au SCN et au Manuel de statistiques monétaires et financières de 2000, de par les détails présentés et la terminologie utilisée. Dans les composantes types du MBP5, les instruments sont regroupés et ne sont pas libellés partout de la même manière ;
- Les actifs et passifs financiers des entités changeant de lieu de résidence (migrants) ne sont pas enregistrés en balance des paiements mais inclus dans les « Autres changements de volume », qui alimentent la Position Extérieure Globale (PEG) ;
- Les IDE sont présentés sur la base des avoirs et engagements, et non en fonction du sens des flux de capitaux (investissements à l'étranger et dans l'économie) comme dans le MBP5. En outre,

pour tenir compte du développement accru de la libre circulation des capitaux, occasionnant des chaînes de propriété longues et souvent complexes, il a été élaboré des directives sur l'identification de ces relations. Ces directives sont basées sur le cadre pour les relations d'investissement direct (CRID), qui prévoit des critères permettant de déterminer si une propriété transfrontalière se traduit par une relation d'investissement direct étranger. Dans les composantes types, les investissements directs sont classés en fonction de la relation entre l'investisseur et l'entité recevant l'investissement (cf. MBP6 6.37-6.41) comme ci-après :

- investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct ;
 - investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours) ;
 - et entreprises apparentées.
- En conséquence, au poste « investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct », l'économie déclarante de l'investisseur direct enregistre les actifs de l'investisseur direct, et l'économie déclarante des entreprises d'investissement direct enregistre les passifs (de contrepartie) des entreprises d'investissement direct (qu'il s'agisse d'une relation immédiate ou indirecte) (cf. MBP6 6.37 (a)).
 - Au poste « entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct » (investissement à rebours), l'économie déclarante des entreprises d'investissement direct enregistre les actifs des entreprises d'investissement direct, et l'économie déclarante de l'investisseur direct comptabilise les passifs de l'investisseur direct (qu'il s'agisse d'une relation immédiate ou indirecte) (cf. MBP6 6.37 (b)).
 - Au poste « entreprises apparentées », l'économie déclarante enregistre les actifs et/ou passifs selon le cas (cf. MBP6 6.17).
 - La propriété d'actions ordinaires ne fait plus partie de la définition opérationnelle des investissements directs (cf. MBP6 6.12 et 6.19).
 - Dans le MBP6, toutes les dettes entre certains types de sociétés financières apparentées sont exclues des investissements directs, à la différence du MBP5, où les dettes dites permanentes sont incluses dans les investissements directs. Les sociétés financières auxquelles cela s'applique sont les banques centrales, les institutions de dépôts autres que la banque centrale, les fonds de placement et les autres intermédiaires financiers, à l'exception des sociétés d'assurance et des fonds de pension (cf. MBP6 6.28).

- Dans le *MBP6*, l'intitulé « Titres de participation et parts de fonds communs de placement » remplace celui du *MBP5* « Capital social et bénéfices réinvestis ».
- Le *MBP6* utilise dans le compte financier la terminologie « Réinvestissement des bénéfices », afin de distinguer ce poste de celui intitulé « Bénéfices réinvestis », poste de contrepartie du compte de revenu primaire (cf. *MBP6* 8.15).
- les intitulés du *MBP5* « Obligations et autres titres d'emprunt » et « Instruments du marché monétaire » sont remplacés respectivement par « Titres de créance à long terme » et « Titres de créance à court terme » (cf. *MBP6* 5.44 et 5.103-105).
- Le *MBP6* présente d'autres ventilations supplémentaires des dérivés financiers (cf. *MBP6* 5.95). Les dérivés financiers peuvent être distingués selon le type (options, contrats à terme) ou par catégorie de risque de marché (change, taux d'intérêt, actions, produit de base, crédit, autres).
- les « Autres investissements » passent de quatre (4) à six (6) rubriques. Ce changement consacre l'éclatement de la rubrique « Autres avoirs, autres engagements » du *MBP6* en :
 - Autres titres de participation, qui sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres (cf. *MBP6* 5.26 - 5.27). Les souscriptions au capital des organisations internationales sont enregistrées dans ce poste « autres titres de participation ».
 - les régimes d'assurance, de pension et de garanties standardisées ;
 - et les autres comptes à recevoir/à payer.
- L'intitulé « Crédits commerciaux et avances » remplace les « Crédits commerciaux » du *MBP5*, mais la définition reste inchangée. Ce poste n'intègre plus les imputations relatives aux exportations ou réimportations de biens pour transformation (cf. *MBP6* 10.62 - 10.71).
- Dans le *MBP6*, mais pas dans le *MBP5*, les comptes or (et autres métaux précieux) non alloués sont classés au poste « Numéraire et dépôts », à l'exception des comptes or non alloués détenus par les autorités monétaires à des fins de réserve, lesquels sont inclus dans l'or monétaire (cf. *MBP6* 5.39).
- des clarifications ont été apportées à la notion d'avoir de réserve, entraînant des réaménagements dans leur composition. Il s'agit notamment de la prise en compte des actifs gérés en commun, des accords de pension, des fonds à vocation spéciale, des engagements liés aux réserves et des accords monétaires régionaux ;

Deuxième partie: Cadre conceptuel d'élaboration de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale

- les allocations de DTS aux pays membres du FMI sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements. Dans le MBP5, elles n'étaient pas considérées comme un engagement, mais figuraient dans la position extérieure globale.

Encadré 10 : Implications de la Migration du MBP 5 au MBP 6 : Cas de la zone UEMOA

Avec l'adoption par le FMI, de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, la BCEAO a revu son dispositif en 2012 dans le cadre de l'élaboration des comptes extérieurs de 2011. La refonte du dispositif implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur les applications informatiques.

Outre la prise en compte des changements introduits par la 6ème édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI, la refonte vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale de Valeur Mobilière (BRVM) ou le Conseil Régional de l'Épargne Publique et du Marché Financier (CREPMF), ainsi que des transactions des institutions sous régionales (BCEAO, BOAD, Commission UEMOA, etc.) avec des entités non-résidentes de l'Union.

La refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays membres de l'UEMOA vise aussi l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les principales modifications apportées dans ce cadre se présentent comme ci-après :

- Classification sectorielle plus détaillée : Elle vise à assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité. A titre d'illustration, avec le dispositif précédemment en vigueur, il n'était pas possible de ventiler les investissements étrangers émis ou reçus entre les différentes branches de l'économie. Les nouveaux questionnaires prévoient la déclaration du secteur principal d'activité, conformément à la nomenclature de Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Avec la nouvelle application informatique « BPT », il est possible, au-delà de la classification par secteurs institutionnels, d'éditer les données selon les branches d'activité ;
- Ventilation géographique des données : Dans l'ancien dispositif, seules trois zones géographiques à savoir la France, l'UMOA et les autres pays sont retenues sur les questionnaires de balance des paiements et dans l'application « BPT ». Dans le nouveau dispositif, la France est remplacée par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA, depuis la création de l'euro en 1999 ;
- Cadre d'analyse de la prise en compte des données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ou la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) dans le dispositif de collecte et de compilation.
- Suivi des données sur les actifs et passifs du compte financier : Pour les données sur les actifs et passifs financiers, le nouveau dispositif prévoit la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi

que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la Position Extérieure Globale (PEG) d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification. Les flux nets des rubriques du compte financier de la balance des paiements sont calculés en faisant la différence entre le stock de fin de période et le stock de début de période, ainsi qu'une déduction des « autres flux », constitués des réévaluations de stocks et des autres changements de volume, qui ne sont pas pris en compte en balance des paiements.

La confection du nouveau dispositif consacre une révision fondamentale du champ de couverture de l'enquête, des supports de collecte et des applications informatiques dédiées au traitement des données. Au total, 90 supports de collecte sont retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien. Ces supports comprennent des questionnaires destinés aux entités résidentes des pays membres, des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA, pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union.

La liste des questionnaires administrés aux entités résidentes par les Directions Nationales est désormais plus détaillée, avec l'éclatement de certaines catégories comme les « Entreprises Commerciales et Industrielles (ECI) », pour permettre un suivi par secteur d'activité de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Sur cette base, le nombre de questionnaires pour les enquêtes dans les Directions Nationales est ressorti à 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations.

En plus des questionnaires administrés localement pour appréhender les transactions des résidents avec les non-résidents, le dispositif prévoit les états de dépouillement qui permettent de collecter des données sur les transactions réalisées avec les institutions sous régionales. Dans chaque cas, un support est prévu pour le pays de l'Union qui accueille le Siège de l'Institution concernée et un support pour les autres pays membres.

En vue d'assurer une meilleure couverture de ces transactions, la note d'orientation du processus de refonte a suggéré de compléter le dispositif pour prendre en compte les données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nombre d'états de dépouillement passe ainsi de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif.

Le cadre de production de la balance régionale a été renforcé, avec l'élargissement du champ de collecte des données aux transactions des institutions sous- régionales avec les non-résidents. Cette innovation se justifie notamment par l'intérêt qu'accorde la 6ème édition au suivi des regroupements régionaux, en ligne avec le développement des Unions économiques et monétaires. Elle traduit également les dispositions du nouveau Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, qui imputent explicitement à la BCEAO, la charge de la production de la balance des paiements régionale.

Pour ces raisons, le nouveau dispositif a prévu l'envoi par le Siège de la BCEAO, de questionnaires aux institutions sous régionales (résidentes de l'Union, mais non-résidentes des pays membres), pour le suivi de leurs

transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des paiements régionale. Il est retenu au total 9 questionnaires pour les institutions sous régionales. A l'instar des états de dépouillements, ces questionnaires seront administrés par les Directions Nationales des pays qui abritent les Sièges des institutions concernées et acheminés aux Siège de la BCEAO pour prise en compte.

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte

Il convient de signaler que les pays membres de la BCEAO pourront rester sur ce niveau de détail assez poussé mais le dispositif d'harmonisation pourrait dans un premier temps rester à un niveau plus agrégé en termes de questionnaires à administrer.

TROISIÈME PARTIE : CADRE HARMONISÉ D'ÉLABORATION DES COMPTES INTERNATIONAUX DANS LA CEDEAO

68. Deux approches se dégagent dans la CEDEAO pour l'élaboration des statistiques de balance des paiements: la production d'une balance des paiements infra-annuelle comme en Guinée et la production de balance des paiements annuels comme dans les pays de l'UEMOA.

Encadré 11: Approche de la Banque Centrale de la République de Guinée

Les comptes extérieurs de la Guinée sont produits trimestriellement. Ces balances des paiements trimestrielles sont consolidées pour donner la balance annuelle avec un délai maximum de six mois après la fin de l'année sous revue. Les données sont collectées sur la base des enquêtes trimestrielles effectuées auprès des principaux agents économiques ayant des relations avec les non-résidents, à savoir:

- les sociétés minières,
- les banques commerciales,
- la banque centrale,
- les complexes hôteliers,
- les compagnies d'assurance,
- les sociétés de transfert d'argent,
- les sociétés de télécommunication,
- les sociétés industrielles non minières,
- les agences de voyage,
- les divers organes et directions de l'Etat,
- les institutions internationales et,
- les représentations diplomatiques en Guinée

Tous ces agents économiques sont soumis à des questionnaires types. Ces questionnaires récapitulent pour le trimestre, les flux décrivant les transactions effectuées avec l'extérieur qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements. Les supports de collecte sont repartis en deux grandes parties : (i) la première porte sur les transactions sur les biens, les revenus, les transferts courants et les transferts en capital et (ii) la seconde recense les stocks d'actifs et de passifs qui alimentent à la fois le compte financier et la Position Extérieure Globale.

Encadré 12 : Approche de la Banque Centrale de la Tunisie (BCT)

La BCT produit selon des périodicités mensuelle, trimestrielle et annuelle, la balance des paiements de la Tunisie. Les informations utilisées dans ce cadre ont trait essentiellement aux données relatives aux règlements financiers transmises par les banques. Ces sources sont complétées par des données d'enquêtes spécifiques, des informations d'autres Administrations publiques (Douanes, Institut National de la Statistique, Ministère des Finances), afin de rapprocher les règlements des transactions réelles, à travers notamment la prise en compte des délais de règlement ou des opérations sans paiement. Le recours à ces informations complémentaires fait également suite à la libéralisation progressive des paiements extérieurs qui rend moins aisé le suivi des transactions extérieures par le seul biais des règlements.

Toutes ces informations (Achats et ventes de devises en comptes, change manuel et mouvements des comptes étrangers en dinars convertibles) sont transmises via un système électronique d'échanges de données (SED). Ce système a été mis en place en fin 2006 pour permettre l'échange de données entre la Banque Centrale et les établissements de crédit dans le cadre de la mise en place de la centrale des informations (données comptables, chèques impayés, chèques en opposition, crédits aux particuliers, etc.).

Il fonctionne selon un mode client-serveur avec un compte utilisateur pour chaque banque qui lui permet de communiquer les informations à la Banque Centrale et en retour d'interroger le serveur central notamment sur les incidents de paiements et l'endettement des particuliers.

Des enquêtes sont réalisées à des fréquences diverses (mensuelle, trimestrielle et annuelle) pour estimer certaines rubriques spécifiques de la balance des paiements, dont le suivi à travers uniquement les règlements s'avère insuffisant :

- l'enquête sur les dons, assistance technique, études et stages et autres transferts sans contrepartie accordés à la Tunisie par des organismes étrangers :
- l'enquête sur les transports :
- l'enquête sur les investissements directs étrangers (IDE) :
- l'enquête sur la dette extérieure des entreprises :

Les autres sources d'information utilisées dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements ont trait, en particulier, aux opérations de la Banque Centrale, aux bases de données sur le commerce extérieur de la Douane et de l'Institut National de la Statistique(INS), ainsi qu'à la base partagée de la dette publique.

69. La production d'une balance des paiements infra-annuelle de qualité, contribue à un meilleur suivi des échanges extérieurs, une amélioration des prévisions des comptes extérieurs et au renforcement du cadre de mise en oeuvre de la politique monétaire. Elle s'inscrit, par ailleurs,

dans la perspective de l'adhésion de certains Etats aux Normes spéciales de diffusion des données (NSDD) qui recommandent des données trimestrielles sur la balance des paiements.

70. Toutefois, l'expérience des pays membres de l'UEMOA en matière de production de balance des paiements trimestrielle a montré certaines limites. En effet, les états trimestriels font l'objet d'une transactionnalisation qui consiste au passage des règlements aux transactions réelles, en intégrant les opérations sans paiements, les décalages chronologiques et les ajustements à partir d'autres sources d'informations qui peuvent s'avérer plus indiquées que les règlements pour certaines rubriques de la balance des paiements. Cependant, les rapprochements effectués entre les données obtenues à partir des règlements et celles des enquêtes annuelles indiquent des écarts importants au niveau des postes de la balance des paiements, laissant présager des insuffisances dans le renseignement du code économique des comptes rendus de paiement (CRP).

71. Le présent Guide privilégie l'élaboration de la balance des paiements selon l'optique des transactions, qui s'appuie essentiellement sur les données recueillies à partir des formulaires d'enquête transmis annuellement à diverses entités (entreprises, hôtels, compagnies aériennes, banques, départements ministériels, ambassades étrangères, etc.). Le choix de cette option se justifie par les contraintes liées à la disponibilité et/ou à la qualité des statistiques infra-annuelles dans les pays membres de la CEDEAO. En effet, rares sont les entreprises qui tiennent une comptabilité trimestrielle et les règlements bancaires sont non seulement non exhaustifs mais la nature économique des opérations sous-jacentes n'est pas toujours bien appréciée. Il convient cependant de préciser que l'objectif à plus longue échéance serait d'arriver à élaborer des balances de paiements trimestriels. Les deux dispositifs pourraient d'ailleurs co-exister jusqu'à ce que les systèmes statistiques nationaux soient à même de produire des inputs de qualité sur une base infra-annuelle.

72. L'harmonisation de l'élaboration des statistiques de balance des paiements et de position extérieure globale traite de l'ancrage institutionnel, des sources de données, des méthodes de collecte et de traitement des données ainsi que de la diffusion des données et de l'élaboration des comptes internationaux à l'échelle de la communauté.

CHAPITRE 1 : ANCRAGE INSTITUTIONNEL ET SOURCES DE DONNEES

1.1 Ancrage institutionnel et réglementaire

73. Le meilleur ancrage pour l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale dans les pays membres de la CEDEAO reste la Banque Centrale.

74. Un Règlement doit être pris par la CEDEAO pour donner un mandat explicite à la Banque Centrale de chaque pays, lui conférant la responsabilité de l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale et à l'AMAO l'élaboration de la balance des paiements régionale. Ce texte précisera que les résidents doivent, sous peine de sanctions, rendre compte à la Banque Centrale de leur pays, de toutes les opérations effectuées avec le reste du monde. Le texte réglementaire doit prévoir à l'échelle nationale, la création d'une structure chargée de la validation des comptes extérieurs.

75. Le texte réglementaire doit également prévoir l'organisation de séances de restitution des résultats, après la validation des données, pour sensibiliser davantage le secteur privé et rendre publics les comptes extérieurs validés par la structure compétente.

76. Le texte réglementaire doit enfin prévoir une structure de coordination à l'échelle régionale, regroupant la CEDEAO, l'AMAO, l'IMAO et les banques centrales. Cette structure sera chargée de la validation du projet de balance des paiements régionale, préparée par l'AMAO.

77. A l'échelle nationale, le Comité chargé de la validation des comptes extérieurs doit être composé principalement de la Banque Centrale, de l'Institut National de la Statistique, du Trésor Public, de la Direction chargée des finances extérieures, de la Direction chargée de la dette extérieure, de la Direction des Douanes, la structure chargée de la promotion des investissements et des exportations, ainsi que les ministères en charge du commerce, des mines et des Postes et Télécommunications.

78. Le Comité arrête périodiquement et publie les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale. La publication des comptes extérieurs relève de la Banque Centrale du pays membre et la publication de la balance régionale est du ressort de l'AMAO.

1.2 Sources de données et méthodes de collecte

1.2.1. Généralités

79. La sélection de la source de données la plus appropriée est un processus qui est loin d'être simple. Un grand nombre de facteurs influe sur ce choix, notamment la compatibilité de la source

et des concepts de la balance des paiements, le délai avec lequel les données sont fournies, la fréquence avec laquelle elles sont disponibles, la qualité de la couverture des données, la charge que constitue la communication des données pour le répondant et le pouvoir que la loi confère au statisticien, etc.

80. Les principales sources de données sont les statistiques du commerce international de marchandises (données douanières) et les enquêtes auprès des entreprises. Les autres sources d'information sont les rapports des différentes administrations, notamment l'Institut National de la Statistique, la Direction de la Dette Publique, le Ministère chargé du tourisme, celui en charge du commerce, les banques et les organismes internationaux ainsi que les enquêtes spécifiques balance des paiements.

81. Les documents douaniers constituent la principale source d'information sur le commerce international des marchandises. Tout produit importé ou exporté doit être déclaré en douanes et l'importateur ou l'exportateur doit donner des renseignements sur la destination et la valeur des marchandises, leur origine et le bureau de dédouanement ainsi que sur le mode de transport.

82. Les autres sources de données pour les marchandises générales incluent les systèmes de communication des transactions internationales, d'autres données administratives, les résultats des enquêtes auprès des négociants, etc. Il est parfois nécessaire d'ajuster les données source lorsque leur couverture, leur moment d'enregistrement, leur évaluation et leur classification diffèrent des prescriptions du manuel de la balance des paiements.

83. Les données d'enquête concernent les principaux opérateurs économiques ayant des relations avec l'extérieur, en l'occurrence les entreprises, les banques, divers organes de l'Etat, les institutions internationales, etc. En raison de l'impossibilité d'un recensement exhaustif, un échantillonnage est effectué sur la base de l'existence de relations avec l'extérieur et de la taille de l'entreprise. Dans certains pays, l'enquête pourrait couvrir l'ensemble des entreprises du fait de la faiblesse du tissu économique. L'échantillon initial, consigné sur un registre informatisé, est régulièrement mis à jour sur la base de la consultation de l'annuaire téléphonique, de la Centrale des Bilans, des publications des actes notariés sur la vie des entreprises, des répertoires des INS et des Chambres de commerce ou de toutes autres bases de données.

84. Les enquêtes auprès des entreprises couvrent non seulement les encours extérieurs, mais aussi les transactions (financières ou autres) et les autres variations des encours, de même que les flux de revenus connexes. Il est plus efficace de recueillir ces informations dans le cadre d'une

seule enquête, solution qui assure en général une meilleure cohérence entre les données de la balance des paiements et celles de la PEG, que de mener des enquêtes distinctes pour les données de flux et de stocks.

85. D'autres sources de données (hors enquête) sont exploitées dans le cadre de l'élaboration des statistiques de balance des paiements et de PEG. Il s'agit notamment des sources administratives internes, des déclarations des banques, des statistiques bancaires internationales, etc.

86. Les émetteurs de cartes de paiements (Visa, Eurocard, American Express, etc.) déclarent ou doivent déclarer les retraits d'espèces ainsi que les règlements effectués pour l'achat de prestations, par des non-résidents dans le pays ou par des résidents à l'étranger, via une carte de paiements (hors frais et commissions). Ces déclarations sont détaillées par pays, par type de carte (personnelle ou professionnelle) et par type d'opérations (retraits aux distributeurs automatiques, paiements Internet, autres paiements). Elles participent avec d'autres sources à l'estimation des services de voyage.

87. Les données du secteur public (administrations publiques et autorités monétaires) recouvrent les informations disponibles dans les documents comptables détaillés des autorités monétaires et de tous les échelons des administrations publiques. Ces données peuvent venir en complément d'autres sources de données ou servir à valider des données obtenues auprès d'autres sources. Les données de la balance des paiements sur les transactions de services peuvent aussi être obtenues par le biais des fonctions administratives des administrations publiques. En ce qui concerne les statistiques de services, les plus répandues de ces données sont les demandes d'autorisation dont les résidents peuvent avoir besoin pour exporter ou importer des services et les dossiers des services d'éducation et de santé fournis ou reçus par des non-résidents.

88. Les informations publiées par les organismes internationaux, tels que la Banque des Règlements Internationaux² (BRI), qui servent notamment à estimer les dépôts à l'extérieur des résidents non bancaires et des emprunts auprès des banques internationales et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) fournissent des indications sur les mouvements de capitaux publics et privés, ainsi que l'aide non remboursable.

89. Les informations obtenues des pays partenaires peuvent servir de sources de données lorsqu'il n'est pas possible de les recueillir directement dans le pays; elles sont aussi utiles pour

² Ces données sont publiées dans le Rapport trimestriel BRI et peuvent être consultées sur le site de la BRI (www.bis.org)

valider d'autres méthodes de collecte et d'estimation. Les données obtenues auprès des organisations internationales sont particulièrement utiles aux pays qui bénéficient d'aides, pour l'établissement des statistiques sur les services d'assistance technique.

90. Peu d'enquêtes auprès des ménages sont menées spécialement dans le but d'établir la balance des paiements. Il est cependant possible d'avoir recours à des enquêtes auprès des ménages déjà réalisées pour obtenir des informations supplémentaires en vue d'établir la balance des paiements. Les plus répandues parmi celles qui existent sont les enquêtes périodiques ou permanentes que l'on effectue pour recueillir des informations sur les dépenses de voyages ou sur les transferts reçus de l'extérieur.

91. Les statisticiens doivent tenir compte de nombreux facteurs lorsqu'ils choisissent une ou plusieurs méthodes pour estimer les différentes composantes de services, notamment la législation autorisant la collecte de données, les données qui existent déjà, les ressources disponibles, les besoins des utilisateurs et la pertinence pour le pays d'utiliser telle ou telle méthode de collecte de données. Des informations sur certains types de transactions peuvent s'obtenir auprès de plus d'une source, auquel cas il peut être utile de vérifier les données par recoupement.

1.2.2. Statistiques du commerce international de marchandises

92. Dans les pays membres de la CEDEAO, le processus d'harmonisation des statistiques du commerce extérieur a été initié depuis 1986. En effet, la Décision³ C/DEC 3/6/86 du 30 juin 1986 portant « règlement fixant les modalités pour l'élaboration des statistiques du commerce extérieur des Etats membres de la CEDEAO », vise à harmoniser le traitement automatique des données douanières et des statistiques du commerce extérieur des Etats membres. Elle rend possible la « production de statistiques communautaires homogènes, rapides, et fiables dans le cadre du traitement automatique des données douanières et statistiques du commerce extérieur des Etats membres de la CEDEAO ».

93. Les statistiques du commerce international de marchandises (SCIM) constituent la principale source de données sur les marchandises générales figurant dans le compte des biens et services. Le support élaboré par les Nations Unies, intitulé « Statistiques du commerce international de marchandises : concepts et définitions », définit les normes internationales des statistiques du commerce des marchandises.

³ La Décision C/DEC/12/01/06 portant révision de la Décision C/DEC/ 3/6/86 traite (i) des concepts et définitions, (ii) de la collecte des données douanières et de l'élaboration des statistiques du commerce extérieur, ainsi que (iii) des états statistiques à produire

94. Les documents douaniers constituent la principale source d'information sur le commerce international des marchandises. Tout produit importé ou exporté doit être déclaré aux douanes et l'importateur ou l'exportateur doit donner des renseignements sur la destination et la valeur des marchandises, leur origine et le bureau de dédouanement ainsi que sur le mode de transport. Tous les renseignements requis par l'administration des douanes sont inclus et codifiés dans la déclaration douanière que l'opérateur est tenu de présenter dûment remplie afin que sa transaction soit traitée.

95. Les administrations douanières de la CEDEAO ont opté pour la dématérialisation des formalités douanières. Cette option permet l'envoi et le traitement électronique de déclarations douanières aussi bien au niveau des déclarations simplifiées que des déclarations détaillées. L'objectif visé est l'accélération du processus de dédouanement, la sécurisation des recettes douanières en cernant mieux la base taxable et en appliquant les taux adéquats.

Dans tous les pays membres de la CEDEAO, les données douanières sont retraitées par les Instituts Nationaux de Statistiques et publiés dans des délais raisonnables, généralement sur une base mensuelle.

1.2.3. Enquêtes auprès des entreprises et autres unités

96. Les enquêtes auprès des entreprises permettent de recueillir des informations sous forme globale sur les transactions entre entreprises résidentes et des non-résidents. Ces enquêtes peuvent porter sur l'ensemble des entreprises ou sur un échantillon représentatif.

Encadré 13 : Echantillonnage

L'échantillonnage constitue une phase importante mais délicate dans la réalisation d'une enquête. Afin de capter avec fidélité le comportement des individus enquêtés, il est impératif de disposer d'une bonne base de sondage (la plus exhaustive possible) et d'un échantillon bien choisi.

1. Constitution de la base de sondage

La base de sondage est un fichier comprenant l'ensemble de la population étudiée lors d'une enquête quantitative et au sein duquel sont prélevés par tirage au sort les individus interrogés (échantillon). Elle doit être la plus exhaustive possible. Il existe généralement dans nos pays une base de données, souvent gérée par l'Institut National de la Statistique (Base CUCI au Sénégal), regroupant l'ensemble des entreprises créées sur le territoire économique. Cette base comporte des codes de classement par activité qui permettent facilement de stratifier les entités. Ces bases de données constituent la plupart du temps la source la plus complète pour constituer une base de sondage, pour une enquête auprès des entreprises. Cependant, certaines entreprises peuvent ne pas figurer

dans cette base de données, et cette dernière peut contenir des entités productives à sortir pour un des motifs suivant: (i) faillite; (ii) changement de dénomination; (iii) fusion-acquisition.

Constituer une base de sondage pour une enquête auprès des entreprises nécessite l'appariement de la base « Institut National de la Statistique » avec le fichier de déclaration d'impôt des entreprises, celui de la caisse de sécurité sociale, ou tout autre fichier relatif aux entreprises.

2. Tirage de l'échantillon

Un échantillon est dit représentatif lorsqu'il possède les mêmes caractéristiques que la population que l'on souhaite étudier. Cette représentativité doit surtout se faire sur les caractéristiques pouvant influencer les réponses. Faute de représentativité, les résultats obtenus sur un échantillon ne peuvent être généralisés à la population étudiée.

Pour une enquête auprès des entreprises, celles-ci présentent forcément des différences suivant une variable d'intérêt (taille de l'entreprise, chiffre d'affaire, etc.). Par exemple, du point de vue taille, une entreprise de gardiennage dispose plus d'employés qu'un cabinet d'assurance, en moyenne. D'autre part, du point de vue du chiffre d'affaire réalisé, une institution de finance a plus de réalisation qu'une boulangerie, en moyenne. Afin de respecter la différence de comportement des individus dans l'échantillon à tirer, il est impératif de stratifier les unités de production suivant l'activité avant de passer au tirage des individus.

Les unités de production peuvent être réparties en grands groupes à l'intérieur desquels, les individus ont des comportements semblables par rapport aux chiffres d'affaires réalisés (variable d'intérêt). Par exemple:

- Strate 1 : L'industrie;
- Strate 2 : la construction;
- Strate 3 : le commerce;
- Strate 4 : les transports;
- Strate 5 : les Banques et assurances;
- Strate 6 : l'hôtellerie et la restauration;
- Strate 7 : les services immobiliers;
- Strate 8 : les autres services.

Dans chaque strate, en classant les entreprises par ordre décroissant selon le chiffre d'affaires, on peut choisir les premières entreprises qui représentent 80% ou 90% du chiffre d'affaires total de la strate.

97. Les principales entreprises du secteur non financier du pays sont soumises à un questionnaire, en fonction de leur branche d'activité. Ce questionnaire récapitule pour l'année civile concernée:

- les flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année considérée, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements;

- les rubriques de stocks d'ouverture et de fermeture, ainsi que les autres flux, qui vont alimenter directement la Position Extérieure Globale. Ils permettent également de déduire les rubriques correspondantes du compte financier de la balance des paiements, par comparaison avec les encours de début et de fin de période, avec déduction des autres flux (variation d'encours).

98. Certaines entités ayant un caractère particulier sont soumises à une enquête spéciale. Elles sont regroupées en catégories à l'intention desquelles différents questionnaires appropriés sont rédigés. On distingue entre autres les administrations publiques, les ambassades, les banques, les compagnies d'assurance, les hôpitaux et cliniques, les compagnies aériennes, les sociétés immobilières, les agences de voyages, les notaires, etc.

99. Les registres d'entreprises tenus par les Instituts Nationaux de Statistique constituent les principales sources pour la constitution des bases de données devant servir au choix de l'échantillon. Pour la mise à jour des bases de données, plusieurs sources sont disponibles. Les sources administratives, notamment les informations détenues par les autorités chargées du suivi de l'investissement étranger, les enregistrements des systèmes de contrôle des changes, et les dossiers, fichiers ou listes de l'administration des impôts⁴, les journaux et les magazines, etc. Les journaux et les magazines sont des sources particulièrement utiles d'information sur les entités déclarantes potentielles. Une grande partie des transactions significatives sont reportées dans les médias, et ces informations peuvent servir non seulement à mettre à jour la base de données, mais aussi à vérifier les données communiquées dans le cadre de l'enquête. L'emploi des médias imprimés traditionnels peut être complété par des informations obtenues électroniquement auprès des agences d'informations commerciales et au moyen de l'Internet. Les bases de données et les rapports accessibles au public peuvent fournir une grande variété d'informations, notamment le registre de la Bourse (la Bourse peut aussi fournir des informations supplémentaires utiles), les publications des agences internationales de notation du crédit, et les rapports ou les services d'études de marché des cabinets comptables ou des sociétés de bourse. Les associations professionnelles peuvent être une source d'informations utile. Elles fournissent des listes de membres, souvent avec des indications sur leur taille financière. Dans le secteur financier en particulier, leurs membres peuvent être des utilisateurs assidus de statistiques officielles et être

⁴ Les dossiers fiscaux des entreprises peuvent être une source d'informations importante pour l'établissement d'une base de données dans certains pays. Cependant, ces informations peuvent surtout concerner les entreprises exploitantes dotées d'employés. Et procéder à un sondage par tirage au sort à partir d'un ensemble statistique aussi vaste pourrait s'avérer inefficace sur le plan du fardeau administratif et de l'emploi des ressources publiques en raison du grand nombre de réponses négatives dues aux organismes sans investissements internationaux. Il est mal aisé également d'assurer la qualité des agrégats de l'investissement direct tirés de tels dossiers.

donc disposés, dans leur propre intérêt, à encourager la fourniture de données exactes et à assister les offices de collecte de données statistiques.

100. Les enquêtes auprès des entreprises permettent de collecter des informations diverses : importations, exportations, négoce international, le fret et l'assurance, les voyages, divers autres services, les transactions sur titres, etc.

101. Les enquêtes auprès des ambassades étrangères et des institutions internationales permettent notamment d'évaluer les dépenses que ces entités effectuent pour leur propre compte et les autres transactions entre ces entités et le pays.

102. Les sources de données hors enquête comprennent, entre autres, les sources administratives et les sites internet à exploiter pour des postes comme le commerce, le tourisme, les envois de fonds des travailleurs, la dette, l'aide publique au développement, les investissements de portefeuille, etc.

1.2.4. Enquêtes sur le commerce extérieur non enregistré

103. Des quantités significatives de biens échangés empruntent des circuits non officiels dans les pays de la CEDEAO, en raison d'une proportion plus importante du secteur informel et de l'étendue des frontières qui rend difficile le contrôle de toutes les transactions. Nonobstant les progrès réalisés dans la mesure de ces flux, à travers les approches variées développées aussi bien par les banques centrales que les Services nationaux, l'amélioration de la qualité des données sur le commerce informel constitue l'une des priorités dans le cadre du processus de renforcement du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs des pays membres de la CEDEAO.

104. Pour améliorer la qualité des statistiques du commerce extérieur, la Commission de la CEDEAO devrait doter les Etats membres d'un dispositif d'enquêtes complémentaires sur les échanges non enregistrés. Il s'agit de réaliser, selon une périodicité à définir (par exemple tous les cinq ans), à l'échelle de la CEDEAO, une enquête exhaustive sur le commerce extérieur non enregistré. L'objectif principal de l'enquête est d'évaluer ce commerce au cordon douanier pour sa prise en compte dans les statistiques économiques. L'enquête se ferait en plusieurs passages. Les extrapolations des résultats de l'enquête permettront d'estimer le commerce non enregistré (importations, exportations, réexportations et produits en transit). Pour les questions méthodologiques, la CEDEAO pourrait s'inspirer des expériences du Bénin et du Nigeria mais aussi des travaux de la Commission de l'UEMOA.

Encadré 14 : Méthodologie de l'enquête pilote sur les flux commerciaux non enregistrés conduite en 2010 par la Commission de l'UEMOA au Sénégal

La Commission de l'UEMOA veut doter les Etats membres d'un dispositif d'enquêtes complémentaires sur les échanges non enregistrés. La première étape de l'opération a consisté à réaliser dans chaque Etat membre une enquête pilote au niveau des frontières des pays membres.

Au Sénégal, l'enquête a ciblé les régions de Tambacounda, Kolda, et Ziguinchor, soit les frontières avec le Mali, la Guinée et la Guinée Bissau. La base de sondage était constituée de l'ensemble des corridors identifiés au niveau des frontières avec le Mali et la Guinée Bissau qu'ils soient formels ou informels, les corridors formels étant ceux qui disposent d'un poste de douane.

Les informations auxiliaires qui ont servi au tirage de l'échantillon sont notamment l'importance du flux de marchandises et le niveau de sécurité de chaque corridor.

L'opération de collecte a été précédée d'une grande campagne de sensibilisation via les radios communautaires notamment en langues nationales. Ces passages médiatiques ont beaucoup contribué à une meilleure collaboration des opérateurs économiques.

L'enquête était coordonnée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) mais le comité de pilotage était élargi à la Douane, la Direction du Commerce extérieur, à la Direction de l'Horticulture et à la Banque Centrale.

Le questionnaire ciblait principalement les variables ci-après :

- Identification géographique (pays, région, département) ;
- Personne enquêtée (commerçant, transporteur, transitaire, agriculteur, artisan, autres);
- Raison sociale de l'entreprise,
- Forme juridique de l'entreprise (SA, SARL, entreprise individuelle, autres) ;
- Nationalité de l'entreprise (pays i de la CEDEAO, Autres);
- Pays d'implantation de l'entreprise (pays i de la CEDEAO, Autres);
- Mode de transport (routier, fluvial, ferroviaire, autres);
- Moyen de transport (camion, autre véhicule, cycle et motorcycle, pirogue, train, autres);
- Nationalité du moyen de transport (pays i de la CEDEAO, Autres) ;
- Nature du flux (importation, exportation, transit, autres);
- Nombre de produits/articles (quantité, poids net, valeur, pays d'origine, pays 1^{ère} destination, pays de provenance, destination finale);
- Périodicité des transactions (par jour, semaine, mois, trimestre, semestre, année);
- Nombre de transactions par période;
- Principales difficultés rencontrées (difficultés d'approvisionnement, tracasseries administratives, lourdeurs administratives, autres);
- Motifs de l'exportation et/ou de l'importation (moins cher, proximité de la frontière, autres)

105. La méthodologie à développer au sein de la CEDEAO pourrait également s'inspirer des pratiques internationales d'estimation du commerce non contrôlé : la méthode de comparaison des données des pays partenaires (Partner-Country Data Comparison Method) et la méthode Delphi.

106. De façon pratique, la **Partner-Country Data Comparison Method** consiste en la comparaison des données sur les importations et les exportations des pays partenaires au commerce international d'un pays donné. En utilisant les statistiques du commerce extérieur, les exportations d'un pays devraient correspondre aux importations du pays partenaire et vice versa. Une différence constatée impliquerait l'existence d'un commerce informel entre les deux pays. Pour une plus grande efficacité de la méthode, il est nécessaire que les statistiques du commerce extérieur soient bien renseignées, et que les définitions des rubriques de la balance des paiements soient équivalentes dans les deux pays partenaires. Par ailleurs, les différences d'enregistrement entre les importations et les exportations, aussi bien au niveau des prix (CAF et FOB) que du délai d'enregistrement, peuvent induire des biais au niveau des statistiques miroirs.

107. La seconde approche « **Méthode Delphi** » appartient au groupe de méthodes d'estimation du commerce informel, basées sur des enquêtes réalisées auprès des professionnels du commerce ou sur les marchés informels. Il s'agit d'une enquête relative à la collecte et au traitement des opinions d'un groupe d'individus correctement informés, interrogés dans le cadre d'un sondage sur un sujet concernant leur zone d'expertise. Elle est basée sur la répétition itérative d'un questionnaire envoyé aux professionnels du domaine étudié. A chaque itération, le récapitulatif des réponses est renvoyé aux répondants pour qu'ils revoient ou réexaminent leurs précédentes réponses, ceci afin de s'assurer du plus grand nombre de réponses cohérentes. Les données obtenues sont ensuite extrapolées pour obtenir une évaluation du commerce extérieur non contrôlé. Cette méthode Delphi a été utilisée pour estimer la valeur et les caractéristiques du commerce informel entre l'Inde, le Népal et le Sri Lanka. Les enquêtes se sont déroulées entre mai et octobre 2001 sur le territoire indien, septembre et décembre 2001 au Sri Lanka et mai et juin 2001 au Népal, auprès de centaines de répondants, sur plusieurs marchés affectés par l'existence du commerce informel. Cette méthode s'avère coûteuse en raison de l'importance des moyens utilisés pour mener les enquêtes dans les différents pays partenaires, et longue du fait du processus itératif.

108. En définitive, pour l'estimation du commerce non enregistré entre deux pays partenaires, la méthode « **Partner Country data comparison method** » pourrait être recommandée en complément à l'enquête sous-régionale. Le Comité sous-régional chargé de la réconciliation des échanges intra-CEDEAO, devrait coordonner ces travaux.

1.2.5. Enquêtes sur les envois de fonds des migrants

109. L'objectif de ces enquêtes est de mieux cerner les flux d'envois de fonds des migrants en vue d'en assurer une meilleure imputation en balance des paiements, à travers l'estimation des montants reçus des migrants transitant par les circuits formel et informel ainsi que l'affectation de ces ressources selon les principaux motifs économiques.

110. Les enquêtes sont à mener chaque année auprès des sociétés de transferts d'argent (banques, postes et sociétés de transfert rapide d'argent), et les données recueillies sont complétées par les statistiques sur les billets étrangers appréhendées à travers les opérations de change manuel. Toutefois, au regard des limites de cette approche en termes de couverture des flux, il est souhaitable qu'une enquête auprès des ménages soit menée au moins sur une base quinquennale (5 ans) à l'échelle de l'Union afin d'avoir une bonne base d'estimation des flux transitant par les circuits informels.

111. Au plan méthodologique, les zones géographiques à enquêter, situées aussi bien en milieu urbain que rural, doivent être identifiées en fonction des données sur les flux migratoires, ou sur les réceptions de transferts enregistrés auprès des différents opérateurs (banques, postes et sociétés de transfert rapide d'argent). L'échantillon de ménages à enquêter sera constitué à partir des bases de données des INS.

1.2.6. Enquêtes sur les flux de capitaux privés

112. Development Finance International (DFI), une organisation non gouvernementale basée à Londres, à travers son Programme de renforcement des capacités en analyse des capitaux privés étrangers (PRC/CPE), a permis à beaucoup de pays d'Afrique et d'Amérique latine de mener au cours de la dernière décennie une enquête exhaustive sur les flux de capitaux privés (IDE, investissements de portefeuille et dette) à destination et en provenance de ces pays.

Encadré 15 : L'enquête PRC/CPE au Sénégal

Au Sénégal, l'enquête a porté sur un échantillon de 532 entreprises réparties entre 15 enquêteurs, encadrés par 3 superviseurs. Un groupe de travail national a été mis en place pour coordonner l'ensemble des opérations. Il était composé des représentants des structures suivantes : la Direction de la Monnaie et du Crédit, la Direction de la Dette et de l'Investissement, la Direction de l'Appui au Secteur Privé, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Agence chargée de la Promotion des Investissements et des Grands Travaux, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques et les institutions représentatives du secteur privé (Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar, Conseil National du Patronat, Confédération Nationale des Entreprises du Sénégal). Le secrétariat est assuré par la BCEAO. Le budget total était d'environ trente mille (30,000) dollars US.

Les principaux faits marquants tirés du rapport sont les suivants :

- En pourcentage du PIB, les stocks d'IDE sont passés de 7,7% en 2006 à 9,6% en 2009.
- La progression des IDE est liée aussi bien à celle des participations directes qu'aux prêts intra-groupe. Cependant, les prêts accordés par les entreprises liées sont caractérisés par une certaine volatilité, étant principalement à court terme. Par ailleurs, comparés aux concours négociés hors groupe, ces avances présentent l'avantage d'être généralement moins coûteux même si, dans certains cas, ils peuvent s'avérer relativement plus onéreux que ceux négociés hors du groupe. A cet égard, les prêts intra-compagnies peuvent être utilisés comme un moyen de rapatrier des ressources vers les sociétés apparentées (maisons mères ou filiales).
- Les flux de participation sont principalement alimentés par les bénéfices réinvestis. Ainsi, les secteurs les plus rentables reçoivent généralement plus d'IDE. Ces investissements proviennent essentiellement des zones géographiques avec lesquelles les échanges commerciaux sont plus intenses. De ce point de vue, le degré d'ouverture du pays au commerce extérieur pourrait être un atout pour l'attractivité des IDE.
- Les investissements de portefeuille sont assez faibles (1,2% du PIB) mais constituent une source non négligeable de financement des entreprises en termes de flux. En effet, ils représentent 39,2% des flux de participations étrangères en 2009, contre 29,3% en 2007. Cependant, leur répartition entre les différents secteurs d'activité est largement disparate comparée à celle des participations directes, plus diffuses dans l'ensemble des branches de l'économie.
- La part des ressources d'emprunt (y compris les prêts intra-groupe) dans le total des engagements est assez élevée. Ainsi, les emprunts représentent 58,8% des capitaux privés étrangers et plus de 97% des flux. A cet égard, le ratio des dettes sur participations est évalué à 1,3. Des niveaux d'exposition importants peuvent être source de vulnérabilité aux chocs sur le marché international. Cependant, le ratio dettes/participations varie considérablement en fonction des secteurs d'activité. Il est de 0,3 pour le sous-secteur de l'hôtellerie, 0,45 pour le secteur bancaire, 1,7 pour la branche commerce et 20,3 pour le sous-secteur de l'énergie.
- En relation avec le niveau élevé d'exposition, les ressources longues, parce que plus stables, devraient être privilégiées aux emprunts à court terme. Cependant, le coût des ressources d'emprunt, généralement moins élevé

pour celles à court terme, joue un rôle essentiel dans la viabilité à long terme des secteurs exposés. Pour les secteurs pris dans leur ensemble, le coût moyen apparent de ressources à court terme est de 0,1%, il est toutefois plus élevé dans le secteur bancaire avec un taux de 1,5%. Le taux d'intérêt moyen apparent des emprunts à long terme est de 4,8% pour l'ensemble de l'économie. Néanmoins, il varie de 0,3% pour la branche commerce à 10,4% pour l'industrie manufacturière et 4,2% pour la branche énergie.

- Concernant la maturité, 37,2% des emprunts sont à long terme, contre 62,8% constitués des ressources à court terme. Les sous-secteurs de la construction et de l'exploitation minière et de l'énergie sont les plus exposés à court terme.

- Le secteur privé sénégalais détient également des actifs étrangers sous forme de participations (directes et de portefeuille), de crédits commerciaux et financiers mais aussi de dépôts dans des institutions financières et autres entreprises résidant à l'étranger. A cet égard, 9,6% des entreprises domestiques détiennent des titres de participation sur des sociétés étrangères et 18,1% d'entre elles ont des dépôts à l'étranger ou accordent des crédits à des personnes physiques ou morales localisées à l'étranger. Cependant, ces actifs sont essentiellement de court terme.

113. La CEDEAO pourrait s'appuyer sur cette expérience, qui a été développée dans la plupart des pays de la sous-région, et inscrire dans son programme une enquête de cette envergure tous les cinq (05) ans dans l'ensemble des Etats membres. Une telle opération, par sa couverture, permet d'établir une base solide pour les flux de capitaux privés étrangers.

114. Cependant, il est souhaitable, à l'image des pays de l'UEMOA, d'élaborer un questionnaire complémentaire léger qui accompagne chaque année le questionnaire de la balance des paiements et est destiné au recueil des données sur investissements directs étrangers ventilés en « fonds propres » et « instruments de dette », par pays partenaire et par secteur bénéficiaire.

1.2.7. Système de Communication des Transactions Internationales (SCTI)

115. Un SCTI est un système de collecte qui consiste à communiquer au statisticien qui établit la balance des paiements les règlements internationaux effectués par les banques implantées dans le pays pour le compte de leurs clients. Cette déclaration indirecte est souvent complétée par une déclaration directe des transactions réglées en dehors du système bancaire national ou des transactions pour lesquelles il n'y a que des paiements nets, comme ceux qui ont lieu dans les systèmes de compensation ou d'enregistrement net. L'introduction des SCTI permet d'améliorer sensiblement les données sur les services.

116. Un SCTI permet d'établir en temps utile des statistiques complètes de la balance des paiements en ayant recours à un nombre assez réduit de déclarants. Mais il s'écarte quelque peu de

la recommandation donnée dans le MBP6 selon laquelle les transactions devraient être mesurées lorsque le service est fourni et non lorsque le paiement a lieu (bien que les deux périodes correspondent généralement dans le cas des services). En outre, le déclarant peut avoir des difficultés à déterminer le type exact de service fourni, ce qui fausse parfois l'imputation de l'opération.

117. Le SCTI sera particulièrement recommandé pour l'élaboration des comptes infra-annuels. Mais il devra être complété par un système de "déclaration directe" par les "grands acteurs", c'est-à-dire les principales entreprises qui effectuent des transactions internationales.

Les enquêtes proposées sur une base quinquennale (commerce informel, envois de fonds des migrants, Flux de capitaux privés) seraient financées principalement par la CEDEAO et les Banques centrales. Elles seraient menées avec l'appui des INS.

SYNTHESE DES PRINCIPALES SOURCES DE DONNEES

Titre	Description
Statistiques du commerce international de marchandises (SCIM)	Ces données sont établies à partir de formulaires remis par les exportateurs, les importateurs ou leurs agents aux services des douanes. Les données douanières sont ensuite transmises aux instituts nationaux de statistique (INS) qui les retraitent et les publient généralement disponibles le mois qui suit la période de référence.
Système de communication des transactions internationales (SCTI)	Les statistiques sont établies sur la base de formulaires remis aux établissements bancaires implantés dans le pays. Ce système permet de comptabiliser une par une les transactions en espèces et celles ne donnant pas lieu à règlement en espèce ainsi que les positions de stocks. L'exploitation de ces données doit tenir compte des prescriptions de la réglementation des changes (seuil de domiciliation des opérations, ...).
Enquêtes auprès des entreprises	Les enquêtes permettent de recueillir auprès des entreprises les données relatives à leurs activités qui se rapportent à la balance des paiements. A la différence d'un SCTI, les enquêtes auprès des entreprises servent à recueillir des données globales sur les activités, et non des données qui ont trait à des transactions individuelles.
Collecte des données auprès des particuliers et des ménages	Ces opérations permettent d'obtenir des informations comme les statistiques sur les migrations ou sur les voyages et les transferts de fonds reçus de l'extérieur.
Sources officielles n.c.a.	Les sources de données relevant du secteur officiel (secteur des administrations publiques et autorités monétaires) traitent des transactions effectuées pour leur propre compte ainsi que les stocks d'avoirs et d'engagements extérieurs.
Pays partenaire et organismes internationaux	La source est soit une administration publique étrangère, soit une organisation internationale.

CHAPITRE 2 : ETABLISSEMENT DES COMPTES EXTERIEURS

118. L'harmonisation des méthodes d'élaboration des comptes extérieurs est facilitée par l'adoption d'un certain nombre de cadres comptables ou statistiques, notamment la 6ème édition du manuel de balance des paiements par l'ensemble des pays et la décision C/DEC/12/01/06 portant révision de la décision C/DEC/ 3/6/86 relative au règlement fixant les modalités pour l'élaboration des statistiques du commerce extérieur des Etats membres de la CEDEAO. L'utilisation d'une même application informatique permettrait d'harmoniser plus facilement les différents traitements.

2.1. Traitement et enregistrement des données

119. A la réception des questionnaires, un examen critique permet de déceler les erreurs les plus grossières et les plus fréquentes, avant leur saisie dans l'application informatique. Il s'agit notamment (i) des montants déclarés à l'unité ou en millions, (ii) des rubriques servies pour des montants sans rapport avec l'activité du déclarant, (iii) de la répartition des montants en fonction de l'origine géographique, etc. Pour les pays qui en ont, l'application informatique effectue également de façon automatique certains contrôles lors de la saisie ou de la modification de certains types de questionnaires. Ces contrôles concernent les montants individuels, l'équilibre comptable des questionnaires et les contrôles de vraisemblance (vérification sur des rubriques ayant un lien logique entre elles).

120. Les transactions recensées font l'objet d'imputation suivant une comptabilité en partie double : les flux déclarés par les agents économiques au moyen des questionnaires ont pour contrepartie la variation de la position extérieure des différents secteurs institutionnels résidents, appréhendée à partir des mêmes questionnaires et surtout des situations des institutions monétaires. Toutes les rubriques sont pré-codifiées de manière à en assurer une imputation exacte en balance des paiements, sans que l'agent en charge de la saisie des documents ait à s'interroger sur l'affectation des données.

2.1.1. Traitement des faibles taux de réponse.

121. Si le taux de réponse est faible, une première attitude serait de comparer les entreprises qui ont déclaré leurs données avec celles qui ne l'ont pas fait — si les entreprises qui ont communiqué des données sont plus nombreuses, plus grandes et davantage susceptibles d'être actives dans les transactions extérieures que celles qui n'ont pas répondu, il convient alors d'estimer les autres en utilisant par exemple les entreprises similaires (même taille, même type de transactions, etc.). Si

c'est le contraire, il sera préférable de procéder à des relances et des visites de terrains notamment auprès des grandes entreprises.

2.1.2. Traitement des statistiques du commerce international de marchandises (SCIM)

122. Les statistiques du commerce international de marchandises font l'objet de saisies informatiques régulières (mensuelles) grâce au système SYDONIA (un logiciel conçu par le CNUCED pour la gestion des procédures douanières) ou EUROTRACE (conçu par Eurostat) ou encore GAINDE (application développée et utilisée au Sénégal).

123. Le passage du commerce spécial au commerce général est obtenu en ajoutant le solde des mouvements d'entrepôt. C'est le Commerce Général qui est retenu en balance des paiements pour l'établissement du compte « Marchandises ».

$$\text{Commerce spécial +/- Mouvements d'entrepôts} = \text{Commerce Général}$$

124. Les deux sources d'informations sur les grands produits échangés sont les statistiques du Commerce Extérieur et l'enquête sur les grands produits. Les données officielles publiées dans les listings du Commerce Extérieur font ainsi l'objet de divers ajustements à partir des données recueillies auprès des opérateurs économiques. Les ajustements portent sur le champ couvert, la chronologie et la valeur.

➤ Ajustement de champ couvert

125. A l'aide des données des enquêtes particulières, on corrige certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades). Par ailleurs, on procède sous cette rubrique à l'estimation du commerce frontalier ainsi qu'à la prise en compte du commerce frauduleux, estimé sur la base d'indications fournies par les services douaniers. Il convient enfin d'ajouter les biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière et les biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger au compte « Marchandises » et d'en extraire la valeur des biens importés pour des projets de construction par des entreprises non résidentes, les effets personnels des migrants, les biens destinés à être réparés, les biens échangés dans le cadre du négoce et l'or non monétaire. Contrairement à la précédente édition, qui les reclasse dans les achats de biens dans les ports, le MBP6 maintient les produits d'avitaillement de navires et aéronefs dans les marchandises générales.

126. Dans l'espace CEDEAO, le statisticien de balance des paiements est souvent amené à estimer le commerce transfrontalier pour compléter les données douanières. En effet, comme les

voyageurs-commerçants se déplacent non pas pour acquérir des biens destinés à leur propre usage (enregistrés au cas échéant au poste voyage) mais pour exercer des activités commerciales et obtenir un profit, les biens acquis et vendus sont enregistrés parmi les marchandises générales.

127. Dans les pays de l'UEMOA qui partagent la même monnaie, une méthodologie utilisée pour estimer des données du commerce non contrôlé au niveau intra-communautaire repose sur les statistiques sur les règlements interbancaires et les billets externes, qui constituent les contreparties monétaires des transactions réelles intracommunautaires. Les billets externes et les transferts financiers (les dispositions intra-UEMOA et les règlements bancaires intra-UEMOA) sont supposés être essentiellement la contrepartie des (i) dépenses touristiques; (ii) des rapatriements d'économies sur salaires des travailleurs; (iii) des sommes possédées par les autres voyageurs (affaires, étudiants, etc.); (iv) des dépenses en divers autres services; (v) des importations et exportations officielles; et (vi) des importations et exportations non contrôlées. Cette méthodologie n'est pas appropriée pour estimer le commerce informel avec les pays voisins non membres de l'UEMOA. Elle ne permet pas notamment de cerner les flux commerciaux particulièrement significatifs entre les pays de l'UEMOA et les autres pays de la CEDEAO, notamment le Nigeria et le Ghana.

128. Les statisticiens de balance des paiements de la zone devraient ainsi privilégier les résultats des enquêtes périodiques que la CEDEAO devrait initier sur le commerce transfrontalier. Les résultats de l'enquête à mener tous les cinq ans sous l'égide de la CEDEAO permettraient d'améliorer sensiblement l'estimation du commerce non enregistré. Chaque année, les banques centrales, en relation avec les services des douanes devraient mener une enquête légère basée sur la méthodologie à développer par la CEDEAO afin d'estimer les données sur les transactions du commerce non enregistré à prendre en compte dans la balance des paiements.

➤ *Ajustements chronologiques*

129. Ils sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année, tandis que pour la balance des paiements, il convient de retenir les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs.

➤ *Ajustements de valeur*

130. Un problème d'évaluation se pose dans certains cas en raison notamment de l'utilisation de valeurs mercuriales ou de valeurs spécifiques dans les statistiques douanières, dans la mesure où de telles valeurs peuvent être différentes de celles obtenues en appliquant les prix de marché qui doivent être retenus pour la valorisation des marchandises en balance des paiements. En pratique, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

➤ *Autres Ajustements*

131. Les ajustements dus aux différences de classifications concernent le reclassement de certaines transactions qui sont incluses parmi les biens dans les SCIM alors qu'ils ne relèvent pas du poste des biens à la BDP. Les biens à exclure parce qu'ils sont classés ailleurs sont : (i) le négoce international classé séparément au poste des biens ; (ii) l'or non monétaire, en lingots ou sous d'autres formes, classé séparément dans la rubrique des biens ; les biens inclus dans les voyages. Les coûts de fret et d'assurance sont également déduits des importations (CAF) et reclassés dans les services.

132. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées chaque année sur la base des réponses contenues dans les questionnaires ainsi que des statistiques douanières qui sont dans certains pays, présentées en CAF et en FOB. Les taux de fret et d'assurance varient en fonction de la nature des biens importés, des moyens de transport utilisés et de la position géographique des pays. Les taux retenus pour le calcul du fret et de l'assurance varient d'un pays à l'autre au sein de la CEDEAO, les pourcentages les plus élevés étant ceux appliqués aux importations des pays enclavés, en raison des frais supplémentaires liés aux opérations de transit des marchandises dans les autres pays. La méthodologie harmonisée pour l'estimation du taux de fret dans les pays de l'UEMOA, adoptée dans la zone UEMOA en septembre 2012, pourrait être étendue au reste de la CEDEAO.

Encadré 16 : Principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales

Principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales Transactions sur marchandises	Observations
Biens achetés dans les ports et les aéroports par les transporteurs	A inclure
Biens qui pénètrent dans le territoire économique ou le quittent en dehors du circuit formel (avec transfert de propriété)	A inclure
Biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière	A inclure
Biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger	
Biens vendus à l'étranger après avoir été transformés dans d'autres économies	A inclure
Biens dans les entrepôts de douane ou autres zones (avec transfert de propriété)	A inclure
Effets personnels des migrants	A déduire
Biens expédiés aux ambassades, bases militaires, etc. par les autorités du pays d'origine ou vice versa	A déduire
Biens importés pour des projets de construction par des entreprises non résidentes	A déduire
Biens destinés à être réparés ou entreposés sans transferts de propriété	A déduire
Biens expédiés à l'étranger pour transformation ou retournés après avoir été transformés sans transfert de propriété	A déduire
Biens retournés (cas d'annulation du transfert de propriété)	A déduire
Echantillons sans valeur commerciale (pratiques courantes chez les sociétés minières, notamment en phase d'exploration)	A déduire
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	A déduire
Or non monétaire	A déduire

2.2. Etablissement de la balance des paiements

133. Les données de balance des paiements sont présentées selon les composantes standards ci-après :

- Compte de transactions courantes ;
- Compte de capital ;
- Compte financier ;
- Position extérieure globale ;
- Renseignements complémentaires requis sur certains postes

2.2.1. Etablissement du compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes regroupe le compte des biens et services, le compte de revenu primaire et le compte de revenu secondaire.

2.2.1.1. Le compte des biens et services

Le compte des biens et services retrace les transactions sur des composantes qui sont les produits des activités de production. La production est une activité dans laquelle une entreprise utilise des entrées (consommations intermédiaires, travail, actifs produits ou non produits) pour les transformer en sorties qui peuvent être fournies à d'autres unités.

2.2.1.1.1. Les biens

134. Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais des transactions. Ils peuvent être utilisés pour satisfaire les besoins ou les demandes des ménages ou de la collectivité ou pour produire d'autres biens ou services. Ils sont classés en 3 catégories distinctes :

- Marchandises générales ;
- Négoce international ;
- Or non monétaire.

135. Le poste « marchandises générales » est renseigné à partir des statistiques ajustées du commerce extérieur. Les ajustements qui portent sur les principaux produits exportés et importés sont effectués sur la base des résultats des enquêtes sur les grands produits échangés (cf. Traitement des statistiques du commerce international &102-105).

136. Les achats ou ventes de biens dans le cadre du négoce international, considérés comme un service dans le MBP5, sont classés dans les biens dans le MBP6. L'acquisition des biens par le négociant est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative de l'économie du négociant. Quant aux ventes, elles sont comptabilisées au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant qu'exportation positive du négociant.

Encadré 17 : Le négoce international

Exemple 1 : Négoce international sans modification de l'état des biens

Un résident de l'économie A achète des livres à un résident de l'économie B pour 100 UC. Le résident de l'économie A les fait envoyer à un résident de l'économie C, sans passage par l'économie A, pour emballage par un résident de l'économie C, contre paiement de 5 UC à verser par le résident de l'économie A. Les livres sont ensuite vendus par le résident de l'économie A à un résident de l'économie D pour 150 UC.

Comme l'état des livres n'a pas changé, le traitement des transactions de négoce international s'applique. Les écritures à passer au compte des biens et services de l'économie A sont les suivantes :

Biens faisant l'objet de négoce international (avec l'économie B)	: -100 UC
Biens faisant l'objet de négoce international (avec l'économie D)	: 150 UC
Exportations de biens dans le cadre du négoce international	: 50 UC
Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers (économie C)	: 5 UC

(Les écritures de contrepartie pour les économies B et D seraient passées au poste des exportations et importations de marchandises générales, respectivement, car les biens faisant l'objet de négoce international, ce dernier poste est utilisé seulement pour l'économie du négociant.

Exemple 2 : Négoce international avec modification de l'état des biens

Un résident de l'économie A achète du pétrole à un résident de l'économie B pour 1000 UC. Le pétrole est envoyé à l'économie C, sans passer par l'économie A, pour être raffiné par un résident de l'économie C, contre paiement de 100 UC. Le pétrole, propriété du résident de l'économie A, est ensuite vendu à un résident de l'économie D pour 1500 UC.

Comme l'état du bien a changé, le traitement faisant intervenir les services de transformation s'applique. Les écritures à passer au compte des biens et services de l'économie A se présentent comme suit :

Marchandises générales (avec l'économie B)	: 1000 UC
Marchandises générales (avec l'économie D)	: 1500 UC
Services de fabrications sur des intrants physiques détenus par des tiers	: 100 UC

L'économie B enregistre des exportations de biens vers l'économie A (1000 UC), l'économie C ne comptabilise que des exportations de services de fabrication vers l'économie A (et non des exportations ou importations de biens) et, l'économie D enregistre des importations de biens en provenance de l'économie A (et non des importations de biens provenant de l'économie C).

Dans les deux cas, l'économie C pourra comptabiliser la valeur des biens reçus de l'étranger et celle des biens envoyés à l'étranger comme postes supplémentaires.

137. Les transactions sur l'or marchandise sont retracées dans les listings du commerce extérieur au même titre que les autres marchandises. Dans le cadre de l'évaluation des marchandises générales, les transactions sur l'or sont déduites pour être enregistrées dans la rubrique « or non monétaire ».

➤ ***Enregistrement des opérations***

138. Les exportations et importations de biens sont enregistrées à leur prix de marché au point d'évaluation uniforme. Ce point correspond à la frontière douanière de l'économie exportatrice initiale, c'est-à-dire que les biens sont évalués franco à bord (FAB).

139. Ce principe a deux conséquences majeures :

- Le transport du lieu de production au lieu d'exportation est à la charge de l'exportateur et est incorporé au prix du bien ;
- Le transport au-delà de la frontière du pays exportateur, à la charge de l'importateur, est imputé au niveau des transports à la rubrique fret.

140. Les biens tels que les carburants (de soute), les vivres, les approvisionnements, les fournitures, achetés par des transporteurs non-résidents (resp. résidents) dans les ports à des résidents (resp. non-résidents) sont inclus dans les exportations (resp. importations) de marchandises générales plutôt que comme un poste séparé. En revanche, les biens achetés par l'équipage de navires, les conducteurs, etc., pour leur propre usage, sont inclus dans les voyages. Le poisson et autres produits de la mer pêchés par des navires exploités par des résidents et vendus directement à l'étranger doivent être inclus dans les marchandises générales.

➤ ***Les réexportations***

141. Lorsque c'est possible, les réexportations doivent être classées séparément en tant que poste supplémentaire, en particulier dans les économies où elles représentent une part importante des exportations. Les réexportations sont des biens étrangers (produits dans d'autres économies et précédemment importés) qui sont exportés sans profonde transformation par rapport à l'état dans lequel ils se trouvaient lorsqu'ils ont été précédemment importés. Lorsque c'est possible, les réexportations doivent être classées séparément en tant que poste supplémentaire, en particulier dans les économies où elles représentent une part importante des exportations.

Encadré 18 : Le poids du commerce de réexportation dans l'économie béninoise⁵

L'estimation du poids de la réexportation dans l'économie béninoise sur la base d'un croisement de données officielles et d'enquêtes de terrain laisse apparaître l'importance de phénomène au Bénin.

L'étude a montré qu'en 1995, les importations de riz du Bénin ont été d'environ 160 000 tonnes pour une consommation locale d'environ 60 000 tonnes, ce qui donne une quantité réexportée vers le Nigeria de 100 000 tonnes. La séquence des prix du riz était la suivante (en francs CFA par kilo) : prix CAF rendu Cotonou (17.5) ; prix après dédouanement (212) ; prix de vente en gros à Cotonou (260) et prix de vente à Lagos converti au taux de change parallèle (310). Cela donne donc, en milliards de francs CFA, les revenus suivants : 3,7 pour l'Etat béninois, 4,8 pour les sociétés d'import-export de Cotonou et 5 pour les grossistes nigériens venus s'approvisionner au Bénin. Il s'agit bien sûr de marges brutes : une partie des 4,8 milliards de marge des sociétés d'import-export de Cotonou est versée aux fournisseurs de services nécessaires à la réexportation (services portuaires, bancaires, manutention, location d'entrepôts, gardiennage, etc.); de même pour les 5 milliards de marge des commerçants nigériens en partie reversés en rémunération à différentes catégories d'acteurs dont une grande partie sont béninois (transporteurs, cambistes du marché parallèle, passeurs, douaniers..). Les revenus issus de la réexportation concernent donc un nombre important d'acteurs de la société béninoise. Ainsi, par exemple, la réexportation vers le Nigeria pratiquée par le Bénin et celle pratiquée par le Niger (tous produits confondus) ont été à l'origine du quart de l'activité du port de Cotonou de 1995.

Selon les calculs des auteurs, la réexportation a procuré en 1995 à l'Etat béninois quelque 20 milliards de francs CFA de recettes douanières, ce qui représente plus du tiers des recettes douanières et environ 14% des recettes budgétaires totales. La marge brute des sociétés d'import-export de Cotonou serait du même ordre de grandeur (ce revenu se répartit entre le bénéfice des sociétés d'import-export et l'ensemble des services qu'ils utilisent : port, banques, manutention, etc.). En outre, une partie de la marge brute des grossistes nigériens qui viennent s'approvisionner à Cotonou revient à des opérateurs béninois pour les différents services rendus. Au total, l'impact direct de la réexportation sur le revenu des Béninois est chiffré à au moins 40 milliards de francs CFA (ce qui représente environ 6% du PIB de la même année). Pour être complet, il faudrait encore ajouter à ce montant tous les effets d'entraînement induits par la dépense des revenus tirés de la réexportation. On peut donc conclure que le commerce de réexportation reste une activité importante au Bénin.

En ne considérant que la balance commerciale officielle du Bénin, la réexportation semble avoir un effet négatif (en gonflant les importations). Mais il s'agit bien évidemment d'une illusion statistique : les importations de marchandises européennes ou asiatiques par des opérateurs de Cotonou sont enregistrées (car formelles) alors que les exportations de ces mêmes marchandises vers le Nigeria ne sont pas appréhendées par la comptabilité nationale (car informelles). Comme, en outre, au moment de leur exportation vers le Nigeria, les marchandises se sont considérablement renchéries par rapport au moment de leur importation par les sociétés d'import-export de Cotonou (taxes douanières béninoises + marges des sociétés d'import-export + valeur ajoutée par les différents services de transport jusqu'à la frontière, stockage, etc.), il s'avère que la réexportation contribue positivement à la balance commerciale du Bénin (à hauteur de la valeur ajoutée qu'elle y crée : 40 milliards de francs CFA).

⁵ Extrait de « La réexportation : vice ou vertu? Le commerce du Bénin vers le Nigeria », Franck Galtier et Zakari Tassou

En définitive, les listings douaniers, les enquêtes entreprises et les enquêtes sur les grands produits permettent de renseigner la composante « Biens ». Globalement, les importations sont enregistrées au débit et les exportations au crédit. Le solde de ces deux opérations donne la balance commerciale au sens strict.

2.2.1.1.2. Les services

142. Les services sont les résultats d'une activité de production qui modifie l'état de l'unité qui les consomme, ou qui facilite l'échange de produits ou d'actifs financiers. En général, les services ne sont pas des éléments distincts sur lesquels il est possible d'établir des droits de propriété et ne peuvent pas être dissociés de leur production. Conformément aux principes édictés dans le Manuel des statistiques du commerce international des services, le moment d'enregistrement des transactions de services dans les comptes extérieurs correspond au moment où ils sont fournis.

143. Le MBP6 compte douze (12) postes de services, contre onze (11) dans le MBP5 :

- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers;
- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs;
- Transport;
- Voyages;
- Travaux de construction;
- Services d'assurance et de retraite;
- Services financiers;
- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluse ailleurs;
- Services de télécommunications, d'informatique et d'information;
- Autres services aux entreprises;
- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs;
- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs.

144. Les rubriques des services sont essentiellement renseignées par les enquêtes auprès des entreprises. Les importations de services sont enregistrées au débit, tandis que les prestations de services à l'extérieur sont enregistrées au crédit.

145. Les services de transformation rendus sont inclus dans les « Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers », alors que dans le MBP5, les biens envoyés à l'étranger pour y être transformés sont classés dans les « Biens importés ou exportés pour

transformation » et un transfert de propriété est imputé en même temps. Dans le MBP6, les imputations au compte financier des crédits commerciaux correspondant aux flux imputés pour les "biens importés ou exportés pour transformation" ne sont plus nécessaires.

146. Le poste « Réparations de biens » du MBP5 (initialement classé dans les biens) est maintenant intitulé « Services d'entretien et de réparation n.c.a. ». Il recouvre l'entretien du matériel de transport, qui était classé dans «Autres de Autres transports» dans le MBP5.

147. Les enquêtes spéciales adressées aux sociétés de chemins de fer, aux ports, aux syndicats des transporteurs routiers permettent de servir les recettes de transport international de marchandises vers les pays limitrophes. En plus des services de transport classique, ce poste comprend dans le MBP6, les services postaux et de messagerie, qui étaient inclus dans Services de communication dans le BMP5.

Exemple de traitement des services de fret

Encadré 19: Traitement des services de fret

Un équipement coûte 10000 unités à l'usine où il a été produit dans l'économie A. Le transport jusqu'à la frontière douanière de l'économie A coûte 200 et il faut 300 pour le transporter de la frontière douanière de l'économie A à celle de l'économie B, où un droit de douane de 50 est prélevé. Il faut également 100 pour le transporter de la frontière douanière au lieu de livraison au consommateur. Pour des raisons de simplicité, l'assurance de l'équipement durant son transport n'est pas prise en considération.

Conformément aux dispositions contractuelles entre les parties, la valeur FAB est de 10200 (1000+200) et la valeur CAF de 10500 (10200+300). Cependant, le traitement des services dépend des arrangements établis pour le paiement des coûts de transport et de résidence du transporteur (cf. exemples ci-après).

Exemple 1 : le contrat entre les parties est fondé sur la valeur FAB. L'exportateur prend en charge les coûts jusqu'à la frontière de A et l'importateur est responsable du paiement des coûts du transport à partir de là. Dans ce cas, la reformulation de la transaction ne s'impose pas. Le total des services de fret est comptabilisé comme étant fourni par le prestataire effectif et payable par la partie facturée effective.

Exemple 2 : le contrat entre les deux parties est fondé sur le prix « départ usine » (soit 10000). L'acheteur paie les frais de transport à partir des locaux du vendeur.

- Les services de fret de l'usine à la frontière douanière de l'économie A sont fournis par un résident de cette économie. Les 200 unités à verser pour ce qui est effectivement un service fourni par un résident de l'économie A et à la charge d'un résident de l'économie B doivent faire l'objet d'une reformulation pour être comptabilisées en tant que transaction entre résidents au sein de l'économie A, car tous les coûts de transport jusqu'à la frontière de l'économie exportatrice sont considérés comme étant à la charge de l'exportateur et inclus dans le prix des biens.

- Le service de fret de l'usine à la frontière douanière de l'économie A sont fournis par un résident de l'économie B. Les 200 unités à verser pour ce qui est effectivement une transaction intérieure sur services au sein de l'économie B doivent faire l'objet d'une reformulation pour être comptabilisées en tant que service fourni par B à A, car tous les coûts de transport jusqu'à la frontière de l'économie exportatrice sont considérés comme étant à la charge de l'exportateur.

Exemple 3: le contrat entre les parties est fondé sur la valeur CAF (le prix de facturation est de 10500). Les 300 unités à verser pour le fret de la frontière douanière de l'économie A à celle de l'économie B font l'objet d'une reformulation, car le contrat stipule que le fret est à la charge de l'exportateur, alors qu'il est considéré comme devant être payé par l'importateur dans les statistiques de balance des paiements (selon l'évaluation FAB). En conséquence, si le prestataire des services de fret est un résident de A, une transaction intérieure au sein de A est considérée comme une transaction de balance des paiements. Inversement, si le prestataire des services de fret est un résident de B, une transaction internationale est considérée comme étant une transaction intérieure au sein de B.

Il n'est normalement pas possible d'étudier chaque contrat, et en conséquence, il faut déterminer la tendance générale des conditions établies pour le paiement des coûts de fret. Lorsque le contrat est fondé sur une valeur autre que la valeur FAB, les arrangements pour le paiement effectif des services de fret nécessiteront peut être des ajustements pour satisfaire la convention d'évaluation FAB.

Dans tous les cas où il y a reformulation des transactions en apparence intérieures pour les enregistrer comme transactions internationales ou vice versa, les échanges de biens doivent être comptabilisés de façon cohérente, de sorte que le paiement financier de B vers A soit égal à la somme de ses importations de biens et de services, à la fois avant et après formulation. (si les biens sont enregistrés à leur valeur FAB, les ajustements des coûts du fret doivent être cohérents avec la valeur des biens ; si les biens sont enregistrés à leurs valeurs de transaction, les ajustements correspondants des valeurs des biens s'imposent). Les locations, affrètements et locations-exploitations de navires, avions, wagons de marchandises ou autres véhicules commerciaux avec équipage, pour le transport de marchandises, sont inclus dans les services de fret. Y sont également inclus les services de remorquage et les services ayant trait au transport de plateformes pétrolières, grues flottantes et dragues. Les locations de matériel de transport de type crédit-bail sont exclues des services de transport.

Une enquête légère pourrait être envisagée selon une périodicité à déterminer afin de mettre à jour les coefficients utilisés pour l'estimation du fret et de l'assurance. Cette enquête permettrait également de: (i) mieux apprécier l'importance des résidents dans le fret des importations ; (ii) déterminer les monnaies de facturation ; et (iii) déterminer la structure de coût des importations.

148. Pour les services d'assurance, le nouveau manuel propose d'évaluer les transactions internationales en estimant le montant des commissions de services inclus dans le montant brut des primes perçues.

149. Les réparations de gros ouvrages tels que les ponts, le matériel ferroviaire, etc., sont classées dans les services de Bâtiments et Travaux Publics.

150. Les dépenses de voyages recouvrent les dépenses effectuées par les résidents d'une économie qui se rendent dans une autre économie (biens et services acquis pour leur propre usage ou à des fins de cadeaux). Les composantes types des voyages sont les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel, avec présentation de données supplémentaires pour les groupes présentant un intérêt particulier, tels que les travailleurs frontaliers, saisonniers et autres travailleurs temporaires.

151. Les voyages n'englobent pas les biens destinés à la revente, qui sont inclus dans les marchandises générales. Les objets de valeur (comme les bijoux), les biens de consommation durables (automobiles et appareils électriques) et autres biens achetés par les voyageurs pour leur propre usage ou à des fins de cadeaux qui dépassent les seuils douaniers et sont inclus dans les statistiques douanières sont enregistrés dans les marchandises générales.

152. Plusieurs méthodes pour évaluer les dépenses au titre des voyages. Une première méthode consiste à évaluer les instruments qui sont utilisés pour le règlement des frais de voyage : chèques de voyage, cartes de crédit et de débit, pièces représentatives de voyages organisés payés d'avance et les versements anticipés au titre des voyages, etc. D'autres méthodes consistent à mesurer les catégories de biens et de services acquises par les voyageurs, ou d'utiliser les données des pays partenaires. Une dernière méthode consiste à utiliser les ratios fournis par les Services en charge du tourisme (dépense moyenne par touriste, durée moyenne de séjour et nombre de touristes enregistrés aux frontières).

153. Quelques approches au plan international permettant d'évaluer le poste « voyages » : cas de la France, du Canada et de la Tunisie.

Encadré 20 : Quelques expériences au plan international

En France, les statistiques pour le poste « voyages » reposent sur deux sources d'information : (i) la première qui correspond aux déclarations des émetteurs de cartes de crédit, est utilisée pour l'estimation des données mensuelles de la balance des paiements ; (ii) la seconde est constituée d'enquêtes auprès des voyageurs internationaux et permet d'évaluer les résultats trimestriels et annuels. Ces enquêtes sont généralement pilotées conjointement par la Banque de France et la Direction du Tourisme. Les débits de la ligne « voyages », qui représentent les dépenses faites par les résidents lors de leurs déplacements à l'étranger, sont appréhendés au moyen de deux enquêtes : (a) une première enquête réalisée par téléphone auprès d'un panel de ménages, visant à retracer les voyages motivés par des raisons personnelles ; (b) une seconde enquête (voyages à l'étranger pour motifs professionnels), qui porte sur les voyages professionnels, complète le dispositif. Elle est conduite via internet auprès d'un panel d'internautes composé exclusivement de chefs d'entreprises, de cadres et de professions libérales. Les crédits de la ligne « voyages », qui correspondent aux dépenses faites par les non-résidents lors de leur présence en France, sont déterminés à partir de l'enquête auprès des visiteurs venant de l'étranger. L'interrogation s'effectue à la sortie du territoire auprès de l'ensemble des visiteurs (touristes et excursionnistes) sur tous les modes de transport utilisés à l'exception de la route. Pour ce mode de transport, à la suite de l'abolition des frontières physiques consécutive aux accords de Schengen, l'interrogation s'effectue sur les aires d'autoroutes. L'enquête vise ainsi à déterminer le nombre de visiteurs étrangers qui viennent chaque mois, par mode de transport. Elle renseigne aussi sur la durée de leur séjour, sur leurs modes d'hébergement et sur la motivation (raisons personnelles ou professionnelles) de leur venue en France.

Au Canada, l'enquête sur les voyages internationaux comporte toute une gamme de statistiques : le nombre des visiteurs internationaux, leurs dépenses, leurs activités, les endroits visités et la durée de leur séjour. Cette enquête porte à la fois sur les résidents qui reviennent au pays et sur les visiteurs du pays. L'enquête comporte deux volets : un dénombrement à la frontière et une enquête par questionnaires à retourner par la poste. Ces deux méthodes sont largement tributaires de la collaboration des douanes, pour l'observation du nombre de passages et la distribution des questionnaires sur les voyages. L'enquête par questionnaires sert à recueillir des données trimestrielles sur les dépenses liées aux voyages internationaux et les caractéristiques des voyageurs. Les agents des douanes remettent les questionnaires aux voyageurs à leur entrée à des dates précises. Chaque bureau participant reçoit une quantité déterminée de questionnaires numérotés et se voit attribuer une date où il doit en commencer la distribution. Les questionnaires sont ensuite remplis par les voyageurs et retournés par la poste. Seuls les questionnaires acceptés par le système de vérification mis en place sont utilisés ultérieurement aux fins de produire des estimations. En pratique, toutefois, les données peuvent être plus ou moins entachées d'un biais de distribution, en ce sens que toutes les catégories de voyageurs ne sont pas représentées dans la distribution.

En Tunisie, l'estimation du poste « voyages » s'appuie sur les données issues des règlements financiers transmis par les banques. Ces données sont relatives aux mouvements en compte d'achats et de ventes de devises, aux opérations de change manuel et aux mouvements de comptes en dinar convertible. Ces informations sont ventilées, selon le motif, entre les différentes rubriques de la balance des paiements. Les statistiques recueillies par ce canal sont confrontées aux données de l'Office national du tourisme qui collecte les informations auprès de la police des frontières, des réceptifs hôteliers, ainsi que des agences de voyages.

154. La CEDEAO pourrait mettre en place un dispositif uniforme de collecte des données sur les voyageurs aux différentes frontières (air, mer et terre) et sur les dépenses journalières moyennes des non-résidents selon la structure d'accueil (hôtel, résidence, famille, etc.).

155. Les autres services (construction, services de communication, services financiers, etc.) sont généralement obtenus à partir des enquêtes auprès des entreprises, des SCTI et de l'exploitation de diverses autres sources (par exemple les rapports des autorités de régulation pour les télécommunications).

156. Les résultats de la recherche et développement (tels que les brevets, les copyrights et les processus industriels) sont traités comme des actifs produits et inclus dans les services de recherche et développement. Ils étaient traités comme des actifs non produits et retracés dans le compte de capital selon le MBP5.

157. Les services fournis ou reçus par les administrations publiques doivent être classés parmi les services spécifiques (services aux entreprises, services de santé, etc.). Cependant, certains services ont trait à des fonctions gouvernementales qui ne peuvent être classées dans une autre catégorie de services spécifiques et sont donc enregistrés dans les services publics n.c.a. C'est le cas notamment de l'assistance technique en matière d'administration publique ; les paiements de service à caractère de police tels que ceux fournis sur accord mutuel par un gouvernement étranger ou une organisation internationale ; ainsi que les délivrances de licences et permis par les administrations publiques.

Les rubriques des services sont essentiellement renseignées par les enquêtes auprès des entreprises. Les importations de services sont enregistrées au débit, tandis que les prestations de services à l'étranger sont enregistrées au crédit.

2.2.1.2. Etablissement du compte du revenu primaire

158. Le revenu est défini comme étant la rémunération résultant de la contribution à la production, de la fourniture d'actifs financiers ou de la location de ressources naturelles. La notion de revenu primaire est introduite pour assurer la cohérence avec le SCN 2008, en prenant notamment de façon explicite les loyers et les impôts/subventions sur les produits et la production.

159. Dans le MBP6, le concept de revenu englobe (i) la rémunération des salariés, (ii) les revenus des investissements (dividendes, bénéfices réinvestis, intérêts, revenus d'investissements attribuables aux assurés et souscripteurs de garanties standards et de pension) et (iii) les autres revenus primaires (loyer, impôts et subventions sur les produits et la production). Cette structure

du compte de revenu primaire concorde avec celle des flux et encours financiers y relatifs, facilitant l'analyse des taux de rendement des actifs/passifs financiers.

➤ **Rémunération des salariés**

160. Le principal changement apporté par le MBP6 concerne la clarification de la relation employeur-salarié de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services. Elle tient compte de la possibilité pour une entité de louer les services d'un travailleur indépendant ou de recruter un salarié pour faire le travail. Le MBP6 fournit des indications qui permettent de déterminer l'existence d'une relation employé-salarié.

Cette composante est servie principalement à partir des enquêtes spécifiques (notamment les Ambassades étrangères, les organisations internationales et les Ambassades nationales à l'étranger).

161. Dans certains cas, il peut être difficile de dissocier les traitements et salaires des dépenses connexes. Cependant, il peut être possible lors des discussions avec certaines ambassades, ou en exploitant les réponses de certaines ambassades comparables, de déterminer un coefficient pour ventiler le montant total des dépenses en composantes appropriées.

162. Les salaires versés aux travailleurs transfrontaliers peuvent être appréhendés à partir des résultats de l'enquête sur les transferts de fonds des travailleurs migrants. En effet, les résultats de cette enquête distinguent les envois effectués par des travailleurs ayant acquis le statut de résident à l'étranger (plus d'un an) de ceux des travailleurs saisonniers (ou frontaliers). Le montant envoyé par cette dernière catégorie correspond à la fraction du salaire versé par l'employeur dans l'économie d'accueil. Le reste du salaire est supposé être affecté à des dépenses de consommation, d'hébergement, de soin de santé, de transport, etc., à affecter aux dépenses de voyage à titre professionnel. Ce montant pourrait être estimé à partir d'une clé de répartition qui reflète l'affectation des ressources des travailleurs saisonniers. La somme du montant envoyé vers le pays d'origine et celui consommé localement donne une approximation du salaire par cette catégorie de travailleurs, qui s'ajoute aux salaires versés par les ambassades.

163. Cette rubrique comprend également les cotisations sociales acquittées par les employeurs, qui sont recensées à l'aide des questionnaires destinés aux entreprises et aux ambassades.

Les rémunérations reçues par des résidents sont imputées au crédit tandis que les versements qu'ils effectuent sont enregistrés au débit du poste.

➤ **Revenu des investissements**

164. La rubrique « revenu des investissements » enregistre les revenus que retirent des entités résidentes de la fourniture d'actifs financiers à des non-résidents et vice-versa. Le revenu des investissements se subdivise en 4 catégories :

- revenu des investissements directs (dividendes, bénéfices réinvestis et intérêts) ;
- revenu des investissements de portefeuille (dividendes, bénéfices réinvestis et intérêts) ;
- revenu des autres investissements (intérêts notamment) ;
- revenu des avoirs de réserve.

165. Les dividendes : la principale nouveauté du MBP6 concerne la date d'enregistrement. Les dividendes sont, en effet, enregistrés à la date à laquelle les actions deviennent ex-dividende au lieu de la date à laquelle les dividendes sont exigibles comme dans le MBP5. Par ailleurs, l'expression "revenus des quasi-sociétés" remplace les "bénéfices distribués des succursales" du MBP5.

Les informations sur les dividendes sont généralement tirées des questionnaires des entreprises. Elles peuvent être complétées par les informations recueillies dans la presse à l'occasion de la convocation des assemblées annuelles ou auprès de la Bourse des valeurs pour les sociétés cotées en bourse.

166. Les intérêts : le MBP6 propose leur ajustement, de manière à ne faire apparaître que l'intérêt « pur » et d'affecter la composante SIFIM dans les services financiers.

La direction en charge de la dette publique fournit des renseignements sur les intérêts payables par l'Administration et parfois par d'autres secteurs de l'économie, dans le cas notamment de la dette rétrocedée. Les renseignements concernant les entreprises bénéficiaires de ces prêts rétrocedés sont à confronter à ceux communiqués par les entreprises concernées dans leurs réponses aux questionnaires.

167. Les avoirs de réserve sont classés séparément dans le MBP6, alors qu'ils étaient comptabilisés dans les revenus d'autres investissements.

➤ **Autres revenus primaires**

168. La rubrique "autres revenus primaires" comprend les loyers, les impôts sur la production et les importations, ainsi que les subventions. Dans le MBP6, ils sont comptabilisés dans le revenu primaire et non dans le compte du revenu secondaire (transferts courants) comme dans le MBP5.

169. Les **loyers** recouvrent les revenus à percevoir quand on met des ressources naturelles à la disposition d'une autre unité institutionnelle. On peut citer comme exemples, les loyers payables pour l'usage de terrains, l'extraction de minerais et d'autres actifs souterrains, les droits de pêche, d'exploitation forestière et de pâturage. Les versements réguliers effectués par les locataires de ressources naturelles, telles que les sous-sols, sont souvent qualifiés de redevances, mais on les classe dans les loyers. Le paiement des droits de survol est aussi un loyer sauf s'il se rapporte essentiellement au contrôle du trafic aérien, auquel cas ces frais font partie des autres services de transport. Ces données sont collectées auprès des administrations publiques.

En définitive, les informations sur les revenus des investissements et les autres revenus primaires sont renseignées notamment par les enquêtes générales. La rémunération du capital encaissée par les résidents est enregistrée au crédit tandis que les paiements effectués par les entités résidentes au titre de la dette publique notamment sont enregistrés au débit.

2.2.1.3. Etablissement du compte du revenu secondaire

170. La notion de revenu secondaire est introduite pour assurer la cohérence avec le SCN et elle est clarifiée dans le MBP6. Contrairement au revenu primaire, qui représente les rémunérations obtenues de la mise à disposition de travail et d'actifs financiers, ainsi que de la location de ressources naturelles, le revenu secondaire résulte de la redistribution ultérieure des revenus par transferts courants des Etats ou organismes caritatifs.

171. Comme dans le MBP5, seuls les transferts courants, ayant un impact direct sur la consommation de biens et services, sont enregistrés dans le revenu secondaire, au compte des transactions courantes, les transferts en capital étant affectés au compte de capital.

172. Le revenu secondaire est composé des transferts de personnels et des autres transferts courants, ventilés entre secteurs public et privé. Les transferts personnels comprennent tous les transferts courants en espèce ou en nature effectués par des ménages ou reçus de ménages non-résidents par des ménages résidents. Les envois de fonds des travailleurs migrants appartiennent à cette catégorie.

173. Les autres transferts courants sont constitués des transactions ci-après :

- les impôts courants sur le revenu, le patrimoine ;
- les cotisations sociales versées par les ménages aux organismes d'assurance sociale ;

- les prestations sociales payées au titre des régimes de sécurité sociale et des régimes de pension;
- les primes nettes d'assurance-dommages et garanties standard;
- les indemnités d'assurance-dommages et appels au titre de garanties;
- la coopération internationale courante, comprenant notamment l'aide budgétaire, les aides humanitaires en nature ou en espèce, les contributions aux organisations internationales, l'assistance technique, etc.;
- les transferts courants divers, composés pour l'essentiel des transferts reçus par les ISBLSM (sous forme de donation, de droits d'adhésion, etc.), les autres transferts courants divers (amendes et pénalités, paiements d'indemnités, les paiements obligatoires sans contrepartie aux autorités supranationales, etc).

Les différents postes du compte de revenu secondaire sont servis à partir du questionnaire du Trésor, de ceux des ONG, des états de dépouillement des institutions sous - régionales, du dépouillement du rapport du PNUD sur l'aide publique au développement, des résultats des enquêtes sur les envois de fonds des travailleurs migrants, etc. Ces données peuvent être complétées par celles collectées à travers le SCTI. Les questionnaires des ambassades étrangères et des institutions internationales peuvent servir à évaluer certains transferts, notamment les transferts afférents à l'aide publique au développement et les transferts privés. De façon générale, les transferts reçus sont portés au crédit, tandis que les transferts versés à des non-résidents sont enregistrés au débit du poste « revenu secondaire ».

2.2.2. Etablissement du compte de capital

Le compte de capital enregistre les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts de capital.

2.2.2.1 Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits

174. Les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits comprennent :

- les ressources naturelles tels que les terrains, les droits d'exploitation du sous-sol, les droits d'exploitation forestière, les eaux, les droits de pêche, l'espace aérien et le spectre électromagnétique ;

- les contrats, baux et licences comme les baux d'exploitation transférables, les permissions d'utiliser des ressources qui ne donnent pas lieu à enregistrement de ces ressources comme propriétés directes, les autorisations d'entreprendre certaines activités (y compris certains permis délivrés par l'administration) ;
- les actifs de commercialisation : il s'agit des marques de fabrique, des en-têtes commerciaux, des marques déposées, des logos et noms de domaine.

175. Les débits et crédits pour les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits sont à enregistrer séparément, et non sur une base nette, comme dans le MBP5.

176. Contrairement à leur traitement dans le MBP5, les droits d'émission et les noms de domaine sur l'Internet sont considérés comme des actifs économiques possibles. Dans le MBP6, les résultats de la R&D, comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus portés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur).

2.2.2.2 Transferts de capital

177. Les transferts de capital sont des transferts pour lesquels la propriété d'un actif (autre que des espèces ou des stocks) est transférée d'une partie à une autre ou qui obligent l'une ou les deux parties à acquérir ou à céder un actif (autre que des espèces ou des stocks) ou pour lesquels, un engagement est annulé par le créancier.

178. Les transferts de capital se distinguent des transferts courants par le fait qu'ils entraînent un changement correspondant des stocks d'actifs d'une ou des deux parties à la transaction sans influencer sur l'épargne d'aucune d'entre elles. Ainsi, les transferts destinés à la consommation de biens et services sont des transferts courants et ceux destinés au budget d'investissement ou liés à l'acquisition d'un actif fixe ou d'un actif financier sont des transferts de capital.

179. La remise de dette (annulation par accord contractuel entre créancier et débiteur) est l'opération type de transfert en capital. L'accord contractuel correspond à l'annulation ou au renoncement de tout ou partie de l'encours, y compris les arriérés d'encours et les éventuels autres coûts d'intérêts accumulés. Les transferts des migrants (valeur nette du patrimoine) sont également inclus dans les transferts de capital.

Les composantes du compte de capital sont renseignées à partir du questionnaire du Trésor, de ceux des ONG, des états de dépouillement des institutions sous - régionales, du

dépouillement du rapport du PNUD, des résultats des enquêtes sur les envois de fonds des travailleurs migrants, etc. Les résultats d'enquêtes menées auprès des ambassades et des institutions internationales sont également utilisés, soit comme sources primaires, soit pour vérifier les données officielles. Les transferts reçus sont portés au crédit, tandis que les transferts versés à des non-résidents sont enregistrés au débit du poste « Transferts de capital».

2.2.3. Etablissement du compte financier

180. Le compte financier enregistre les opérations sur actifs et passifs financiers effectuées entre résidents et non-résidents. Dans le MBP6, les opérations du compte financier sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit dans le MBP5. Ces écritures peuvent être passées en contrepartie des transactions sur les biens et services, le revenu et le capital ou d'autres écritures du compte financier.

181. Le MBP6 a maintenu les quatre critères de classification retenus dans le MBP5, à savoir : (i) les catégories fonctionnelles, (ii) les secteurs institutionnels, (iii) les instruments et (iv) les échéances utilisées.

182. Le critère primordial de la classification retenu est la fonctionnalité du capital. Ainsi, le classement s'effectue comme suit:

- Investissements directs;
- Investissements de portefeuille;
- Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés;
- Autres investissements;
- Avoirs de réserve.

183. Les Investissements Directs Etrangers sont désormais présentés sur la base des avoirs et engagements, et non en fonction du sens des flux de capitaux (investissements à l'étranger et dans l'économie). En outre, pour tenir compte du développement accru de la libre circulation des capitaux, occasionnant des chaînes de propriété longues et souvent complexes, il a été élaboré des directives sur l'identification de ces relations. Ces directives sont basées sur le cadre pour les relations d'investissement direct (CRID), qui prévoit des critères permettant de déterminer si une propriété transfrontalière se traduit par une relation d'investissement direct étranger. Dans les composantes types, les investissements directs sont classés en fonction de la relation entre l'investisseur et l'entité recevant l'investissement comme ci-après :

- investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct ;
- investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours);
- et entreprises apparentées.

Encadré 21 : Investissement direct

Investissement direct. Catégorie d'investissement transfrontalier correspondant à une situation où un résident d'une économie exerce un contrôle ou une influence significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'une autre économie. Avec les participations au capital qui autorisent l'exercice d'un contrôle ou d'une influence, l'investissement direct recouvre aussi d'autres relations de dettes (excepté les dettes entre intermédiaires financiers apparentés) ainsi que les autres participations ou dettes entre entreprises de même investisseur direct.

Relation d'investissement direct. Une relation d'investissement direct est établie lorsqu'un investisseur résident d'une économie donnée réalise un investissement qui lui confère le contrôle ou une influence significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'une autre économie. L'investissement direct couvre les positions et opérations sur participations au capital et sur certains instruments de dette entre entités engagées dans une relation d'investissement direct.

Investisseur direct. Entité ou groupe d'entités en mesure de contrôler ou d'exercer une influence significative sur une entité, résidente d'une autre économie.

Entreprise d'investissement direct. Une entreprise soumise au contrôle ou à un degré significatif d'influence d'un investisseur direct, est appelée entreprise d'investissement direct. Une entreprise d'investissement direct est soit une filiale soit une entreprise associée.

Contrôle et influence. Le contrôle est établi lorsque l'investisseur direct possède plus de 50% des droits de vote dans l'entreprise d'investissement direct. Dans ce cas, l'entreprise d'investissement direct est appelée filiale. Un degré significatif d'influence est établi lorsque l'entreprise d'investissement direct possède entre 10% et 50% des droits de vote dans l'entreprise d'investissement direct. Dans ce cas, l'entreprise d'investissement direct est considérée comme une entreprise associée. Le contrôle ou l'influence peut être immédiat (par la détention de droits de vote) ou indirect (par la propriété d'entreprises qui disposent à leur tour de droits de vote).

Entreprises sœurs. Des entreprises sont dites sœurs lorsqu'elles ont le même investisseur direct immédiat ou indirect, mais sans être entre elles, investisseur direct immédiat ou indirect.

L'encadré 22 ci-dessous présente le dispositif de l'UEMOA en matière de suivi des investissements directs étrangers.

Encadré 22: Dispositif de l'UEMOA en matière de suivi des investissements directs étrangers⁶

Dans le cadre du processus d'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données des comptes extérieurs, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union a été renforcé, avec l'administration d'un formulaire complémentaire destiné au recueil d'informations sur les fonds propres des entreprises à compter de 2009. Ce formulaire, qui est administré conjointement avec le questionnaire de balance des paiements transmis aux entreprises, a permis de recueillir des renseignements sur les investissements étrangers, selon l'orientation géographique et sectorielle plus détaillées pour les années 2009 et 2010.

Pour les deux premières années, les informations ont permis d'affiner l'analyse de la nature des investissements étrangers reçus ou effectués par les pays de l'Union à l'extérieur, facilitant ainsi l'identification des voies et moyens de renforcement des politiques d'attraction de ces ressources. Ces données ont également contribué au renforcement des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, à travers un élargissement de leur champ de couverture aux corrections d'asymétries sur les flux intra-communautaires au titre des investissements directs étrangers (IDE).

Toutefois, l'ancien cadre était limité au suivi des données sur les prises de participation étrangères reçues ou réalisées par des entreprises résidentes à l'extérieur. Les opérations d'emprunt, de crédit commerciaux et de dépôts, qui sont classées parmi les investissements étrangers au sens de la balance des paiements n'étaient pas concernées, bien qu'elles soient de plus en plus importantes dans les pays de l'Union.

A cet égard, dans le cadre de la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union, en vue de l'adapter à la méthodologie de la 6e édition du manuel du FMI, le formulaire de collecte des données sur les IDE a été complété en intégrant les transactions sur les instruments de dette, ventilées par partenaire et par secteur d'activité (cf. annexe). En plus du renforcement du cadre d'analyse des comptes extérieurs de l'Union, ce nouveau formulaire, plus conforme aux exigences de la norme devra permettre aux pays de l'Union de participer à l'Enquête Coordonnées sur les Investissements Directs (ECID), dont l'adhésion à compter de l'édition 2011 a été autorisée par les Autorités de la Banque Centrale.

Pour l'exploitation des données recueillies à travers le nouveau formulaire, il est élaboré au niveau de la BCEAO, deux applicatifs informatiques relativement simplifiés sous open office. La conception de ces applicatifs répond à un double souci, à savoir, d'une part, pallier la contrainte liée au fait que l'application « BPT » dédiée à l'élaboration de la balance des paiements n'est pas paramétrée pour traiter les données ainsi collectées et, d'autre part, mettre à la disposition de l'ensemble des Directions Nationales, un cadre harmonisé.

184. Les investissements de portefeuille sont constitués par les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de créance ou des actions, autres que celles sur l'investissement direct ou des avoirs de réserve. Le principal changement a trait à l'exclusion des dérivés financiers normalisés des investissements de portefeuille, qui font désormais l'objet d'une catégorie fonctionnelle distincte, bien qu'ils soient des instruments négociables.

⁶ Le formulaire relatif à la collecte des données sur les IDE se trouve en annexe du guide.

185. Les avoirs de réserve prennent désormais en compte les actifs gérés en commun, les accords de pension, les fonds à vocation spéciale, les engagements liés aux réserves et les accords monétaires régionaux.

186. Les allocations de DTS aux pays membres du FMI sont retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles n'étaient pas considérées comme un engagement, mais figuraient dans la position extérieure globale.

187. Les autres investissements constituent pour leur part un poste résiduel qui englobe toutes les opérations sur actifs et passifs financiers d'une économie qui ne figurent pas aux postes des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers et des avoirs de réserves. Cette catégorie fonctionnelle passe de quatre (4) à six (6) rubriques, du fait de l'éclatement de la rubrique « Autres avoirs, autres engagements » en (i) « autres titres de participation », (ii) « régimes d'assurance, de pension et de garanties standardisées » et (iii) « et les autres comptes à recevoir/à payer ».

188. Le deuxième critère de classification des opérations financières est la distinction par secteur institutionnel, comprenant la « banque centrale », les « institutions de dépôt autres que la banque centrale », l'« administration publique » et les « autres secteurs », composés des « autres sociétés financières » et des « sociétés non financières, ménages et ISBLSM ».

189. Le troisième critère de classification, en particulier au niveau du poste "Autres Investissements", est l'instrument financier. On distingue les catégories d'instruments suivantes : (i) les autres titres de participation, (ii) les numéraires et dépôts, (iii) les prêts (y compris l'utilisation des crédits du FMI et ses prêts), (iv) les régimes d'assurance, de pension et de garanties standardisées, (v) les crédits commerciaux, (vi) les « autres comptes à recevoir/à payer » et les « droits de tirage spéciaux⁷ ».

190. Le quatrième critère de classification est la maturité des actifs et passifs financiers, comprenant le court terme et le long terme. Il s'applique principalement aux rubriques des investissements de portefeuille et à celles des autres investissements. Le critère retenu est celui de l'échéance initiale prévue par le contrat et non celui de la période restant à courir jusqu'à l'échéance.

⁷ L'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) aux membres du FMI est enregistrée comme un accroissement de passif du bénéficiaire de DTS avec une écriture correspondante au poste DTS des avoirs de réserve (cf. MBP6, § 8.50)

191. Les transactions du compte financier, conjuguées avec les autres flux, constituent les contributions aux variations entre les positions d'ouverture et de clôture d'actifs et de passifs financiers.

192. Les « Autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « Autres variations de volume ». Les « réévaluations » correspondent aux pertes ou gains de détention qu'entraîne pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change et de prix d'actifs. Quant aux « Autres variations de volume », elles portent notamment sur les changements de classification⁸, les variations dues au changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs financiers, les abandons de créances, les pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, etc.

193. A cet égard, dans le dispositif harmonisé de la CEDEAO, la collecte des données est basée sur le recensement des encours d'actifs et de passifs, de début et de fin de période, ainsi que les « autres flux » enregistrés au cours de la période. Les flux nets d'actifs et de passifs inscrits au compte financier de la balance des paiements sont ainsi calculés par la variation d'encours entre le début et la fin de période, ainsi qu'une déduction des « Autres flux », qui n'obéissent pas à la définition des flux transactionnels de la balance des paiements.

Les différents postes du compte financier sont servis à partir des enquêtes auprès des entreprises ainsi que des données collectées via un SCTI, et les renseignements tirés des autorisations afférentes aux investissements étrangers et délivrés par les autorités. Elles sont complétées par d'autres sources, comme les données procurées par les bourses des valeurs ou publiées dans la presse, ainsi que les statistiques des pays partenaires. L'enquête périodique sur les flux de capitaux privés à coordonner par la CEDEAO servira à affiner les données du compte financier.

2.3. Etablissement de la Position Extérieure Globale

194. La position extérieure globale (PEG) est un état statistique qui montre la valeur et la composition à un moment donné du stock :

- des actifs financiers des résidents d'une économie qui sont des créances sur des non-résidents et de l'or physique détenu comme avoir de réserve ;
- des engagements des résidents d'une économie envers des non-résidents.

⁸ Il s'agit notamment du reclassement des investissements de portefeuille en investissements directs dès lors que la participation au capital social atteint ou dépasse le seuil de 10%.

195. Dans le MBP6, la PEG correspond, par la classification, l'enregistrement net et l'ordre des postes, au compte financier et au compte de revenu primaire de la balance des paiements, ainsi qu'aux autres variations de la PEG, de manière à faciliter les opérations de rapprochement et le calcul des taux de rendement.

196. Contrairement à la balance des paiements qui retrace des flux, la position extérieure globale est un relevé en termes de stocks. Il s'agit d'un état statistique à double dimension puisqu'elle permet de rapprocher les stocks et les flux des composantes et des facteurs explicatifs des variations enregistrées du début à la fin de la période sous revue.

197. Horizontalement, la PEG reprend les composantes types du compte financier de la balance des paiements en avoirs et en engagements, en calquant la classification fonctionnelle déjà mentionnée. Verticalement, toutes ses composantes sont évaluées au prix du marché, afin d'établir les stocks en début de période et toutes les colonnes qui suivent retracent les facteurs qui occasionnent des variations de la PEG entre deux périodes.

198. Les transactions liées aux diverses composantes constituent le premier facteur : il s'agit des variations nettes d'actifs et de passifs financiers de la balance des paiements. S'y ajoutent les variations dues aux prix des actifs, celles dues aux fluctuations des taux de change et les autres variations de volume.

Globalement, l'enquête sur les flux de capitaux privés étrangers permettrait tous les cinq ans de disposer d'informations complètes sur le compte financier et la PEG. Cette situation permet de mieux maîtriser les secteurs, les entreprises qui reçoivent les IDE et permet en conséquence d'améliorer les estimations entre deux grandes enquêtes.

CHAPITRE 3 : COMPILATION ET DIFFUSION DES DONNEES

3.1. Compilation des comptes extérieurs

199. Une application informatique dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale devra être développée par l'AMAO et la CEDEAO, en vue notamment d'harmoniser le traitement dans tous les pays membres. Les fonctionnalités de cette application permettront, entre autres, de gérer les divers types de documents. Le calcul de la balance des paiements sera donc automatisé et reposera sur un système de gestion de base de données qui permettra de lancer le dépouillement, le contrôle et la validation des informations. A cet égard, l'AMAO et la CEDEAO pourraient s'inspirer de l'expérience de la BCEAO en la matière.

200. A l'aide de cet outil harmonisé, chaque pays établit un état de balance des paiements selon les recommandations contenues dans le MBP6 et dans ce Guide. Cette présentation retrace les différentes composantes standards. Toutefois, pour les besoins d'analyse, chaque pays peut élaborer une balance des paiements qui fait ressortir les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires en dessous de la ligne. Suivant cette présentation, les avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des banques sont retirés du compte d'opérations financières et reclassés au bas de la balance des paiements. La position extérieure globale, qui retrace l'état de l'encours des avoirs et des engagements monétaires et financiers d'une économie vis-à-vis du reste du monde à une date donnée, est également présentée.

201. Les différents états de sortie, harmonisés, sont présentés en monnaie locale et en dollars US. Pour la conversion en dollars, les taux de change moyens sont utilisés pour les flux et les taux en fin de période pour les variables de stocks.

202. La balance des paiements régionale et la position extérieure globale d'une année devraient être confectionnées par l'AMAO, à partir des comptes extérieurs arrêtés par chacun des Etats membres au titre de la même période. **L'AMAO devrait publier les comptes régionaux, au plus tard trois [03] mois après l'adoption des balances des paiements et position extérieure globale dans tous les Etats membres.**

203. Si une application informatique centralisée est disponible, ces comptes pourraient être compilés directement à partir des données disponibles dans la base. En attendant la mise en place d'un tel outil, les Banques centrales des pays membres devront extraire les données et les

transmettre à l'AMAO, pour centralisation, au plus tard un mois après la date d'adoption de la balance des paiements.

204. Pour la compilation de la balance des paiements régionale et de la position extérieure globale à l'aide de l'application informatique dédiée à cette fin, les corrections suivantes sont opérées :

- la neutralisation des échanges intra-communautaires qui nécessite, au préalable, une ventilation des données nationales en flux et stock « autres pays CEDEAO » et « Reste du monde » ;
- la prise en compte des opérations non réparties entre Etats membres, portant notamment sur les transactions des institutions régionales, résidentes de la CEDEAO mais non-résidentes des pays membres pris individuellement. En effet, bien que ces institutions aient leur Siège dans les pays membres, leurs transactions avec le reste du monde ne sont pas comptabilisées dans les balances de paiements et positions extérieures globales nationales. Il s'agit notamment de certains type d'actifs que pourrait détenir la future banque centrale régionale, des prises de participation étrangères dans le capital d'institutions comme la BIDC, des subventions que les institutions sous-régionales pourraient recevoir de l'extérieur, etc. ;
- la correction des asymétries sur les échanges intra-CEDEAO
- les divers ajustements effectués dans le cadre de la réconciliation entre les données de la balance des paiements et les statistiques monétaires.

Dans ces conditions, le solde de la balance des paiements régionale et la position extérieure globale de l'Union sont de meilleure qualité que la simple agrégation des soldes des balances des paiements par pays, car elle fait ressortir avec une précision accrue, le niveau des avoirs extérieurs nets de l'Union.

205. Toutefois, il importe de signaler les difficultés liées aux asymétries des statistiques relatives aux échanges intra-communautaires, notamment au niveau du commerce extérieur, qui se traduisent par des écarts souvent importants entre les exportations et importations totales. Aussi, la disponibilité d'une répartition géographique des transactions aussi fiable que possible, s'agissant notamment de la distinction entre les transactions intra et extra-CEDEAO, constitue-t-elle un préalable pour une balance des paiements régionale crédible.

206. Pour remédier à ces difficultés, il pourrait être envisagé **la mise en place d'une Cellule sous - régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-communautaires pour organiser l'échange d'informations permettant d'assurer la symétrie des statistiques bilatérales.** Les travaux de cette cellule pourraient, dans un premier temps, se concentrer sur les transactions les plus importantes, notamment le commerce extérieur, les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers. L'extension aux autres transactions pourrait se faire au fur et à mesure, en fonction de l'évolution de la structure des échanges. L'organisation et le mode de fonctionnement de cette Cellule sont à définir par la CEDEAO dans le cadre du projet d'harmonisation des statistiques de la balance des paiements

207. L'application informatique dédiée à l'élaboration des statistiques annuelles devrait permettre le calcul automatique de la balance des paiements régionale et de la position extérieure globale de la CEDEAO, suivant la méthodologie décrite ci-dessus, c'est-à-dire, après élimination des transactions entre résidents de la CEDEAO. La qualité des données produites dépendra, toutefois, de la correction du biais liés aux asymétries sur les statistiques relatives aux échanges intra-communautaires. Pour ce faire, il serait souhaitable d'accélérer le processus de mise en place de ladite Cellule, qui regrouperait les Banques centrales, les services des douanes, les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les institutions sous -régionales de la CEDEAO, en charge de la mise en œuvre de la feuille de route, ainsi que toutes structures pouvant apporter des contributions à une meilleure appréciation des transactions intra et extra-CEDEAO.

En définitive, la mise en place d'une application informatique commune à l'ensemble des pays membres de la CEDEAO constitue une étape déterminante dans l'harmonisation de l'élaboration des comptes extérieurs.

3.2. Diffusion des données

208. Conformément aux recommandations internationales, et en attendant l'élaboration d'un outil informatique permettant d'harmoniser les états statistiques, les Banques centrales des pays de la CEDEAO devront s'efforcer de présenter les résultats statistiques sous une forme claire et compréhensible, de les diffuser d'une manière pratique et adaptée, de les rendre accessibles pour tous, en facilitant l'interprétation des résultats publiés.

209. Les documents publiés sont diffusés sur le site Internet des différentes Banques centrales, de l'AMAO et de la CEDEAO.

210. Les méthodes d'élaboration des chiffres sont en principe publiées et régulièrement actualisées. Des notes de méthodes et une documentation sont mises en ligne et périodiquement mises à jour. Les changements de méthode sont annoncés et expliqués en temps utile. Les révisions de chiffres déjà diffusés sont signalées dans les supports de diffusion périodiques.

211. La confidentialité des données individuelles est protégée dans chaque pays par un cadre juridique strict, relatif au secret en matière de statistiques.

212. Le délai de production de la balance des paiements et de la position extérieure globale est fixé à douze (12) mois et pourrait être ramené à terme à neuf (09) mois. Autrement dit, les comptes extérieurs de l'année n doivent être produits et validés au plus tard le 31 décembre de l'année n+1 et à terme au 30 septembre de n+1.

213. Les métadonnées sont des informations descriptives systématiques sur le contenu et l'organisation des données. Elles renseignent sur les concepts, sources et méthodes utilisés pour l'établissement des données et aident ainsi les utilisateurs à comprendre et à évaluer les caractéristiques de celles-ci. Les statisticiens doivent fournir des métadonnées aux utilisateurs car celles-ci font partie intégrante de la publication des statistiques.

214. Il est essentiel de suivre de bonnes pratiques non seulement d'établissement mais aussi de diffusion des données. Outre la communication de métadonnées, une bonne diffusion recouvre des éléments tels qu'un calendrier de diffusion prévisible, la disponibilité des publications, et l'identification des agents des administrations publiques qui ont accès aux statistiques avant leur publication. Ces dernières années, des directives internationales ont été établies sur les bonnes pratiques de diffusion des données, sous la forme d'un système de diffusion des données et de Norme spéciale de diffusion des données du FMI.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BCEAO (2013) : Guide Méthodologique pour l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale dans les pays de l'UEMOA selon la sixième édition du manuel du FMI, mai 2013.
- CEDEAO (2011) : rapport des consultants relatif aux pratiques en vigueur dans les pays membres en matière d'élaboration des comptes extérieurs - Momodou S. Foon et Mamadou Samb, 2011.
- Conseil des Ministres de l'UEMOA (2010), Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.
- FMI (1993), Manuel de la balance des paiements, cinquième édition (MBP5).
- FMI (1995), Guide pour l'établissement des statistiques de la balance des paiements.
- FMI (2000), Manuel de statistiques monétaires et financières.
- FMI (2000), Dérivés financiers : Supplément à la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements.
- FMI (2001), Manuel de statistiques des finances publiques, deuxième édition.
- FMI (2001), Manuel sur les réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données.
- FMI (2002), Guide pour l'Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille, Deuxième édition.
- FMI (2003), Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs.
- FMI (2003), Position extérieure globale : guide des sources de données
- FMI (2008), Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, Sixième édition (MBP6).
- FMI (2008), Système de Comptabilité Nationale (SCN2008)
- FMI, 2009, Transactions internationales dans les envois de fonds : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs

Références Bibliographiques

- FMI (2009), Guide pour l'élaboration de statistiques sur les envois de fonds
- FMI (2010), Guide pour l'Enquête coordonnée sur l'investissement direct
- FMI (2011), Système de codification SDMX du MBP6
- FMI (2012), Guide MBP6 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2007/bop6comp.htm>
- Nations Unies (2002), Manuel des statistiques du commerce international des services (2002)
- Nations Unies (2004), Statistiques du commerce international de marchandises : manuel des statisticiens
- Nations Unies (2009), Classification Internationale, par Industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI), Révision 4.
- Nations Unies (2010), Statistiques du commerce international de marchandises : supplément du manuel des statisticiens
- OCDE (2008), Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, Quatrième édition.
- Programme statistique de l'AMAO 2010-2011, Freetown Juillet 2008

ANNEXES

ANNEXE 1: Les COMPOSANTES TYPES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Annexe 1 : Composantes type MBP6	
Poste	Libellés du BPM6
1	Compte des transactions courantes
1.A	Biens et services
1.A.a	Biens
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements
<i>1.A.a.1.1</i>	<i>Dont : Réexportations</i>
1.A.a.2	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international
1.A.a.2.1	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)
1.A.a.2.2	Biens vendus dans le cadre du négoce international
1.A.a.3	Or non monétaire
1.A.b	Services
1.A.b.1	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers
1.A.b.1.1	<i>Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante—Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation</i>
1.A.b.1.2	<i>Biens destinés à transformation à l'étranger—Biens expédiés pour transformation, Biens reçus après transformation</i>
1.A.b.2	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs
1.A.b.3	Transport
1.A.b.3.0	Pour tous les modes de transports
1.A.b.3.0.1	Voyageurs
1.A.3.0.1.1	<i>Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité</i>
1.A.b.3.0.2	Fret
1.A.b.3.0.3	Autres
1.A.b.3.1	Transports maritimes
1.A.b.3.1.1	Voyageurs
1.A.b.3.1.1.1	<i>Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité</i>
1.A.b.3.1.2	Fret
1.A.b.3.1.3	Autres
1.A.b.3.2	Transports aériens
1.A.b.3.2.1	Voyageurs
1.A.b.3.2.1.1	<i>Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité</i>
1.A.b.3.2.2	Fret
1.A.b.3.2.3	Autres
1.A.b.3.3	Autres modes de transport
1.A.b.3.3.1	Voyageurs
1.A.b.3.3.1.1	<i>Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité</i>
1.A.b.3.3.2	Fret
1.A.b.3.3.3	Autres
1.A.b.3.4	Services postaux et services de messagerie
1.A.b.4	Voyages
1.A.b.4.1	À titre professionnel
1.A.b.4.1.1	Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité
1.A.b.4.1.2	<i>Autres</i>
1.A.b.4.2	À titre personnel
1.A.b.4.2.1	<i>Santé</i>
1.A.b.4.2.2	<i>Éducation</i>
1.A.b.4.2.3	<i>Autres</i>
1.A.b.4.0	<i>Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel</i>
1.A.b.4.0.1	<i>Biens</i>

Annexe 1 : Les composantes types de Balance des Paiements

1.A.b.4.0.2	<i>Services de transports locaux</i>
1.A.b.4.0.3	<i>Services d'hébergement</i>
1.A.b.4.0.4	<i>Services de restauration</i>
1.A.b.4.0.5	<i>Autres services</i>
1.A.b.4.0.5.1	<i>Services de santé</i>
1.A.b.4.0.5.2	<i>Services d'éducation</i>
1.A.b.5	Travaux de construction
1.A.b.5.1	<i>Travaux de construction réalisés à l'étranger</i>
1.A.b.5.2	<i>Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante</i>
1.A.b.6	Services d'assurance et de retraite
1.A.b.6.1	<i>Assurance directe</i>
1.A.b.6.2	<i>Réassurance</i>
1.A.b.6.3	Services auxiliaires d'assurance
1.A.b.6.4	<i>Services de retraite et de garantie standardisée</i>
1.A.b.7	Services financiers
1.A.b.7.1	<i>Services financiers explicitement facturés et autres</i>
1.A.b.7.2	<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>
1.A.b.8	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs
1.A.b.9	Services de télécommunications, d'informatique et d'information* ¹
1.A.b.9.1	<i>Services de télécommunications</i>
1.A.b.9.2	<i>Services d'informatique</i>
1.A.b.9.3	<i>Services d'information</i>
1.A.b.10	Autres services aux entreprises
1.A.b.10.1	Services de recherche-développement
1.A.b.10.2	Services spécialisés et services de conseil en gestion
1.A.b.10.3	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises
1.A.b.11	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs
1.A.b.11.1	Services audio-visuels et connexes
1.A.b.11.2	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs
1.A.b.12	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs
1.A.b.0.1	<i>Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs</i>
1.B	Revenu primaire
1.B.1	Rémunération des salariés
1.B.2	Revenus des investissements
1.B.2.1	Investissements directs
1.B.2.1.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement
1.B.2.1.1.1	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés
1.B.2.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct
1.B.2.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)
1.B.2.1.1.1.3	Entre entreprises sœurs
1.B.2.1.1.1.3.1	<i>si le contrôle ultime est détenu par un résident</i>
1.B.2.1.1.1.3.2	<i>si le contrôle ultime est détenu par un non-résident</i>
1.B.2.1.1.1.3.3	<i>si le détenteur du contrôle ultime est inconnu</i>
1.B.2.1.1.2	Bénéfices réinvestis
1.B.2.1.1.2.1	<i>Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement</i>
1.B.2.1.1.2.1.1	<i>Dont ; Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement</i>
1.B.2.1.2	Intérêts
1.B.2.1.2.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct
1.B.2.1.2.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)
1.B.2.1.2.3	Entre entreprises sœurs
1.B.2.1.2.3.1	<i>si le contrôle ultime est détenu par un résident</i>
1.B.2.1.2.3.2	<i>si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident</i>

Annexe 1 : Les composantes types de Balance des Paiements

1.B.2.1.2.3.3	<i>si le détenteur du contrôle ultime est inconnu</i>
1.B.2.1.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés
1.B.2.2	Investissements de portefeuille
1.B.2.2.1	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement
1.B.2.2.1.1	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement
1.B.2.2.1.2	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement
1.B.2.2.1.2.1	Dividendes
1.B.2.2.1.2.2	Bénéfices réinvestis
1.B.2.2.2	Intérêts
1.B.2.2.2.1	À court terme
1.B.2.2.2.2	À long terme
1.B.2.3	Autres investissements
1.B.2.3.1	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés
1.B.2.3.2	Intérêts
1.B.2.3.2M	<i>Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés</i>
1.B.2.3.3	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée
1.B.2.4	Avoirs de réserves
1.B.2.4.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement
1.B.2.4.2	Intérêts
1.B.2.4.2M	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)
1.B.3	Autre revenu primaire
1.B.3.1	<i>Taxes sur la production et importations</i>
1.B.3.2	<i>Subventions à la production</i>
1.B.3.3	<i>Loyers</i>
1.C	Revenu secondaire
1.C.1	Administrations publiques
1.C.1.1	<i>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.</i>
1.C.1.1.1	<i>payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité</i>
1.C.1.2	<i>Cotisations sociales</i>
1.C.1.2.1	<i>payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité</i>
1.C.1.3	<i>Prestations Sociales (Débit)</i>
1.C.1.4	<i>Coopération internationale courante</i>
1.C.1.5	<i>Transferts courants divers des administrations publiques</i>
1.C.1.5.1	<i>Transferts courants aux ISBLSM</i>
1.C.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM
1.C.2.1	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>
1.C.2.2	Autres transferts courants
1.C.2.0.1	<i>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.</i>
1.C.2.0.2	<i>Cotisations sociales</i>
1.C.2.0.3	<i>Prestations sociales</i>
1.C.2.0.4	<i>Primes d'assurance nettes hors assurance vie</i>
1.C.2.0.5	<i>Indemnités d'assurance dommage</i>
1.C.2.0.6	<i>Coopération internationale courante</i>
1.C.2.0.7	<i>Transferts courants divers</i>
1.C.2.0.7.1	<i>Dont : transferts courants aux ISBLSM</i>
1.C.3	<i>Ajustement pour variation des droits à pension</i>
2	Compte de capital
2.1	Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits
2.2	Transferts de capital
2.2.1	Administration publique
2.2.1.1	Remises de dette
2.2.1.2	Autres transferts de capital

Annexe 1 : Les composantes types de Balance des Paiements

2.2.1.2.1	<i>dont : impôts en capital</i>
2.2.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM
2.2.2.1	Remises de dette
2.2.2.2	Autres transferts de capital
2.2.2.2.1	<i>dont : impôts en capital (Crédit)</i>
2.2.2.0.1	<i>dont : entre ménages</i>
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)
3	Compte financier
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)
3.1	Investissement direct
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)
3.1.1.1.3	Entre entreprises sœurs
3.1.1.1.3.1	<i>si le contrôle ultime est détenu par un résident</i>
3.1.1.1.3.2	<i>si le contrôle ultime est détenu par un non-résident</i>
3.1.1.1.3.3	<i>si le détenteur du contrôle ultime est inconnu</i>
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfices
3.1.1.0.1	<i>Actions/Parts de fonds de placement</i>
3.1.1.0.1.1	<i>Actions/Parts de fonds de placement monétaires</i>
3.1.2	Instruments de dette
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)
3.1.2.3	Entre entreprises sœurs
3.1.2.3.1	<i>si le contrôle ultime est détenu par un résident</i>
3.1.2.3.2	<i>si le contrôle ultime est détenu par un non-résident</i>
3.1.2.3.3	<i>si le détenteur du contrôle ultime est inconnu</i>
3.1.2.0	<i>Titres de créance :</i>
3.1.2.0.1	<i>Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct</i>
3.1.2.0.2	<i>Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)</i>
3.1.2.0.3	<i>Entre entreprises sœurs</i>
3.1.2.0.3.1	<i>si le contrôle ultime est détenu par un résident</i>
3.1.2.0.3.2	<i>si le contrôle ultime est détenu par un non-résident</i>
3.1.2.0.3.3	<i>si le détenteur du contrôle ultime est inconnu</i>
3.2	Investissements de portefeuille
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement
3.2.1.1	Banque centrale
3.2.1.3	Administrations publiques
3.2.1.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale
3.2.1.4	Autres secteurs
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM
3.2.1.0.1	<i>Titres de participation autres que parts de fonds de placement</i>
3.2.1.0.1.1	<i>Cotés en bourse</i>
3.2.1.0.1.2	<i>Non cotés en bourse</i>
3.2.1.0.2	<i>Actions/Parts de fonds de placement</i>
3.2.1.0.2.1	<i>Réinvestissement des bénéfices</i>
3.2.1.0.2.2	<i>Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires</i>
3.2.2	Titres de créance
3.2.2.1	Banque centrale
3.2.2.1.1	À court terme

Annexe 1 : Les composantes types de Balance des Paiements

3.2.2.1.2	À long terme
3.2.2.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>
3.2.1.1.9.1	<i>À court terme</i>
3.2.1.1.9.2	<i>À long terme</i>
3.2.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale
3.2.2.2.1	À court terme
3.2.2.2.2	À long terme
3.2.2.3	Administrations publiques
3.2.2.3.1	À court terme
3.2.2.3.2	À long terme
3.2.2.4	Autres secteurs
3.2.2.4.0.1	À court terme
3.2.2.4.0.2	À long terme
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières
3.2.2.4.1.1	À court terme
3.2.2.4.1.2	À long terme
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM
3.2.2.4.2.1	À court terme
3.2.2.4.2.2	À long terme
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés
3.3.1	Banque centrale
3.3.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>
3.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale
3.3.3	Administrations publiques
3.3.4	Autres secteurs
3.3.4.1	Autres sociétés financières
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM
3.3.0.1	<i>Dérivés financiers (autres que réserves)</i>
3.3.0.1.1	<i>Options</i>
3.3.0.1.2	<i>Contrats à terme</i>
3.3.0.2	<i>Options sur titres des employés</i>
3.4	Autres investissements
3.4.1	Autres titres de participation
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts
3.4.2.1	Banque centrale
3.4.2.1.1	À court terme
3.4.2.1.2	À long terme
3.4.2.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>
3.4.2.1.9.1	<i>À court terme</i>
3.4.2.1.9.2	<i>À long terme</i>
3.4.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale
3.4.2.2.0.1	<i>Dont: positions interbancaires</i>
3.4.2.2.1	À court terme
3.4.2.2.2	À long terme
3.4.2.3	Administrations publiques
3.4.2.3.1	À court terme
3.4.2.3.2	À long terme
3.4.2.4	Autres secteurs
3.4.2.4.0.1	À court terme
3.4.2.4.0.2	À long terme
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières
3.4.2.4.1.1	À court terme
3.4.2.4.1.2	À long terme
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM
3.4.2.4.2.1	À court terme

Annexe 1 : Les composantes types de Balance des Paiements

3.4.2.4.2.2	À long terme
3.4.3	Prêts
3.4.3.1	Banque centrale
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme
3.4.3.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>
3.4.3.1.9.1	<i>Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)</i>
3.4.3.1.9.2	<i>Autres prêts à court terme</i>
3.4.3.1.9.3	<i>Autres prêts à long terme</i>
3.4.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale
3.4.3.2.1	À court terme
3.4.3.2.2	À long terme
3.4.3.3	Administrations publiques
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)
3.4.3.3.2	Autres à court terme
3.4.3.3.3	Autres à long terme
3.4.3.4	Autres secteurs
3.4.3.4.0.1	À court terme
3.4.3.4.0.2	À long terme
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières
3.4.3.4.1.1	À court terme
3.4.3.4.1.2	À long terme
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM
3.4.3.4.2.1	À court terme
3.4.3.4.2.2	À long terme
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées
3.4.4.1	Banque centrale
3.4.4.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>
3.4.4.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale
3.4.4.3	Administrations publiques
3.4.4.4	Autres secteurs
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM
3.4.4.0.1	<i>Réserves techniques d'assurance hors assurance vie</i>
3.4.4.0.2	<i>Droits à assurance vie et à annuités</i>
3.4.4.0.3	<i>Droits à pension</i>
3.4.4.0.4	<i>Créances des fonds de pension sur les sponsors</i>
3.4.4.0.5	<i>Droits à prestations autres que des pensions</i>
3.4.4.0.6	<i>Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées</i>
3.4.5	Crédits commerciaux et avances
3.4.5.1	Banque centrale
3.4.5.1.1	À court terme
3.4.5.1.2	À long terme
3.4.5.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>
3.4.5.1.9.1	<i>À court terme</i>
3.4.5.1.9.2	<i>À long terme</i>
3.4.5.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale
3.4.5.2.1	À court terme
3.4.5.2.2	À long terme
3.4.5.3	Administrations publiques
3.4.5.3.1	À court terme
3.4.5.3.2	À long terme
3.4.5.4	Autres secteurs
3.4.5.4.0.1	À court terme

Annexe 1 : Les composantes types de Balance des Paiements

3.4.5.4.0.2	À long terme
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières
3.4.5.4.1.1	À court terme
3.4.5.4.1.2	À long terme
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM
3.4.5.4.2.1	À court terme
3.4.5.4.2.2	À long terme
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer
3.4.6.1	Banque centrale
3.4.6.1.1	À court terme
3.4.6.1.2	À long terme
3.4.6.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>
3.4.6.1.9.1	<i>À court terme</i>
3.4.6.1.9.2	<i>À long terme</i>
3.4.6.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale
3.4.6.2.1	À court terme
3.4.6.2.2	À long terme
3.4.6.3	Administrations publiques
3.4.6.3.1	À court terme
3.4.6.3.2	À long terme
3.4.6.4	Autres secteurs
3.4.6.4.0.1	À court terme
3.4.6.4.0.2	À long terme
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières
3.4.6.4.1.1	À court terme
3.4.6.4.1.2	À long terme
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM
3.4.6.4.2.1	À court terme
3.4.6.4.2.2	À long terme
3.4.7	Droits de tirage spéciaux
3.5	Avoirs de réserve
3.5.1	Or monétaire
3.5.1.1	Or métal
3.5.1.2	Comptes en or non affectés
3.5.2	Droits de tirage spéciaux
3.5.3	Position de réserve au FMI
3.5.4	Autres avoires de réserve
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités
3.5.4.2	Titres
3.5.4.2.1	Titres de créance
3.5.4.2.1.1	À court terme
3.5.4.2.1.2	À long terme
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement
3.5.4.3	Dérivés financiers
3.5.4.4	Autres créances
6	Erreurs et omissions nettes
	Postes pour mémoire
	Financement exceptionnel
1.	Transferts courants et ou en capital
1.1.	<i>Remises de dettes</i>
1.2	<i>Autres dons intergouvernementaux</i>
1.3	<i>Dons provenant des comptes de bonifications FMI</i>

Annexe 1 : Les composantes types de Balance des Paiements

1.0.1	Banque centrale
1.0.1.1	Remises de dettes
1.0.1.2	Autres dons intergouvernementaux
1.0.1.3	Dons provenant des comptes de bonifications FMI
1.0.2	Autorités monétaires (le cas échéant)
1.0.2.1	Remises de dettes
1.0.2.2	Autres dons intergouvernementaux
1.0.2.3	Dons provenant des comptes de bonifications FMI
1.0.3	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale
1.0.3.1	Remises de dettes
1.0.3.2	Autres dons intergouvernementaux
1.0.3.3	Dons provenant des comptes de bonifications FMI
1.0.4	Administration publique
1.0.4.1	Remises de dettes
1.0.4.2	Autres dons intergouvernementaux
1.0.4.3	Dons provenant des comptes de bonifications FMI
1.0.5	Autres secteurs
1.0.5.1	Remises de dettes
1.0.5.2	Autres dons intergouvernementaux
1.0.5.3	Dons provenant des comptes de bonifications FMI
2.	Investissements directs
2.1.	<i>Prises de participations liées à la réduction de la dette</i>
2.2.	<i>Instruments de dette</i>
2.0.1	Banque centrale
2.0.1.1.	Prises de participations liées à la réduction de la dette
2.0.1.2.	Instruments de dette
2.0.2	Autorités monétaires (le cas échéant)
2.0.2.1.	Prises de participations liées à la réduction de la dette
2.0.2.2.	Instruments de dette
2.0.3	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale
2.0.3.1.	Prises de participations liées à la réduction de la dette
2.0.3.2.	Instruments de dette
2.0.4	Administration publique
2.0.4.1.	Prises de participations liées à la réduction de la dette
2.0.4.2.	Instruments de dette
2.0.5	Autres secteurs
2.0.5.1.	Prises de participations liées à la réduction de la dette
2.0.5.2.	Instruments de dette
3.	Investissement de portefeuille
3.1.	<i>Prises de participations liées à une réduction de la dette</i>
4	Autres investissements
4.1.	<i>Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités</i>
4.2.	<i>Rééchelonnement de dettes existantes</i>
4.0.1	Banque centrale
4.0.1.1	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités
4.0.1.2	Rééchelonnement de dettes existantes
4.0.2.	Autorités monétaires (le cas échéant)
4.0.2.1	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités
4.0.2.2	Rééchelonnement de dettes existantes
4.0.3.	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale
4.0.3.1	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités

Annexe 1 : Les composantes types de Balance des Paiements

4.0.3.2	Rééchelonnement de dettes existantes
4.0.4.	Administration publique
4.0.4.1	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités
4.0.4.2	Rééchelonnement de dettes existantes
4.0.5.	Autres secteurs
4.0.5.1	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités
4.0.5.2	Rééchelonnement de dettes existantes
5.	Arriérés
5.1.	Accumulation d'arriérés
5.1.1	Principal sur la dette à court terme
5.1.2.	Principal sur la dette à long terme
5.1.3.	Intérêts initiaux
5.1.4.	Intérêts de pénalisation
5.2.	Remboursement d'arriérées
5.2.1	Principal
5.2.2.	Intérêts
5.3.	Rééchelonnement d'arriérés
5.3.1.	Principal
5.3.2	Intérêts
5.4.	Annulation d'arriérés
5.4.1.	Principal
5.4.2.	Intérêts

ANNEXE 2 : Les COMPOSANTES TYPES DE LA PEG

Poste	Libellés du PEG BPM6	AVOIRS			ENGAGEMENTS		
		Stocks début de période	Autres flux	Stocks fin de période	Stocks début de période	Autres flux	Stocks fin de période
3	POSITION EXTERIEURE GLOBALE						
3.1	Investissement direct						
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement						
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices						
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct						
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)						
3.1.1.1.3	Entre entreprises sœurs						
3.1.1.1.3.1	<i>si le contrôle ultime est détenu par un résident</i>						
3.1.1.1.3.2	<i>si le contrôle ultime est détenu par un non-résident</i>						
3.1.1.1.3.3	<i>si le détenteur du contrôle ultime est inconnu</i>						
3.1.1.0.1	Actions/Parts de fonds de placement						
3.1.1.0.1.1	Actions/Parts de fonds de placement monétaires						
3.1.2	Instruments de dette						
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct						
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)						
3.1.2.3	Entre entreprises sœurs						
3.1.2.3.1	<i>si le contrôle ultime est détenu par un résident</i>						
3.1.2.3.2	<i>si le contrôle ultime est détenu par un non-résident</i>						
3.1.2.3.3	<i>si le détenteur du contrôle ultime est inconnu</i>						
3.1.2.0	Titres de créance :						
3.1.2.0.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct						
3.1.2.0.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)						
3.1.2.0.3	Entre entreprises sœurs						
3.1.2.0.3.1	<i>si le contrôle ultime est détenu par un résident</i>						
3.1.2.0.3.2	<i>si le contrôle ultime est détenu par un non-résident</i>						
3.1.2.0.3.3	<i>si le détenteur du contrôle ultime est inconnu</i>						

Annexe 2 : Les composantes types de la PEG

Poste	Libellés du PEG BPM6	AVOIRS			ENGAGEMENTS		
		Stocks début de période	Autres flux	Stocks fin de période	Stocks début de période	Autres flux	Stocks fin de période
3.2	Investissements de portefeuille						
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement						
3.2.1.1	Banque centrale						
3.2.1.3	Administrations publiques						
3.2.1.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.2.1.4	Autres secteurs						
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières						
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.2.1.0.1	<i>Titres de participation autres que parts de fonds de placement</i>						
3.2.1.0.1.1	<i>Cotés en bourse</i>						
3.2.1.0.1.2	<i>Non cotés en bourse</i>						
3.2.1.0.2	<i>Actions/Parts de fonds de placement</i>						
3.2.1.0.2.1	<i>Réinvestissement des bénéfices</i>						
3.2.1.0.2.2	<i>Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires</i>						
3.2.2	Titres de créance						
3.2.2.1	Banque centrale						
3.2.2.1.1	À court terme						
3.2.2.1.2	À long terme						
3.2.2.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>						
3.2.1.1.9.1	<i>À court terme</i>						
3.2.1.1.9.2	<i>À long terme</i>						
3.2.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.2.2.2.1	À court terme						
3.2.2.2.2	À long terme						
3.2.2.3	Administrations publiques						
3.2.2.3.1	À court terme						
3.2.2.3.2	À long terme						
3.2.2.4	Autres secteurs						
3.2.2.4.0.1	À court terme						
3.2.2.4.0.2	À long terme						
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières						
3.2.2.4.1.1	À court terme						
3.2.2.4.1.2	À long terme						
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.2.2.4.2.1	À court terme						
3.2.2.4.2.2	À long terme						
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés						
3.3.1	Banque centrale						
3.3.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>						
3.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.3.3	Administrations publiques						

Annexe 2 : Les composantes types de la PEG

Poste	Libellés du PEG BPM6	AVOIRS			ENGAGEMENTS		
		Stocks début de période	Autres flux	Stocks fin de période	Stocks début de période	Autres flux	Stocks fin de période
3.3.4	Autres secteurs						
3.3.4.1	Autres sociétés financières						
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.3.0.1	<i>Dérivés financiers (autres que réserves)</i>						
3.3.0.1.1	<i>Options</i>						
3.3.0.1.2	<i>Contrats à terme</i>						
3.3.0.2	<i>Options sur titres des employés</i>						
3.4	Autres investissements						
3.4.1	Autres titres de participation						
3.4.2	Numéraire et dépôts						
3.4.2.1	Banque centrale						
3.4.2.1.1	À court terme						
3.4.2.1.2	À long terme						
3.4.2.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>						
3.4.2.1.9.1	<i>À court terme</i>						
3.4.2.1.9.2	<i>À long terme</i>						
3.4.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.4.2.2.0.1	<i>Dont: positions interbancaires</i>						
3.4.2.2.1	À court terme						
3.4.2.2.2	À long terme						
3.4.2.3	Administrations publiques						
3.4.2.3.1	À court terme						
3.4.2.3.2	À long terme						
3.4.2.4	Autres secteurs						
3.4.2.4.0.1	À court terme						
3.4.2.4.0.2	À long terme						
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières						
3.4.2.4.1.1	À court terme						
3.4.2.4.1.2	À long terme						
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.4.2.4.2.1	À court terme						
3.4.2.4.2.2	À long terme						
3.4.3	Prêts						
3.4.3.1	Banque centrale						
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)						
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme						
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme						
3.4.3.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>						
3.4.3.1.9.1	<i>Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)</i>						
3.4.3.1.9.2	<i>Autres prêts à court terme</i>						
3.4.3.1.9.3	<i>Autres prêts à long terme</i>						
3.4.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.4.3.2.1	À court terme						
3.4.3.2.2	À long terme						
3.4.3.3	Administrations publiques						

Annexe 2 : Les composantes types de la PEG

Poste	Libellés du PEG BPM6	AVOIRS			ENGAGEMENTS		
		Stocks début de période	Autres flux	Stocks fin de période	Stocks début de période	Autres flux	Stocks fin de période
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)						
3.4.3.3.2	Autres à court terme						
3.4.3.3.3	Autres à long terme						
3.4.3.4	Autres secteurs						
3.4.3.4.0.1	À court terme						
3.4.3.4.0.2	À long terme						
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières						
3.4.3.4.1.1	À court terme						
3.4.3.4.1.2	À long terme						
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.4.3.4.2.1	À court terme						
3.4.3.4.2.2	À long terme						
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées						
3.4.4.1	Banque centrale						
3.4.4.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>						
3.4.4.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.4.4.3	Administrations publiques						
3.4.4.4	Autres secteurs						
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières						
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.4.4.0.1	<i>Réserves techniques d'assurance hors assurance vie</i>						
3.4.4.0.2	<i>Droits à assurance vie et à annuités</i>						
3.4.4.0.3	<i>Droits à pension</i>						
3.4.4.0.4	<i>Créances des fonds de pension sur les sponsors</i>						
3.4.4.0.5	<i>Droits à prestations autres que des pensions</i>						
3.4.4.0.6	<i>Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées</i>						
3.4.5	Crédits commerciaux et avances						
3.4.5.1	Banque centrale						
3.4.5.1.1	À court terme						
3.4.5.1.2	À long terme						
3.4.5.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>						
3.4.5.1.9.1	<i>À court terme</i>						
3.4.5.1.9.2	<i>À long terme</i>						
3.4.5.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.4.5.2.1	À court terme						
3.4.5.2.2	À long terme						
3.4.5.3	Administrations publiques						
3.4.5.3.1	À court terme						
3.4.5.3.2	À long terme						
3.4.5.4	Autres secteurs						

Annexe 2 : Les composantes types de la PEG

Poste	Libellés du PEG BPM6	AVOIRS			ENGAGEMENTS		
		Stocks début de période	Autres flux	Stocks fin de période	Stocks début de période	Autres flux	Stocks fin de période
3.4.5.4.0.1	À court terme						
3.4.5.4.0.2	À long terme						
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières						
3.4.5.4.1.1	À court terme						
3.4.5.4.1.2	À long terme						
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.4.5.4.2.1	À court terme						
3.4.5.4.2.2	À long terme						
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer						
3.4.6.1	Banque centrale						
3.4.6.1.1	À court terme						
3.4.6.1.2	À long terme						
3.4.6.1.9	<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>						
3.4.6.1.9.1	<i>À court terme</i>						
3.4.6.1.9.2	<i>À long terme</i>						
3.4.6.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale						
3.4.6.2.1	À court terme						
3.4.6.2.2	À long terme						
3.4.6.3	Administrations publiques						
3.4.6.3.1	À court terme						
3.4.6.3.2	À long terme						
3.4.6.4	Autres secteurs						
3.4.6.4.0.1	À court terme						
3.4.6.4.0.2	À long terme						
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières						
3.4.6.4.1.1	À court terme						
3.4.6.4.1.2	À long terme						
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM						
3.4.6.4.2.1	À court terme						
3.4.6.4.2.2	À long terme						
3.4.7	Droits de tirage spéciaux						
3.5	Avoirs de réserve						
3.5.1	Or monétaire						
3.5.1.1	Or métal						
3.5.1.2	Comptes en or non affectés						
3.5.2	Droits de tirage spéciaux						
3.5.3	Position de réserve au FMI						
3.5.4	Autres avoirs de réserve						
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts						
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires						
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités						
3.5.4.2	Titres						
3.5.4.2.1	Titres de créance						
3.5.4.2.1.1	À court terme						
3.5.4.2.1.2	À long terme						
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement						
3.5.4.3	Dérivés financiers						
3.5.4.4	Autres créances						

ANNEXE 3: Le PERIMETRE DES DONNEES A COLLECTER

215. La définition du champ de couverture des données devra être faite en tenant compte des composantes types du MBP6 et de la classification des agents économiques par secteur d'activité, sachant que les enquêtes sont essentiellement axées sur la collecte de données qui ne peuvent pas être obtenues autrement (services, revenu et stocks d'actifs et passifs financiers principalement).

216. Les supports de collecte portent sur des sujets très divers et couvrent de larges segments de la population statistique. Dans certains cas, plusieurs supports peuvent être retenus pour tirer parti de la segmentation de la population. Sur la base des différents questionnaires utilisés dans les pays membres de la CEDEAO, un jeu de quarante (40) supports permettant de couvrir l'ensemble des unités statistiques est proposé dans ce guide. **Toutefois, en fonction de la réalité dans chaque pays, certaines désagréations pourront être opérées pour affiner davantage les analyses.**

217. Les projets de supports de collecte comprennent des questionnaires destinés aux entités résidentes des pays membres, des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres et des questionnaires à adresser aux institutions de la CEDEAO, pour leurs transactions avec les non-résidents de l'espace CEDEAO.

218. Les entreprises industrielles et commerciales du pays sont soumises à un questionnaire qui récapitule pour l'année civile concernée :

- les flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements ;
- les rubriques de stocks (encours), qui vont alimenter la Position Extérieure Globale et la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variation d'encours).

219. Certaines entités ayant un caractère particulier (transactions essentiellement sur services) sont soumises à une enquête spéciale. Elles sont regroupées en catégories à l'intention desquelles différents questionnaires appropriés sont confectionnés. Dans ce cadre, il peut être cité, entre autres, les administrations, les ambassades, les hôpitaux, les cliniques, les compagnies aériennes, les sociétés immobilières, les agences de voyages, les notaires, etc.

220. La collecte des données concerne également les transactions des organismes internationaux (BCEAO Siège, ASECNA, IRD, BOAD, BIDC, Commission de l'UEMOA, Commission de la CEDEAO, AMAO, IMAO, etc.). Ces informations sont recueillies par le Siège de la BCEAO, et l'AMAO, dépouillées et transmises à chaque pays, en vue de leur imputation en balance des

paiements. La BCEAO, et l'AMAO pourront s'appuyer sur les pays qui abritent le Siège de l'Institution concernée.

221. Le périmètre des données se présente comme suit :

Structure cible	Données attendues¹
1. Entreprises industrielles et commerciales (<i>Commerce, industrie, agriculture, BTP, Secteur minier et pétrolier, ...</i>)	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
2. Institutions Financières	
a. <i>Banques</i>	<i>Opérations sur les services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
b. <i>Institutions de microfinance</i>	<i>Opérations sur les services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
c. <i>Compagnie d'assurance</i>	<i>Opérations sur les services (assurance notamment), les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, réserves techniques d'assurance, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
d. <i>Fonds de pension</i>	<i>Opérations sur les services (assurance notamment), les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, réserves techniques d'assurance, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
e. <i>Caisse de retraite</i>	<i>Opérations sur les services (assurance notamment), les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, réserves techniques d'assurance, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
c. <i>Autres institutions financières (Centre des chèques postaux, Caisses d'épargne, Autres intermédiaires financiers)</i>	<i>Opérations sur les services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
3. Administration publique	
a. <i>Trésor</i>	<i>Transactions courantes et en capital de l'Etat (marchandises, services, frais de missions, évacuations sanitaires, versements de bourses aux étudiants à l'étranger, contribution au fonctionnement des institutions internationales, cessions d'actifs minier ou télécom, suivi des dépenses des ambassades du pays à l'étranger etc.) et opérations d'émission des bons et d'obligation du trésor.</i>
b. <i>Dette</i>	<i>Encours sur la dette publique extérieure, paiements des intérêts et retraitements de dette</i>

Annexe 3 : Le périmètre des données à collecter

Structure cible	Données attendues¹
c. <i>Structure chargée du commerce extérieur</i>	<i>Suivi de l'organisation des foires sur le territoire national et participation des nationaux aux foires étrangères</i>
d. <i>Structure chargée du Tourisme</i>	<i>Centralisation des données sur les mouvements des visiteurs étrangers sur le territoire national</i>
4. Autres Entreprises	
a. <i>Loterie nationale</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
b. <i>Sociétés de chemins de fer</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
c. <i>Transport (aérien, maritime, terrestre, marchandises, personnel, etc.)</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services (services de transport notamment), les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
d. <i>Aéroports</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
e. <i>Hôtels et restaurants</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
f. <i>Sociétés de télécommunications</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
g. <i>Postes et Messagerie</i>	<i>Opérations sur les services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
5. Autres types de support	
a. <i>Agences de voyages</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
b. <i>Pèlerinages aux lieux saints</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>

Annexe 3 : Le périmètre des données à collecter

Structure cible	Données attendues¹
c. <i>Bureaux d'études</i>	<i>Opérations sur les services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
d. <i>Notaires</i>	<i>Opérations sur les titres de participations</i>
e. <i>Agences de publicité</i>	<i>Opérations sur les services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
f. <i>Ecoles inter-Etats</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus et les dépôts.</i>
g. <i>Hôpitaux et cliniques</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
h. <i>Fédérations sportives</i>	<i>Opérations sur les marchandises, services, les revenus des investissements et les stocks d'actifs (IDE, titres de créances à court et long terme, prêt, numéraire et dépôt, compte à payer et à recevoir, etc.)</i>
i. <i>ONG et autres ISBLSM</i>	<i>Données sur les aides courantes et en capital, en nature et espèce</i>
j. <i>Questionnaire adressé aux ambassades étrangères (point des transactions effectuées avec les résidents)</i>	<i>Opération sur les biens et services fournis par les entités résidentes aux structures diplomatiques étrangères, les subventions accordées par ces structures à l'Etat et aux associations, ainsi que leurs dépôts dans le système bancaire local.</i>
a. <i>Questionnaire adressé aux institutions financières internationales (point des transactions effectuées avec les résidents)</i>	<i>Données sur les aides courantes et en capital, en nature et espèce. Opération sur les biens et services fournis par les entités résidentes, les subventions accordées par ces structures à l'Etat et aux associations, ainsi que leurs dépôts dans le système bancaire local.</i>
b. <i>Etats de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions sous régionales de la CEDEAO avec les Etats membres (Commission UEMOA, Commission CEDEAO, BIDC, AMAO, IMAO, ...)</i>	<i>Transaction des institutions sous régionale avec les pays membres (assistance technique, appuis financier, etc.), les envois de fonds et les dépenses de congé du personnel expatrié, etc.</i>
6. Banque centrale	Stock d'avoirs et engagements de la Banque centrale

ANNEXE 4 : SYNTHÈSE DE CODIFICATION DES QUESTIONNAIRES

Toutes les rubriques des supports de collecte sont pré-codifiées de manière à en assurer une imputation exacte en balance des paiements. La nouvelle codification, qui obéit à la norme SDMX⁹, se présente comme suit :

- Les codes économiques de la balance des paiements comportent six (6) caractères alphanumériques dans le MBP6, suivis de cinq (5) critères complémentaires, *contre quatre (4) caractères numériques dans le MBP5* ;
- *Dans le système de codification du MBP5, le premier chiffre indique la position du poste dans les comptes de la BDP ou de la PEG (stock de début de période (1), flux créditeur (2), flux débiteur (3), flux net (4) et stock de fin de période (8))¹⁰. Le deuxième critère permet d'identifier la rubrique (biens (1), services (2), revenus et transferts courants (3), compte de capital (4), investissement de portefeuille (6), etc.)¹¹. Les deux dernières positions renseignent sur le secteur institutionnel à l'origine de la transaction ou la maturité, le cas échéant ;*
- Pour le MBP6, le code économique (première colonne) composé des six (6) caractères alphanumériques contribue à l'identification de la rubrique ou de l'instrument (biens, services, etc.). Pour l'ensemble des rubriques, le premier critère comporte trois modalités, qui s'identifient comme ci-après :
 - le chiffre 1 est attribué aux transactions sur les biens et services, les revenus salariés, les autres revenus primaires et les revenus secondaires ;
 - le chiffre 2 est réservé aux rubriques du compte de capital ;
 - le chiffre 3 indique les transactions du compte financier (investissements directs, investissements de portefeuille, prêts, etc.) et les revenus des investissements.
- Cinq critères complémentaires (Colonne 2) sont utilisés pour appréhender les autres spécificités des données. Ces critères comprennent :
 - Le premier critère indique la position du poste dans les comptes de la BDP ou de la PEG comme indiqué ci-après :
 - Le chiffre 1 : transactions sur biens, services, revenus des salariés et autres revenus primaires (1);
 - Le chiffre 2 : revenus secondaires et transactions du compte de capital ;
 - Le chiffre 3 : Pour les revenus des investissements, avec :

9 Statistical Data and Metadata eXchange.

10 Cf. § 426, page 84 du Guide pour l'élaboration des statistiques de la balance des paiements, cinquième édition (1995).

11 Cf. § 427, page 84 du Guide pour l'élaboration des statistiques de la balance des paiements, cinquième édition (1995).

Annexe 4 : Synthèse de codification des questionnaires

- 3I pour les paiements d'intérêts ;
- 3D pour les paiements de dividendes ;
- 3P pour les paiements de revenus liés aux assurances.
- Le chiffre 4 : les variations nets d'actifs et de passifs financiers ;
- Le chiffre 5 : erreurs et omissions nettes ;
- Le chiffre 8 : données d'encours, comme indiqué sur les rubriques du compte financier sur les questionnaires ;
- Le chiffre 9 : autres variations du volume
 - 9P pour les variations de prix ;
 - 9X variation de taux de change ;
 - 9A autres ajustements.
- Le deuxième critère indique le type des données et comprend les cinq modalités ci-après :
 - Soldes (B) ;
 - Flux créditeurs (C) ;
 - Flux débiteurs (D) ;
 - Actifs (A) ;
 - Passifs (L).
- Le troisième critère renseigne sur le secteur institutionnel à l'origine de la transaction et comporte les modalités ci-après :
 - Banque centrale (CB) ;
 - Autorités monétaires (MA) ;
 - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale (DT) ;
 - Administration publique (GG) ;
 - Autres secteurs (OS) ;
 - Autres sociétés financières (FC) ;
 - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM (NC).
- Le quatrième critère indique la maturité avec les trois modalités ci-après :
 - ST pour les actifs et passifs de court terme ;
 - LT pour les actifs et passifs de Long terme ;

Annexe 4 : Synthèse de codification des questionnaires

- et N lorsque la notion de maturité n'est pas applicable.
- Le cinquième critère est réservé à la monnaie de libellé.

Liste des questionnaires

Ident	Questionnaire
Q1	Extraction pétrolière
Q2	Extraction minière
Q3	Entreprises industrielles et commerciales
Q4	Banques
Q5	Institutions de microfinance
Q6	Caisses d'épargne
Q7	Autres intermédiaires financiers
Q8	Trésor public
Q9	Dette publique extérieure
Q10	Ministère charge du commerce
Q11	Ministère charge du tourisme
Q12	Loterie nationale
Q15	Organismes internationaux
Q16	Caisse de sécurité sociale
Q17	Sociétés d'assurance
Q18	Fonds de pension
Q19	Caisses de retraite
Q20	Sociétés de chemins de fer
Q21	Transporteurs routiers
Q22	Compagnies maritimes nationales
Q23	Compagnies aériennes étrangères
Q24	Compagnies aériennes nationales
Q25	Consignataires armateurs étrangers
Q26	Agences de voyage
Q27	Aéroports
Q28	Ports
Q29	Hôtels et restaurants
Q30	Sociétés de télécommunications
Q31	Services de poste et messagerie
Q32	Structures chargées de l'organisation des pèlerinages aux lieux saints
Q33	Bureaux d'études
Q34	Notaires
Q35	Agences de publicité
Q36	Ecoles inter-états
Q37	Universités et grandes écoles
Q38	Hôpitaux et cliniques
Q39	Fédérations sportives
Q40	Organisations non gouvernementales
Q41	Avoirs et engagements banque centrale

ANNEXE 5 : FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES SUR LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS DANS LES ENTREPRISES RESIDENTES

(à joindre au questionnaire de la balance des paiements)

Nom et adresse de l'entreprise :

Secteur d'activité principale de l'entreprise (*) :

(*) A. Agriculture, sylviculture et pêche ; B. Exploitation minière ; C. Industrie manufacturière ; D. Production et distribution d'électricité, gaz,..., E. Distribution d'eau, assainissement,... F. Construction ; G. Commerce de gros et de détail ; H. Transports, entreposage ; I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson ; J. Communications ; K. Intermédiation financière, assurance et retraite ; L. Immobilier, location, services aux entreprises, X. Autre (à préciser) :

NB : Bien vouloir respecter cette classification sectorielle.

I. TRANSACTIONS SUR TITRES DE PARTICIPATION

I.1. CAPITAUX PROPRES APRES AFFECTATION DES RESULTATS (**)

(en millions de FCFA)

Rubriques	Stock de début de période	Stock de fin de période
Capital social		
Réserves		
Report à nouveau		
Total des capitaux propres		

(**) : Ces informations sont celles contenues dans le bilan des entreprises enquêtées

I.2. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU CAPITAL SOCIAL

Pays de résidence de l'investisseur (***)	% du capital social détenu

(***) : Si plusieurs créanciers appartiennent à un même pays, les distinguer en reprenant le nom du pays autant de fois que nécessaire. Joindre une feuille de détail si la liste est longue.

I.3. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES TITRES DE PARTICIPATION DETENUS A L'ETRANGER

Pays de résidence de l'entreprise d'investissement (****)	Valeur début de période (en millions de FCFA)	Valeur fin de période (en millions de FCFA)	Part dans le capital social de l'entreprise d'investissement en fin de période (en pourcentage)

(****) : Il s'agit de l'entreprise dans laquelle votre société a pris des participations.

II. TRANSACTIONS SUR INSTRUMENTS DE DETTE

Les instruments de dette sont les instruments qui exigent le remboursement du principal et/ou le versement d'intérêt à un moment ou à un autre dans le futur. Ils comprennent notamment le numéraire, les dépôts, les titres de créance, les prêts, les crédits commerciaux, etc. Les renseignements portent sur les créances et les engagements.

II.1. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ENGAGEMENTS VIS-A-VIS DES NON-RESIDENTS
 (en millions de FCFA)

Pays de résidence du créancier (*)	Type de relation avec les créanciers A : Affiliés ⁽¹⁾ B : Non affiliés ⁽²⁾	Valeur début de période	Valeur fin de période

(*) : Si plusieurs créanciers appartiennent à un même pays, les distinguer en reprenant le nom du pays autant de fois que nécessaire. Joindre une feuille de détail si la liste est longue.

II.2. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES CREANCES SUR DES NON-RESIDENTS
 (en millions de FCFA)

Pays de résidence de l'emprunteur (**)	Type de relation avec les emprunteurs A : Affiliés ⁽¹⁾ B : Non affiliés ⁽²⁾	Valeur début de période	Valeur fin de période

(**): Il s'agit des pays de résidence des entités sur lesquelles votre entreprise détient des créances.

(1) Il s'agit des entités avec lesquelles votre entreprise entretient des relations d'investissement direct, à savoir : (i) les investisseurs qui détiennent directement ou indirectement au moins 10% du capital de votre entreprise ; (ii) les entreprises non-résidentes dans lesquelles votre société détient directement ou indirectement au moins 10% du capital et (iii) les entreprises avec lesquelles vous avez en commun la même maison mère, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, elles ne sont pas prises en compte dans cette catégorie.

(2) Créanciers ou débiteurs qui ne répondent pas au critère A.

ANNEXE 6: ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS : NOTE TECHNIQUE À L'INTENTION DES DECLARANTS

La balance des paiements est un état statistique présenté sous forme comptable qui récapitule selon un schéma détaillé l'ensemble des transactions financières et non financières **entre les résidents d'un pays et les non-résidents** au cours d'une période donnée. Elle comprend le compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant est composé du compte des biens et services, du compte du revenu primaire, et du compte du revenu secondaire.

La balance des paiements est un instrument indispensable permettant d'apprécier l'orientation et les performances globales et sectorielles de l'économie, mais aussi l'importance des efforts d'ajustement requis pour atteindre ou maintenir la viabilité financière extérieure. La balance des paiements est aussi un outil d'analyse et d'évaluation de la stabilité du système financier et un instrument indispensable à la formulation et au suivi de la mise en œuvre de la politique monétaire.

Elle est élaborée par la Banque Centrale à partir des renseignements recueillis auprès des principaux agents économiques effectuant des échanges avec des non-résidents. Ainsi le questionnaire ci-joint permet d'appréhender les transactions portant sur des marchandises, des services ou des revenus (intérêts, dividendes ...) réalisées au cours de l'année avec des non-résidents ainsi que les encours de créances et de dettes vis-à-vis des non-résidents en fin d'année. Les transferts émis et reçus par l'intermédiaire des banques résidentes associés à la variation de ces encours (calculée par comparaison avec ceux de l'année précédente) permettent d'assurer l'équilibre de l'ensemble du document.

Conçu de manière à couvrir l'ensemble de l'activité internationale de toutes sortes d'entreprises, ce questionnaire comprend des rubriques qui peuvent ne concerner que certaines d'entre elles. Les montants sont exprimés en millions de..... (unité monétaire).

Vous trouverez ci-après des indications destinées à faciliter l'interprétation du questionnaire. Toutefois, en cas de difficultés, veuillez contacter la Banque centrale aux numéros indiqués sur la première page du questionnaire.

1. Concepts

La résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique prédominant ». Sont ainsi considérées comme résidents, les personnes physiques ou morales dont le centre d'intérêt prédominant est situé dans le pays.

Les transactions correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant en accord réciproque impliquant un échange de valeurs ou un transfert. Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

L'unité institutionnelle est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

L'Investisseur direct est l'investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital de votre entreprise.

L'Entreprise d'investissement direct est une entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elle peut prendre la forme ***d'entités associées, de filiales ou de succursales***.

Une entité associée sont une entreprise d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

Une filiale est une entreprise d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

Une succursale est une entreprises d'investissement direct non constituée en société et qui sont détenues à 100% par son investisseur direct.

Les entreprises sœurs sont des entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter - entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

Une entreprise affiliée est une entité avec laquelle votre entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseur direct, entité associée, filiale, succursale ou entreprise sœur).

2. Principaux postes à renseigner

2.1. Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générales : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

Réexportation de marchandises : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

Négoce international : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également

les services de guichets postaux, tels que la vente de timbre et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

Frais de mission et de formation a l'extérieur : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc. engagées à l'étranger. Ne pas inclure le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

Travaux de construction : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie, et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : ils englobent l'assurance vie et les annuités d'assurance vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

Services d'assurance auxiliaires : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, et les services boursiers.

Frais pour usage de propriétés intellectuelles non compris ailleurs : Ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevet, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la

fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Services d'informatique : ils englobent les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Services d'information : ils recouvrent les transactions les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Ils incluent également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

Services de recherche-développement : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

Autres services aux entreprises : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de manutention et de transit de marchandise, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche, ainsi que l'assistance technique.

Services spécialisés et services de conseil en gestion : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques, ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge. Les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

Dividendes reçus / versés sur les titres de participations : la part des bénéfices reçus/versés par votre entreprise sur des actions détenues/émises sur les non-résidents.

Réinvestissement de bénéfices / Bénéfices réinvestis : Ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées: ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par votre entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus: ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs, etc. Les intérêts sur les créances inter - entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils touchent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

2.2. Compte financier

Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) de votre entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours) : part des fonds propres de votre entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenues par votre entreprise à titre d'investissements directs.

Titres de participation détenus par les investisseurs directs : parts des fonds propres de votre entreprise détenues à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours) : parts des fonds propres de votre entreprise détenues par vos filiales, des sociétés associées ou succursales.

Titres de participation détenus par les entreprises sœurs : parts des fonds propres de votre entreprise détenues par les entreprises sœurs.

Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter - entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

Titres de participations (< 10 %) : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

Titres de créance : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

Instruments financiers dérivés : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

Autres titres de participations : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

Autres prêts : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

Crédits commerciaux : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

ANNEXE 7: CODIFICATION SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
Compte courant	CCC_100000_1_B_N_N_E	CCC	100000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_100000_1_C_N_N_E	CCC	100000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_100000_1_D_N_N_E	CCC	100000	1	D	N	N	E
Biens et services	CCC_011000_1_B_N_N_E	CCC	011000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_011000_1_C_N_N_E	CCC	011000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_011000_1_D_N_N_E	CCC	011000	1	D	N	N	E
Biens	CCC_110000_1_B_N_N_E	CCC	110000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_110000_1_C_N_N_E	CCC	110000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_110000_1_D_N_N_E	CCC	110000	1	D	N	N	E
Marchandises générales, base balance des paiements	CCC_111000_1_B_N_N_E	CCC	111000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_111000_1_C_N_N_E	CCC	111000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_111000_1_D_N_N_E	CCC	111000	1	D	N	N	E
<i>Dont réexportations (Crédit)</i>	CCC_11100z_1_B_N_N_E	CCC	11100z	1	B	N	N	E
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international (Crédit)	CCC_112000_1_B_N_N_E	CCC	112000	1	B	N	N	E
Biens achetés dans le cadre du négoce international (Crédit négatif)	CCC_112100_1_C_N_N_E	CCC	112100	1	C	N	N	E
Biens vendus dans le cadre du négoce international (Crédit)	CCC_112200_1_D_N_N_E	CCC	112200	1	D	N	N	E
Or non monétaire	CCC_113000_1_B_N_N_E	CCC	113000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_113000_1_C_N_N_E	CCC	113000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_113000_1_D_N_N_E	CCC	113000	1	D	N	N	E
Services	CCC_120000_1_B_N_N_E	CCC	120000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_120000_1_C_N_N_E	CCC	120000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_120000_1_D_N_N_E	CCC	120000	1	D	N	N	E
Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	CCC_121000_1_B_N_N_E	CCC	121000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_121000_1_C_N_N_E	CCC	121000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_121000_1_D_N_N_E	CCC	121000	1	D	N	N	E
<i>Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante—Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation</i>	CCC_121100_1_B_N_N_E	CCC	121100	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_121100_1_C_N_N_E	CCC	121100	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_121100_1_D_N_N_E	CCC	121100	1	D	N	N	E
<i>Biens destinés à transformation à l'étranger—Biens expédiés pour transformation, Biens reçus après transformation</i>	CCC_121200_1_B_N_N_E	CCC	121200	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_121200_1_C_N_N_E	CCC	121200	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_121200_1_D_N_N_E	CCC	121200	1	D	N	N	E
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	CCC_122000_1_B_N_N_E	CCC	122000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_122000_1_C_N_N_E	CCC	122000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_122000_1_D_N_N_E	CCC	122000	1	D	N	N	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
Transports	CCC_123000_1_B_N_N_E	CCC	123000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123000_1_C_N_N_E	CCC	123000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123000_1_D_N_N_E	CCC	123000	1	D	N	N	E
Transports maritimes	CCC_123100_1_B_N_N_E	CCC	123100	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123100_1_C_N_N_E	CCC	123100	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123100_1_D_N_N_E	CCC	123100	1	D	N	N	E
Passagers	CCC_123110_1_B_N_N_E	CCC	123110	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123110_1_C_N_N_E	CCC	123110	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123110_1_D_N_N_E	CCC	123110	1	D	N	N	E
<i>Dont Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité</i>	CCC_12311z_1_B_N_N_E	CCC	12311z	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_12311z_1_C_N_N_E	CCC	12311z	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_12311z_1_D_N_N_E	CCC	12311z	1	D	N	N	E
Fret	CCC_123120_1_B_N_N_E	CCC	123120	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123120_1_C_N_N_E	CCC	123120	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123120_1_D_N_N_E	CCC	123120	1	D	N	N	E
Autres	CCC_123130_1_B_N_N_E	CCC	123130	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123130_1_C_N_N_E	CCC	123130	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123130_1_D_N_N_E	CCC	123130	1	D	N	N	E
Transports aériens	CCC_123200_1_B_N_N_E	CCC	123200	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123200_1_C_N_N_E	CCC	123200	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123200_1_D_N_N_E	CCC	123200	1	D	N	N	E
Passagers	CCC_123210_1_B_N_N_E	CCC	123210	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123210_1_C_N_N_E	CCC	123210	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123210_1_D_N_N_E	CCC	123210	1	D	N	N	E
<i>Dont travailleurs frontaliers, saisonniers et autres travailleurs temporaires</i>	CCC_12321z_1_B_N_N_E	CCC	12321z	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_12321z_1_C_N_N_E	CCC	12321z	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_12321z_1_D_N_N_E	CCC	12321z	1	D	N	N	E
Fret	CCC_123220_1_B_N_N_E	CCC	123220	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123220_1_C_N_N_E	CCC	123220	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123220_1_D_N_N_E	CCC	123220	1	D	N	N	E
Autres	CCC_123230_1_B_N_N_E	CCC	123230	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123230_1_C_N_N_E	CCC	123230	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123230_1_D_N_N_E	CCC	123230	1	D	N	N	E
Autres modes de transport	CCC_123300_1_B_N_N_E	CCC	123300	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123300_1_C_N_N_E	CCC	123300	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123300_1_D_N_N_E	CCC	123300	1	D	N	N	E
Passagers	CCC_123310_1_B_N_N_E	CCC	123310	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123310_1_C_N_N_E	CCC	123310	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123310_1_D_N_N_E	CCC	123310	1	D	N	N	E
<i>Dont travailleurs frontaliers, saisonniers et autres travailleurs temporaires</i>	CCC_12331z_1_B_N_N_E	CCC	12331z	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_12331z_1_C_N_N_E	CCC	12331z	1	C	N	N	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
<i>Débit¹</i>	CCC_12331z_1_D_N_N_E	CCC	12331z	1	D	N	N	E
Fret	CCC_123320_1_B_N_N_E	CCC	123320	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123320_1_C_N_N_E	CCC	123320	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123320_1_D_N_N_E	CCC	123320	1	D	N	N	E
Autres	CCC_123330_1_B_N_N_E	CCC	123330	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123330_1_C_N_N_E	CCC	123330	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123330_1_D_N_N_E	CCC	123330	1	D	N	N	E
Services postaux et services de messagerie	CCC_123400_1_B_N_N_E	CCC	123400	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123400_1_C_N_N_E	CCC	123400	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123400_1_D_N_N_E	CCC	123400	1	D	N	N	E
Pour tous les modes de transport	722	722						
Passagers	CCC_123410_1_B_N_N_E	CCC	123410	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123410_1_C_N_N_E	CCC	123410	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123410_1_D_N_N_E	CCC	123410	1	D	N	N	E
<i>Dont travailleurs frontaliers, saisonniers et autres travailleurs temporaires</i>	CCC_12341z_1_B_N_N_E	CCC	12341z	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_12341z_1_C_N_N_E	CCC	12341z	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_12341z_1_D_N_N_E	CCC	12341z	1	D	N	N	E
Fret	CCC_123420_1_B_N_N_E	CCC	123420	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123420_1_C_N_N_E	CCC	123420	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123420_1_D_N_N_E	CCC	123420	1	D	N	N	E
Autres	CCC_123430_1_B_N_N_E	CCC	123430	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_123430_1_C_N_N_E	CCC	123430	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_123430_1_D_N_N_E	CCC	123430	1	D	N	N	E
Voyages	CCC_124000_1_B_N_N_E	CCC	124000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_124000_1_C_N_N_E	CCC	124000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_124000_1_D_N_N_E	CCC	124000	1	D	N	N	E
A titre professionnel	CCC_124100_1_B_N_N_E	CCC	124100	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_124100_1_C_N_N_E	CCC	124100	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_124100_1_D_N_N_E	CCC	124100	1	D	N	N	E
Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	CCC_124110_1_B_N_N_E	CCC	124110	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_124110_1_C_N_N_E	CCC	124110	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_124110_1_D_N_N_E	CCC	124110	1	D	N	N	E
Autres	CCC_124120_1_B_N_N_E	CCC	124120	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_124120_1_C_N_N_E	CCC	124120	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_124120_1_D_N_N_E	CCC	124120	1	D	N	N	E
A titre personnel	CCC_124200_1_B_N_N_E	CCC	124200	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_124200_1_C_N_N_E	CCC	124200	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_124200_1_D_N_N_E	CCC	124200	1	D	N	N	E
Santé	CCC_124210_1_B_N_N_E	CCC	124210	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_124210_1_C_N_N_E	CCC	124210	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_124210_1_D_N_N_E	CCC	124210	1	D	N	N	E
Education	CCC_124220_1_B_N_N_E	CCC	124220	1	B	N	N	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
<i>Crédit¹</i>	CCC_124220_1_C_N_N_E	CCC	124220	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_124220_1_D_N_N_E	CCC	124220	1	D	N	N	E
<i>Autres</i>	CCC_124230_1_B_N_N_E	CCC	124230	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_124230_1_C_N_N_E	CCC	124230	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_124230_1_D_N_N_E	CCC	124230	1	D	N	N	E
<i>Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel</i>	722	722						
<i>Biens</i>	CCC_124011_1_B_N_N_E	CCC	124011	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_124011_1_C_N_N_E	CCC	124011	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_124011_1_D_N_N_E	CCC	124011	1	D	N	N	E
<i>Services de transport locaux</i>	CCC_124021_1_B_N_N_E	CCC	124021	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_124021_1_C_N_N_E	CCC	124021	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_124021_1_D_N_N_E	CCC	124021	1	D	N	N	E
<i>Services d'hébergement</i>	CCC_124031_1_B_N_N_E	CCC	124031	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_124031_1_C_N_N_E	CCC	124031	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_124031_1_D_N_N_E	CCC	124031	1	D	N	N	E
<i>Services de restauration</i>	CCC_124041_1_B_N_N_E	CCC	124041	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_124041_1_C_N_N_E	CCC	124041	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_124041_1_D_N_N_E	CCC	124041	1	D	N	N	E
<i>Autres services</i>	CCC_124051_1_B_N_N_E	CCC	124051	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_124051_1_C_N_N_E	CCC	124051	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_124051_1_D_N_N_E	CCC	124051	1	D	N	N	E
<i>Dont Services de santé</i>	CCC_124z51_1_B_N_N_E	CCC	124z51	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_124z51_1_C_N_N_E	CCC	124z51	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_124z51_1_D_N_N_E	CCC	124z51	1	D	N	N	E
<i>Dont services d'Education</i>	CCC_124y51_1_B_N_N_E	CCC	124y51	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_124y51_1_C_N_N_E	CCC	124y51	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_124y51_1_D_N_N_E	CCC	124y51	1	D	N	N	E
<i>Construction</i>	CCC_125000_1_B_N_N_E	CCC	125000	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_125000_1_C_N_N_E	CCC	125000	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_125000_1_D_N_N_E	CCC	125000	1	D	N	N	E
<i>Construction réalisée à l'étranger</i>	CCC_125100_1_B_N_N_E	CCC	125100	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_125100_1_C_N_N_E	CCC	125100	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_125100_1_D_N_N_E	CCC	125100	1	D	N	N	E
<i>Construction dans l'économie déclarante</i>	CCC_125200_1_B_N_N_E	CCC	125200	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_125200_1_C_N_N_E	CCC	125200	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_125200_1_D_N_N_E	CCC	125200	1	D	N	N	E
<i>Services d'assurance et de retraite</i>	CCC_126000_1_B_N_N_E	CCC	126000	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_126000_1_C_N_N_E	CCC	126000	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_126000_1_D_N_N_E	CCC	126000	1	D	N	N	E
<i>Assurance direct</i>	CCC_126100_1_B_N_N_E	CCC	126100	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_126100_1_C_N_N_E	CCC	126100	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_126100_1_D_N_N_E	CCC	126100	1	D	N	N	E
<i>Réassurance</i>	CCC_126200_1_B_N_N_E	CCC	126200	1	B	N	N	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
<i>Crédit¹</i>	CCC_126200_1_C_N_N_E	CCC	126200	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_126200_1_D_N_N_E	CCC	126200	1	D	N	N	E
<i>Services auxiliaires d'assurance</i>	CCC_126300_1_B_N_N_E	CCC	126300	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_126300_1_C_N_N_E	CCC	126300	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_126300_1_D_N_N_E	CCC	126300	1	D	N	N	E
<i>Services de retraite et de garantie standardisée</i>	CCC_126400_1_B_N_N_E	CCC	126400	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_126400_1_C_N_N_E	CCC	126400	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_126400_1_D_N_N_E	CCC	126400	1	D	N	N	E
Services financiers	CCC_127000_1_B_N_N_E	CCC	127000	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_127000_1_C_N_N_E	CCC	127000	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_127000_1_D_N_N_E	CCC	127000	1	D	N	N	E
<i>Services financiers explicitement facturés et autres</i>	CCC_127100_1_B_N_N_E	CCC	127100	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_127100_1_C_N_N_E	CCC	127100	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_127100_1_D_N_N_E	CCC	127100	1	D	N	N	E
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>	CCC_127200_1_B_N_N_E	CCC	127200	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_127200_1_C_N_N_E	CCC	127200	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_127200_1_D_N_N_E	CCC	127200	1	D	N	N	E
Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	CCC_128000_1_B_N_N_E	CCC	128000	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_128000_1_C_N_N_E	CCC	128000	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_128000_1_D_N_N_E	CCC	128000	1	D	N	N	E
Services de télécommunications, d'informatique et d'information* ¹	CCC_129000_1_B_N_N_E	CCC	129000	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_129000_1_C_N_N_E	CCC	129000	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_129000_1_D_N_N_E	CCC	129000	1	D	N	N	E
<i>Services de télécommunications</i>	CCC_129100_1_B_N_N_E	CCC	129100	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_129100_1_C_N_N_E	CCC	129100	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_129100_1_D_N_N_E	CCC	129100	1	D	N	N	E
<i>Services d'informatique</i>	CCC_129200_1_B_N_N_E	CCC	129200	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_129200_1_C_N_N_E	CCC	129200	1	C	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_129200_1_D_N_N_E	CCC	129200	1	D	N	N	E
<i>Services d'information</i>	CCC_129300_1_B_N_N_E	CCC	129300	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_129300_1_C_N_N_E	CCC	129300	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_129300_1_D_N_N_E	CCC	129300	1	D	N	N	E
Autres services aux entreprises	CCC_12A000_1_B_N_N_E	CCC	12A000	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_12A000_1_C_N_N_E	CCC	12A000	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_12A000_1_D_N_N_E	CCC	12A000	1	D	N	N	E
Services de recherche-développement	CCC_12A100_1_B_N_N_E	CCC	12A100	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_12A100_1_C_N_N_E	CCC	12A100	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_12A100_1_D_N_N_E	CCC	12A100	1	D	N	N	E
Services spécialisés et services de conseil en gestion	CCC_12A200_1_B_N_N_E	CCC	12A200	1	B	N	N	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_12A200_1_C_N_N_E	CCC	12A200	1	C	N	N	E
<i>Débit¹</i>	CCC_12A200_1_D_N_N_E	CCC	12A200	1	D	N	N	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	CCC_12A300_1_B_N_N_E	CCC	12A300	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_12A300_1_C_N_N_E	CCC	12A300	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_12A300_1_D_N_N_E	CCC	12A300	1	D	N	N	E
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	CCC_12B000_1_B_N_N_E	CCC	12B000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_12B000_1_C_N_N_E	CCC	12B000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_12B000_1_D_N_N_E	CCC	12B000	1	D	N	N	E
Services audio-visuels et connexes	CCC_12B100_1_B_N_N_E	CCC	12B100	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_12B100_1_C_N_N_E	CCC	12B100	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_12B100_1_D_N_N_E	CCC	12B100	1	D	N	N	E
Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	CCC_12B200_1_B_N_N_E	CCC	12B200	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_12B200_1_C_N_N_E	CCC	12B200	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_12B200_1_D_N_N_E	CCC	12B200	1	D	N	N	E
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	CCC_12C000_1_B_N_N_E	CCC	12C000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_12C000_1_C_N_N_E	CCC	12C000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_12C000_1_D_N_N_E	CCC	12C000	1	D	N	N	E
Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	CCC_12D000_1_B_N_N_E	CCC	12D000	1	B	N	N	E
Crédit ¹	CCC_12D000_1_C_N_N_E	CCC	12D000	1	C	N	N	E
Débit ¹	CCC_12D000_1_D_N_N_E	CCC	12D000	1	D	N	N	E
Revenu primaire	CCC_130000_1_B_N_AL_E	CCC	130000	1	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_130000_1_C_N_AL_E	CCC	130000	1	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_130000_1_D_N_AL_E	CCC	130000	1	D	N	AL	E
Rémunération des salariés	CCC_131000_1_B_N_AL_E	CCC	131000	1	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_131000_1_C_N_AL_E	CCC	131000	1	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_131000_1_D_N_AL_E	CCC	131000	1	D	N	AL	E
Revenus des investissements	CCC_300000_3_B_N_AL_E	CCC	300000	3	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_300000_3_C_N_AL_E	CCC	300000	3	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_300000_3_D_N_AL_E	CCC	300000	3	D	N	AL	E
Investissements directs	CCC_310000_3_B_N_AL_E	CCC	310000	3	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_310000_3_C_N_AL_E	CCC	310000	3	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_310000_3_D_N_AL_E	CCC	310000	3	D	N	AL	E
Revenus des actions et parts de fonds de placement	CCC_310000_3E_B_N_AL_E	CCC	310000	3E	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_310000_3E_C_N_AL_E	CCC	310000	3E	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_310000_3E_D_N_AL_E	CCC	310000	3E	D	N	AL	E
Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	CCC_310000_3D_B_N_AL_E	CCC	310000	3D	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_310000_3D_C_N_AL_E	CCC	310000	3D	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_310000_3D_D_N_AL_E	CCC	310000	3D	D	N	AL	E
Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	CCC_311110_3D_B_N_AL_E	CCC	311110	3D	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_311110_3D_C_N_AL_E	CCC	311110	3D	C	N	AL	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
Débit ¹	CCC_311110_3D_D_N_AL_E	CCC	311110	3D	D	N	AL	E
Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	CCC_311120_3D_B_N_AL_E	CCC	311120	3D	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_311120_3D_C_N_AL_E	CCC	311120	3D	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_311120_3D_D_N_AL_E	CCC	311120	3D	D	N	AL	E
Entre entreprises sœurs	CCC_311130_3D_B_N_AL_E	CCC	311130	3D	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_311130_3D_C_N_AL_E	CCC	311130	3D	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_311130_3D_D_N_AL_E	CCC	311130	3D	D	N	AL	E
<i>si le contrôle ultime est détenu par un résident</i>	CCC_311131_3D_B_N_AL_E	CCC	311131	3D	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_311131_3D_C_N_AL_E	CCC	311131	3D	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_311131_3D_D_N_AL_E	CCC	311131	3D	D	N	AL	E
<i>si le contrôle ultime est détenu par un non-résident</i>	CCC_311132_3D_B_N_AL_E	CCC	311132	3D	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_311132_3D_C_N_AL_E	CCC	311132	3D	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_311132_3D_D_N_AL_E	CCC	311132	3D	D	N	AL	E
<i>si le détenteur du contrôle ultime est inconnu</i>	CCC_311133_3D_B_N_AL_E	CCC	311133	3D	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_311133_3D_C_N_AL_E	CCC	311133	3D	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_311133_3D_D_N_AL_E	CCC	311133	3D	D	N	AL	E
Bénéfices réinvestis	CCC_310000_3R_B_N_AL_E	CCC	310000	3R	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_310000_3R_C_N_AL_E	CCC	310000	3R	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_310000_3R_D_N_AL_E	CCC	310000	3R	D	N	AL	E
Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	CCC_310000_3T_B_N_AL_E	CCC	310000	3T	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_310000_3T_C_N_AL_E	CCC	310000	3T	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_310000_3T_D_N_AL_E	CCC	310000	3T	D	N	AL	E
<i>Dont ; Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement</i>	CCC_31100z_3_B_N_AL_E	CCC	31100z	3	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_31100z_3_C_N_AL_E	CCC	31100z	3	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_31100z_3_D_N_AL_E	CCC	31100z	3	D	N	AL	E
Intérêts	CCC_310000_3I_B_N_AL_E	CCC	310000	3I	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_310000_3I_C_N_AL_E	CCC	310000	3I	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_310000_3I_D_N_AL_E	CCC	310000	3I	D	N	AL	E
Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	CCC_312100_3I_B_N_AL_E	CCC	312100	3I	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_312100_3I_C_N_AL_E	CCC	312100	3I	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_312100_3I_D_N_AL_E	CCC	312100	3I	D	N	AL	E
Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct (investissements à rebours)	CCC_312200_3I_B_N_AL_E	CCC	312200	3I	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_312200_3I_C_N_AL_E	CCC	312200	3I	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_312200_3I_D_N_AL_E	CCC	312200	3I	D	N	AL	E
Entre entreprises sœurs	CCC_312300_3I_B_N_AL_E	CCC	312300	3I	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_312300_3I_C_N_AL_E	CCC	312300	3I	C	N	AL	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
Débit ¹	CCC_312300_3I_D_N_AL_E	CCC	312300	3I	D	N	AL	E
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est résidente</i>	CCC_312310_3I_B_N_AL_E	CCC	312310	3I	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_312310_3I_C_N_AL_E	CCC	312310	3I	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_312310_3I_D_N_AL_E	CCC	312310	3I	D	N	AL	E
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est non-résidente</i>	CCC_312320_3I_B_N_AL_E	CCC	312320	3I	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_312320_3I_C_N_AL_E	CCC	312320	3I	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_312320_3I_D_N_AL_E	CCC	312320	3I	D	N	AL	E
<i>si société mère ayant le contrôle ultime n'est pas connue</i>	CCC_312330_3I_B_N_AL_E	CCC	312330	3I	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_312330_3I_C_N_AL_E	CCC	312330	3I	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_312330_3I_D_N_AL_E	CCC	312330	3I	D	N	AL	E
Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	CCC_310000_3F_B_N_AL_E	CCC	310000	3F	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_310000_3F_C_N_AL_E	CCC	310000	3F	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_310000_3F_D_N_AL_E	CCC	310000	3F	D	N	AL	E
Investissements de portefeuille	CCC_320000_3_B_N_AL_E	CCC	320000	3	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_320000_3_C_N_AL_E	CCC	320000	3	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_320000_3_D_N_AL_E	CCC	320000	3	D	N	AL	E
Revenus des actions et parts de fonds de placement	CCC_320000_3E_B_N_AL_E	CCC	320000	3E	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_320000_3E_C_N_AL_E	CCC	320000	3E	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_320000_3E_D_N_AL_E	CCC	320000	3E	D	N	AL	E
Dividendes sur actions hors parts de fonds de placement	CCC_321100_3D_B_N_AL_E	CCC	321100	3D	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_321100_3D_C_N_AL_E	CCC	321100	3D	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_321100_3D_D_N_AL_E	CCC	321100	3D	D	N	AL	E
Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de placement	CCC_321200_3P_B_N_AL_E	CCC	321200	3P	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_321200_3P_C_N_AL_E	CCC	321200	3P	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_321200_3P_D_N_AL_E	CCC	321200	3P	D	N	AL	E
Dividendes	CCC_321200_3D_B_N_AL_E	CCC	321200	3D	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_321200_3D_C_N_AL_E	CCC	321200	3D	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_321200_3D_D_N_AL_E	CCC	321200	3D	D	N	AL	E
Bénéfices réinvestis	CCC_321200_3R_B_N_AL_E	CCC	321200	3R	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_321200_3R_C_N_AL_E	CCC	321200	3R	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_321200_3R_D_N_AL_E	CCC	321200	3R	D	N	AL	E
Intérêts (D41P)	CCC_320000_3I_B_N_AL_E	CCC	320000	3I	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_320000_3I_C_N_AL_E	CCC	320000	3I	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_320000_3I_D_N_AL_E	CCC	320000	3I	D	N	AL	E
A court terme	CCC_320000_3I_B_N_ST_E	CCC	320000	3I	B	N	ST	E
Crédit ¹	CCC_320000_3I_C_N_ST_E	CCC	320000	3I	C	N	ST	E
Débit ¹	CCC_320000_3I_D_N_ST_E	CCC	320000	3I	D	N	ST	E
A long terme	CCC_320000_3I_B_N_LT_E	CCC	320000	3I	B	N	LT	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
Crédit ¹	CCC_320000_3I_C_N_LT_E	CCC	320000	3I	C	N	LT	E
Débit ¹	CCC_320000_3I_D_N_LT_E	CCC	320000	3I	D	N	LT	E
Autres investissements	CCC_340000_3_B_N_AL_E	CCC	340000	3	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_340000_3_C_N_AL_E	CCC	340000	3	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_340000_3_D_N_AL_E	CCC	340000	3	D	N	AL	E
Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	CCC_340000_3D_B_N_AL_E	CCC	340000	3D	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_340000_3D_C_N_AL_E	CCC	340000	3D	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_340000_3D_D_N_AL_E	CCC	340000	3D	D	N	AL	E
Intérêts (D4IO)	CCC_340000_3I_B_N_AL_E	CCC	340000	3I	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_340000_3I_C_N_AL_E	CCC	340000	3I	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_340000_3I_D_N_AL_E	CCC	340000	3I	D	N	AL	E
<i>Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés</i>	CCC_340000_3F_B_N_AL_E	CCC	340000	3F	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_340000_3F_C_N_AL_E	CCC	340000	3F	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_340000_3F_D_N_AL_E	CCC	340000	3F	D	N	AL	E
Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	CCC_340000_3P_B_N_AL_E	CCC	340000	3P	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_340000_3P_C_N_AL_E	CCC	340000	3P	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_340000_3P_D_N_AL_E	CCC	340000	3P	D	N	AL	E
Avoirs de réserve	CCC_350000_3_B_N_AL_E	CCC	350000	3	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_350000_3_C_N_AL_E	CCC	350000	3	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_350000_3_D_N_AL_E	CCC	350000	3	D	N	AL	E
Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	CCC_350000_3E_B_N_AL_E	CCC	350000	3E	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_350000_3E_C_N_AL_E	CCC	350000	3E	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_350000_3E_D_N_AL_E	CCC	350000	3E	D	N	AL	E
Intérêts (D4IR)	CCC_350000_3I_B_N_AL_E	CCC	350000	3I	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_350000_3I_C_N_AL_E	CCC	350000	3I	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_350000_3I_D_N_AL_E	CCC	350000	3I	D	N	AL	E
<i>Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés</i>	CCC_350000_3F_B_N_AL_E	CCC	350000	3F	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_350000_3F_C_N_AL_E	CCC	350000	3F	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_350000_3F_D_N_AL_E	CCC	350000	3F	D	N	AL	E
Autre revenu primaire	CCC_132000_1_B_N_AL_E	CCC	132000	1	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_132000_1_C_N_AL_E	CCC	132000	1	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_132000_1_D_N_AL_E	CCC	132000	1	D	N	AL	E
Taxes sur la production et importations	CCC_132100_1_B_N_AL_E	CCC	132100	1	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_132100_1_C_N_AL_E	CCC	132100	1	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_132100_1_D_N_AL_E	CCC	132100	1	D	N	AL	E
Subventions à la production	CCC_132200_1_B_N_AL_E	CCC	132200	1	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_132200_1_C_N_AL_E	CCC	132200	1	C	N	AL	E
Débit ¹	CCC_132200_1_D_N_AL_E	CCC	132200	1	D	N	AL	E
Loyers (D45)	CCC_132300_1_B_N_AL_E	CCC	132300	1	B	N	AL	E
Crédit ¹	CCC_132300_1_C_N_AL_E	CCC	132300	1	C	N	AL	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
<i>Débit¹</i>	CCC_132300_1_D_N_AL_E	CCC	132300	1	D	N	AL	E
Revenu secondaire	CCC_140000_2_B_AL_AL_E	CCC	140000	2	B	AL	AL	E
Crédit	CCC_140000_2_C_AL_AL_E	CCC	140000	2	C	AL	AL	E
Débit	CCC_140000_2_D_AL_AL_E	CCC	140000	2	D	AL	AL	E
Administrations publiques	CCC_140000_2_B_GG_AL_E	CCC	140000	2	B	GG	AL	E
Crédit ¹	CCC_140000_2_C_GG_AL_E	CCC	140000	2	C	GG	AL	E
Débit ¹	CCC_140000_2_D_GG_AL_E	CCC	140000	2	D	GG	AL	E
<i>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.</i>	CCC_141000_2_B_GG_AL_E	CCC	141000	2	B	GG	AL	E
<i>Dont payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité</i>	CCC_14100z_2_C_GG_AL_E	CCC	14100z	2	C	GG	AL	E
<i>Social contributions (Crédit)</i>	CCC_142000_2_D_GG_AL_E	CCC	142000	2	D	GG	AL	E
<i>Dont payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité</i>	CCC_14200z_2_B_GG_AL_E	CCC	14200z	2	B	GG	AL	E
<i>Prestations Sociales (Débit)</i>	CCC_143000_2_C_GG_AL_E	CCC	143000	2	C	GG	AL	E
<i>Coopération internationale courante</i>	CCC_144000_2_D_GG_AL_E	CCC	144000	2	D	GG	AL	E
Crédit ¹	CCC_144000_2_B_GG_AL_E	CCC	144000	2	B	GG	AL	E
Débit ¹	CCC_144000_2_C_GG_AL_E	CCC	144000	2	C	GG	AL	E
<i>Transferts courants divers des administrations publiques</i>	CCC_145000_2_D_GG_AL_E	CCC	145000	2	D	GG	AL	E
Crédit ¹	CCC_145000_2_B_GG_AL_E	CCC	145000	2	B	GG	AL	E
Débit ¹	CCC_145000_2_C_GG_AL_E	CCC	145000	2	C	GG	AL	E
<i>Dont transferts courants aux ISBLSM</i>	CCC_14500z_2_D_GG_AL_E	CCC	14500z	2	D	GG	AL	E
Crédit ¹	CCC_14500z_2_B_GG_AL_E	CCC	14500z	2	B	GG	AL	E
Débit ¹	CCC_14500z_2_C_GG_AL_E	CCC	14500z	2	C	GG	AL	E
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_140000_2_D_OS_AL_E	CCC	140000	2	D	OS	AL	E
Crédit ¹	CCC_140000_2_B_OS_AL_E	CCC	140000	2	B	OS	AL	E
Débit ¹	CCC_140000_2_C_OS_AL_E	CCC	140000	2	C	OS	AL	E
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non-résidents)	CCC_146000_2_D_OS_AL_E	CCC	146000	2	D	OS	AL	E
Crédit ¹	CCC_146000_2_B_OS_AL_E	CCC	146000	2	B	OS	AL	E
Débit ¹	CCC_146000_2_C_OS_AL_E	CCC	146000	2	C	OS	AL	E
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	CCC_14600z_2_D_OS_AL_E	CCC	14600z	2	D	OS	AL	E
Crédit ¹	CCC_14600z_2_B_OS_AL_E	CCC	14600z	2	B	OS	AL	E
Débit ¹	CCC_14600z_2_C_OS_AL_E	CCC	14600z	2	C	OS	AL	E
Autres transferts courants	CCC_147000_2_D_OS_AL_E	CCC	147000	2	D	OS	AL	E
Crédit ¹	CCC_147000_2_B_OS_AL_E	CCC	147000	2	B	OS	AL	E
Débit ¹	CCC_147000_2_C_OS_AL_E	CCC	147000	2	C	OS	AL	E
<i>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.</i> (Débit)	CCC_141000_2_D_OS_AL_E	CCC	141000	2	D	OS	AL	E
<i>Cotisations sociales</i>	CCC_142000_2_B_OS_AL_E	CCC	142000	2	B	OS	AL	E
Crédit ¹	CCC_142000_2_C_OS_AL_E	CCC	142000	2	C	OS	AL	E
Débit ¹	CCC_142000_2_D_OS_AL_E	CCC	142000	2	D	OS	AL	E
<i>Prestations sociales</i>	CCC_143000_2_B_OS_AL_E	CCC	143000	2	B	OS	AL	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
<i>Crédit¹</i>	CCC_143000_2_C_OS_AL_E	CCC	143000	2	C	OS	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_143000_2_D_OS_AL_E	CCC	143000	2	D	OS	AL	E
<i>Primes d'assurance nettes hors assurance vie</i>	CCC_148000_2_B_OS_AL_E	CCC	148000	2	B	OS	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_148000_2_C_OS_AL_E	CCC	148000	2	C	OS	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_148000_2_D_OS_AL_E	CCC	148000	2	D	OS	AL	E
<i>Indemnités d'assurance dommage</i>	CCC_149000_2_B_OS_AL_E	CCC	149000	2	B	OS	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_149000_2_C_OS_AL_E	CCC	149000	2	C	OS	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_149000_2_D_OS_AL_E	CCC	149000	2	D	OS	AL	E
<i>Coopération internationale courante</i>	CCC_144000_2_B_OS_AL_E	CCC	144000	2	B	OS	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_144000_2_C_OS_AL_E	CCC	144000	2	C	OS	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_144000_2_D_OS_AL_E	CCC	144000	2	D	OS	AL	E
<i>Transferts courants divers</i>	CCC_145000_2_B_OS_AL_E	CCC	145000	2	B	OS	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_145000_2_C_OS_AL_E	CCC	145000	2	C	OS	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_145000_2_D_OS_AL_E	CCC	145000	2	D	OS	AL	E
<i>Dont : transferts courants aux ISBLSM</i>	CCC_14500z_2_B_OS_AL_E	CCC	14500z	2	B	OS	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_14500z_2_C_OS_AL_E	CCC	14500z	2	C	OS	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_14500z_2_D_OS_AL_E	CCC	14500z	2	D	OS	AL	E
<i>Ajustement pour variation des droits à pension</i>	CCC_14A000_2_B_OS_AL_E	CCC	14A000	2	B	OS	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_14A000_2_C_OS_AL_E	CCC	14A000	2	C	OS	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_14A000_2_D_OS_AL_E	CCC	14A000	2	D	OS	AL	E
Compte de capital	CCC_200000_2_B_AL_AL_E	CCC	200000	2	B	AL	AL	E
Crédit	CCC_200000_2_C_AL_AL_E	CCC	200000	2	C	AL	AL	E
Débit	CCC_200000_2_D_AL_AL_E	CCC	200000	2	D	AL	AL	E
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	CCC_210000_2_B_AL_AL_E	CCC	210000	2	B	AL	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_210000_2_C_AL_AL_E	CCC	210000	2	C	AL	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_210000_2_D_AL_AL_E	CCC	210000	2	D	AL	AL	E
Transferts en capital	CCC_220000_2_B_AL_AL_E	CCC	220000	2	B	AL	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_220000_2_C_AL_AL_E	CCC	220000	2	C	AL	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_220000_2_D_AL_AL_E	CCC	220000	2	D	AL	AL	E
Administrations publiques	CCC_220000_2_B_GG_AL_E	CCC	220000	2	B	GG	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_220000_2_C_GG_AL_E	CCC	220000	2	C	GG	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_220000_2_D_GG_AL_E	CCC	220000	2	D	GG	AL	E
Remise de dettes	CCC_221000_2_B_GG_AL_E	CCC	221000	2	B	GG	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_221000_2_C_GG_AL_E	CCC	221000	2	C	GG	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_221000_2_D_GG_AL_E	CCC	221000	2	D	GG	AL	E
Autres transferts en capital	CCC_222000_2_B_GG_AL_E	CCC	222000	2	B	GG	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_222000_2_C_GG_AL_E	CCC	222000	2	C	GG	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_222000_2_D_GG_AL_E	CCC	222000	2	D	GG	AL	E
<i>Dont impôts sur le capital</i>	CCC_22200z_2_B_GG_AL_E	CCC	22200z	2	B	GG	AL	E
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_220000_2_B_OS_AL_E	CCC	220000	2	B	OS	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_220000_2_C_OS_AL_E	CCC	220000	2	C	OS	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_220000_2_D_OS_AL_E	CCC	220000	2	D	OS	AL	E
Remise de dettes	CCC_221000_2_B_OS_AL_E	CCC	221000	2	B	OS	AL	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
Crédit ¹	CCC_221000_2_C_OS_AL_E	CCC	221000	2	C	OS	AL	E
Débit ¹	CCC_221000_2_D_OS_AL_E	CCC	221000	2	D	OS	AL	E
Autres Transferts en capital	CCC_222000_2_B_OS_AL_E	CCC	222000	2	B	OS	AL	E
Crédit ¹	CCC_222000_2_C_OS_AL_E	CCC	222000	2	C	OS	AL	E
Débit ¹	CCC_222000_2_D_OS_AL_E	CCC	222000	2	D	OS	AL	E
<i>Dont impôts sur le capital</i>	CCC_22200z_2_B_OS_AL_E	CCC	22200z	2	B	OS	AL	E
<i>Entre ménages</i>	CCC_22000z_2_B_OS_AL_E	CCC	22000z	2	B	OS	AL	E
<i>Crédit¹</i>	CCC_22000z_2_C_OS_AL_E	CCC	22000z	2	C	OS	AL	E
<i>Débit¹</i>	CCC_22000z_2_D_OS_AL_E	CCC	22000z	2	D	OS	AL	E
<i>Pour chaque poste de transferts en capital: transferts aux ISBLSM</i>								
<i>Crédit¹</i>								
<i>Débit¹</i>								
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	CCC_019000_B_B_AL_AL_E	CCC	019000	B	B	AL	AL	E
Compte financier	CCC_300000_4_N_AL_AL_E	CCC	300000	4	N	AL	AL	E
Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)								
Investissements directs (FD)	CCC_310000_4_N_AL_AL_E	CCC	310000	4	N	AL	AL	E
Acquisition nette d'actifs financiers	CCC_310000_4_A_AL_AL_E	CCC	310000	4	A	AL	AL	E
Actions et parts de fonds placement	CCC_311000_4_A_AL_AL_E	CCC	311000	4	A	AL	AL	E
<i>Actions et autres participations autres que réinvestissements des bénéfices</i>	CCC_311100_4_A_AL_AL_E	CCC	311100	4	A	AL	AL	E
<i>Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct</i>	CCC_311110_4_A_AL_AL_E	CCC	311110	4	A	AL	AL	E
<i>Entreprise d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)</i>	CCC_311120_4_A_AL_AL_E	CCC	311120	4	A	AL	AL	E
<i>Entre entreprises sœurs</i>	CCC_311130_4_A_AL_AL_E	CCC	311130	4	A	AL	AL	E
<i>résidente</i> <i>si société mère ayant le contrôle ultime est</i>	CCC_311131_4_A_AL_AL_E	CCC	311131	4	A	AL	AL	E
<i>non-résidente</i> <i>si société mère ayant le contrôle ultime est</i>	CCC_311132_4_A_AL_AL_E	CCC	311132	4	A	AL	AL	E
<i>n'est pas connue</i> <i>si société mère ayant le contrôle ultime</i>	CCC_311133_4_A_AL_AL_E	CCC	311133	4	A	AL	AL	E
<i>Réinvestissement des bénéfices</i>	722311000_4R_A_AL_AL_E	722	11000_	R	A	AL	AL	E
<i>Actions/Parts de fonds de placement</i>	CCC_31100z_4_A_AL_AL_E	CCC	31100z	4	A	AL	AL	E
<i>Actions/Parts de fonds de placement monétaires</i>	CCC_3110zz_4_A_AL_AL_E	CCC	3110zz	4	A	AL	AL	E
Instruments de dette	CCC_312000_4_A_AL_AL_E	CCC	312000	4	A	AL	AL	E
<i>Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct</i>	CCC_312100_4_A_AL_AL_E	CCC	312100	4	A	AL	AL	E
<i>Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissements à rebours)</i>	CCC_312200_4_A_AL_AL_E	CCC	312200	4	A	AL	AL	E
<i>Entre entreprises sœurs</i>	CCC_312300_4_A_AL_AL_E	CCC	312300	4	A	AL	AL	E
<i>résidente</i> <i>si société mère ayant le contrôle ultime est</i>	CCC_312310_4_A_AL_AL_E	CCC	312310	4	A	AL	AL	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX									
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie	
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est non-résidente</i>	CCC_312320_4_A_AL_AL_E	CCC	312320	4	A	AL	AL	E	
<i>si société mère ayant le contrôle ultime n'est pas connue</i>	CCC_312330_4_A_AL_AL_E	CCC	312330	4	A	AL	AL	E	
<i>Dont titres de créance</i>	CCC_31200z_4_A_AL_AL_E	CCC	31200z	4	A	AL	AL	E	
<i>Créances d'un investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct</i>	CCC_31201z_4_A_AL_AL_E	CCC	31201z	4	A	AL	AL	E	
<i>Créances des entreprises d'investissements directs sur un investisseur direct (investissements à rebours)</i>	CCC_31202z_4_A_AL_AL_E	CCC	31202z	4	A	AL	AL	E	
<i>Entre entreprises sœurs</i>	CCC_31203z_4_A_AL_AL_E	CCC	31203z	4	A	AL	AL	E	
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est résidente</i>	CCC_31213z_4_A_AL_AL_E	CCC	31213z	4	A	AL	AL	E	
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est non-résidente</i>	CCC_31223z_4_A_AL_AL_E	CCC	31223z	4	A	AL	AL	E	
<i>si société mère ayant le contrôle ultime n'est pas connue</i>	CCC_31233z_4_A_AL_AL_E	CCC	31233z	4	A	AL	AL	E	
Accroissement net des passifs¹	CCC_310000_4_L_AL_AL_E	CCC	310000	4	L	AL	AL	E	
Actions et parts de fonds placement	CCC_311000_4_L_AL_AL_E	CCC	311000	4	L	AL	AL	E	
<i>Actions et autres participations autres que réinvestissements des bénéficiaires</i>	CCC_311100_4_L_AL_AL_E	CCC	311100	4	L	AL	AL	E	
<i>Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct</i>	CCC_311110_4_L_AL_AL_E	CCC	311110	4	L	AL	AL	E	
<i>Entreprise d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)</i>	CCC_311120_4_L_AL_AL_E	CCC	311120	4	L	AL	AL	E	
<i>Entre entreprises sœurs</i>	CCC_311130_4_L_AL_AL_E	CCC	311130	4	L	AL	AL	E	
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est résidente</i>	CCC_311131_4_L_AL_AL_E	CCC	311131	4	L	AL	AL	E	
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est non-résidente</i>	CCC_311132_4_L_AL_AL_E	CCC	311132	4	L	AL	AL	E	
<i>si société mère ayant le contrôle ultime n'est pas connue</i>	CCC_311133_4_L_AL_AL_E	CCC	311133	4	L	AL	AL	E	
<i>Réinvestissement des bénéficiaires</i>	722311000_4R_L_AL_AL_E	722	11000	R	L	AL	AL	E	
<i>Actions/Parts de fonds de placement</i>	CCC_31100z_4_L_AL_AL_E	CCC	31100z	4	L	AL	AL	E	
<i>Actions/Parts de fonds de placement monétaires</i>	CCC_3110zz_4_L_AL_AL_E	CCC	3110zz	4	L	AL	AL	E	
Instruments de dette	CCC_312000_4_L_AL_AL_E	CCC	312000	4	L	AL	AL	E	
<i>Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct</i>	CCC_312100_4_L_AL_AL_E	CCC	312100	4	L	AL	AL	E	
<i>Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissements à rebours)</i>	CCC_312200_4_L_AL_AL_E	CCC	312200	4	L	AL	AL	E	
<i>Entre entreprises sœurs</i>	CCC_312300_4_L_AL_AL_E	CCC	312300	4	L	AL	AL	E	
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est résidente</i>	CCC_312310_4_L_AL_AL_E	CCC	312310	4	L	AL	AL	E	
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est non-résidente</i>	CCC_312320_4_L_AL_AL_E	CCC	312320	4	L	AL	AL	E	

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
<i>si société mère ayant le contrôle ultime n'est pas connue</i>	CCC_312330_4_L_AL_AL_E	CCC	312330	4	L	AL	AL	E
<i>Dont titres de créance</i>	CCC_31200z_4_L_AL_AL_E	CCC	31200z	4	L	AL	AL	E
<i>Créances d'un investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct</i>	CCC_31201z_4_L_AL_AL_E	CCC	31201z	4	L	AL	AL	E
<i>Créances des entreprises d'investissements directs sur un investisseur direct (investissements à rebours)</i>	CCC_31202z_4_L_AL_AL_E	CCC	31202z	4	L	AL	AL	E
<i>Entre entreprises sœurs</i>	CCC_31203z_4_L_AL_AL_E	CCC	31203z	4	L	AL	AL	E
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est résidente</i>	CCC_31213z_4_L_AL_AL_E	CCC	31213z	4	L	AL	AL	E
<i>si société mère ayant le contrôle ultime est non-résidente</i>	CCC_31223z_4_L_AL_AL_E	CCC	31223z	4	L	AL	AL	E
<i>si société mère ayant le contrôle ultime n'est pas connue</i>	CCC_31233z_4_L_AL_AL_E	CCC	31233z	4	L	AL	AL	E
Investissements de portefeuille (FP)	CCC_320000_4_N_AL_AL_E	CCC	320000	4	N	AL	AL	E
Acquisition nette d'actifs financiers¹	CCC_320000_4_A_AL_AL_E	CCC	320000	4	A	AL	AL	E
Actions et parts de fonds placement (F5P)	CCC_321000_4_A_AL_AL_E	CCC	321000	4	A	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_321000_4_A_CB_AL_E	CCC	321000	4	A	CB	AL	E
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_321000_4_A_MA_AL_E	CCC	321000	4	A	MA	AL	E
Administrations publiques	CCC_321000_4_A_GG_AL_E	CCC	321000	4	A	GG	AL	E
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	CCC_321000_4_A_DT_AL_E	CCC	321000	4	A	DT	AL	E
Autres secteurs	CCC_321000_4_A_OS_AL_E	CCC	321000	4	A	OS	AL	E
Autres sociétés financières	CCC_321000_4_A_FC_AL_E	CCC	321000	4	A	FC	AL	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_321000_4_A_NC_AL_E	CCC	321000	4	A	NC	AL	E
<i>Actions autres que parts de fonds de placement (F51P)</i>	CCC_321100_4_A_AL_AL_E	CCC	321100	4	A	AL	AL	E
<i>Cotées en bourse</i>	CCC_321110_4_A_AL_AL_E	CCC	321110	4	A	AL	AL	E
<i>Non cotées en bourse</i>	CCC_321120_4_A_AL_AL_E	CCC	321120	4	A	AL	AL	E
<i>Actions/parts de fonds de placement (F52P)</i>	CCC_321200_4_A_AL_AL_E	CCC	321200	4	A	AL	AL	E
<i>Dont réinvestissement des bénéfices</i>	722321200_4R_A_AL_AL_E	722	21200_	R	A	AL	AL	E
<i>Actions/parts de fonds de placement monétaire</i>	CCC_32120z_4_A_AL_AL_E	CCC	32120z	4	A	AL	AL	E
Titres de crances	CCC_322000_4_A_AL_AL_E	CCC	322000	4	A	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_322000_4_A_CB_AL_E	CCC	322000	4	A	CB	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_A_CB_ST_E	CCC	322000	4	A	CB	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_A_CB_LT_E	CCC	322000	4	A	CB	LT	E
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_322000_4_A_MA_AL_E	CCC	322000	4	A	MA	AL	E
<i>A court terme</i>	CCC_322000_4_A_MA_ST_E	CCC	322000	4	A	MA	ST	E
<i>A long terme</i>	CCC_322000_4_A_MA_LT_E	CCC	322000	4	A	MA	LT	E
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	CCC_322000_4_A_DT_AL_E	CCC	322000	4	A	DT	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_A_DT_ST_E	CCC	322000	4	A	DT	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_A_DT_LT_E	CCC	322000	4	A	DT	LT	E
Administrations publiques	CCC_322000_4_A_GG_AL_E	CCC	322000	4	A	GG	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_A_GG_ST_E	CCC	322000	4	A	GG	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_A_GG_LT_E	CCC	322000	4	A	GG	LT	E
Autres secteurs	CCC_322000_4_A_OS_AL_E	CCC	322000	4	A	OS	AL	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
A court terme	CCC_322000_4_A_OS_ST_E	CCC	322000	4	A	OS	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_A_OS_LT_E	CCC	322000	4	A	OS	LT	E
Autres sociétés financières	CCC_322000_4_A_FC_AL_E	CCC	322000	4	A	FC	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_A_FC_ST_E	CCC	322000	4	A	FC	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_A_FC_LT_E	CCC	322000	4	A	FC	LT	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_322000_4_A_NC_AL_E	CCC	322000	4	A	NC	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_A_NC_ST_E	CCC	322000	4	A	NC	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_A_NC_LT_E	CCC	322000	4	A	NC	LT	E
Accroissement net des passifs¹	CCC_320000_4_L_AL_AL_E	CCC	320000	4	L	AL	AL	E
 Actions et parts de fonds placement	CCC_321000_4_L_AL_AL_E	CCC	321000	4	L	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_321000_4_L_CB_AL_E	CCC	321000	4	L	CB	AL	E
Autorités monétaires (le cas échéant)	CCC_321000_4_L_MA_AL_E	CCC	321000	4	L	MA	AL	E
Administrations publiques	CCC_321000_4_L_GG_AL_E	CCC	321000	4	L	GG	AL	E
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	CCC_321000_4_L_DT_AL_E	CCC	321000	4	L	DT	AL	E
Autres secteurs	CCC_321000_4_L_OS_AL_E	CCC	321000	4	L	OS	AL	E
Autres sociétés financières	CCC_321000_4_L_FC_AL_E	CCC	321000	4	L	FC	AL	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_321000_4_L_NC_AL_E	CCC	321000	4	L	NC	AL	E
Actions autres que parts de fonds de placement	CCC_321100_4_L_AL_AL_E	CCC	321100	4	L	AL	AL	E
Cotées en bourse	CCC_321110_4_L_AL_AL_E	CCC	321110	4	L	AL	AL	E
Non cotées en bourse	CCC_321120_4_L_AL_AL_E	CCC	321120	4	L	AL	AL	E
Actions/parts de fonds de placement	CCC_321200_4_L_AL_AL_E	CCC	321200	4	L	AL	AL	E
Dont réinvestissement des bénéficiaires	722321200_4R_L_AL_AL_E	722	21200	R	L	AL	AL	E
Actions/parts de fonds de placement monétaire	CCC_32120z_4_L_AL_AL_E	CCC	32120z	4	L	AL	AL	E
 Titres de créances	CCC_322000_4_L_AL_AL_E	CCC	322000	4	L	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_322000_4_L_CB_AL_E	CCC	322000	4	L	CB	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_L_CB_ST_E	CCC	322000	4	L	CB	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_L_CB_LT_E	CCC	322000	4	L	CB	LT	E
Autorités monétaires (le cas échéant)	CCC_322000_4_L_MA_AL_E	CCC	322000	4	L	MA	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_L_MA_ST_E	CCC	322000	4	L	MA	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_L_MA_LT_E	CCC	322000	4	L	MA	LT	E
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	CCC_322000_4_L_DT_AL_E	CCC	322000	4	L	DT	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_L_DT_ST_E	CCC	322000	4	L	DT	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_L_DT_LT_E	CCC	322000	4	L	DT	LT	E
Administrations publiques	CCC_322000_4_L_GG_AL_E	CCC	322000	4	L	GG	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_L_GG_ST_E	CCC	322000	4	L	GG	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_L_GG_LT_E	CCC	322000	4	L	GG	LT	E
Autres secteurs	CCC_322000_4_L_OS_AL_E	CCC	322000	4	L	OS	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_L_OS_ST_E	CCC	322000	4	L	OS	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_L_OS_LT_E	CCC	322000	4	L	OS	LT	E
Autres sociétés financières	CCC_322000_4_L_FC_AL_E	CCC	322000	4	L	FC	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_L_FC_ST_E	CCC	322000	4	L	FC	ST	E
A long terme	CCC_322000_4_L_FC_LT_E	CCC	322000	4	L	FC	LT	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_322000_4_L_NC_AL_E	CCC	322000	4	L	NC	AL	E
A court terme	CCC_322000_4_L_NC_ST_E	CCC	322000	4	L	NC	ST	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
A long terme	CCC_322000_4_L_NC_LT_E	CCC	322000	4	L	NC	LT	E
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	CCC_330000_4_N_AL_AL_E	CCC	330000	4	N	AL	AL	E
Acquisition nette d'actifs financiers¹	CCC_330000_4_A_AL_AL_E	CCC	330000	4	A	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_330000_4_A_CB_AL_E	CCC	330000	4	A	CB	AL	E
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_330000_4_A_MA_AL_E	CCC	330000	4	A	MA	AL	E
Institutions de dépôts autres que la Banque centrale	CCC_330000_4_A_DT_AL_E	CCC	330000	4	A	DT	AL	E
Administrations publiques	CCC_330000_4_A_GG_AL_E	CCC	330000	4	A	GG	AL	E
Autres secteurs	CCC_330000_4_A_OS_AL_E	CCC	330000	4	A	OS	AL	E
Autres sociétés financières	CCC_330000_4_A_FC_AL_E	CCC	330000	4	A	FC	AL	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_330000_4_A_NC_AL_E	CCC	330000	4	A	NC	AL	E
<i>Dérivés financiers (autres que reserves)</i>	CCC_331000_4_A_AL_AL_E	CCC	331000	4	A	AL	AL	E
<i>Options (F711F)</i>	CCC_331100_4_A_AL_AL_E	CCC	331100	4	A	AL	AL	E
<i>Contrats à terme (F712F)</i>	CCC_331200_4_A_AL_AL_E	CCC	331200	4	A	AL	AL	E
<i>Options sur titres des salariés (F72)</i>	CCC_332000_4_A_AL_AL_E	CCC	332000	4	A	AL	AL	E
Accroissement net des passifs¹	CCC_330000_4_L_AL_AL_E	CCC	330000	4	L	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_330000_4_L_CB_AL_E	CCC	330000	4	L	CB	AL	E
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_330000_4_L_MA_AL_E	CCC	330000	4	L	MA	AL	E
Institutions de dépôts autres que la Banque centrale	CCC_330000_4_L_DT_AL_E	CCC	330000	4	L	DT	AL	E
Administrations publiques	CCC_330000_4_L_GG_AL_E	CCC	330000	4	L	GG	AL	E
Autres secteurs	CCC_330000_4_L_OS_AL_E	CCC	330000	4	L	OS	AL	E
Autres sociétés financières	CCC_330000_4_L_FC_AL_E	CCC	330000	4	L	FC	AL	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_330000_4_L_NC_AL_E	CCC	330000	4	L	NC	AL	E
<i>Dérivés financiers (autres que reserves)</i>	CCC_331000_4_L_AL_AL_E	CCC	331000	4	L	AL	AL	E
<i>Options (F711F)</i>	CCC_331100_4_L_AL_AL_E	CCC	331100	4	L	AL	AL	E
<i>Contrats à terme (F712F)</i>	CCC_331200_4_L_AL_AL_E	CCC	331200	4	L	AL	AL	E
<i>Options sur titres des salariés (F72)</i>	CCC_332000_4_L_AL_AL_E	CCC	332000	4	L	AL	AL	E
Autres investissements (FO)	CCC_340000_4_N_AL_AL_E	CCC	340000	4	N	AL	AL	E
Acquisition nette d'actifs financiers¹	CCC_340000_4_A_AL_AL_E	CCC	340000	4	A	AL	AL	E
Accroissement net des passifs¹	CCC_340000_4_L_AL_AL_E	CCC	340000	4	L	AL	AL	E
Autres participations (F5190)	CCC_341000_4_N_AL_AL_E	CCC	341000	4	N	AL	AL	E
Acquisition nette d'actifs financiers¹	CCC_341000_4_A_AL_AL_E	CCC	341000	4	A	AL	AL	E
Accroissement net des passifs¹	CCC_341000_4_L_AL_AL_E	CCC	341000	4	L	AL	AL	E
Numéraire et dépôts	CCC_342000_4_N_AL_AL_E	CCC	342000	4	N	AL	AL	E
Acquisition nette d'actifs financiers¹	CCC_342000_4_A_AL_AL_E	CCC	342000	4	A	AL	AL	E
Banque centrales	CCC_342000_4_A_CB_AL_E	CCC	342000	4	A	CB	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_A_CB_ST_E	CCC	342000	4	A	CB	ST	E
A long terme	CCC_342000_4_A_CB_LT_E	CCC	342000	4	A	CB	LT	E
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_342000_4_A_MA_AL_E	CCC	342000	4	A	MA	AL	E
<i>A court terme</i>	CCC_342000_4_A_MA_ST_E	CCC	342000	4	A	MA	ST	E
<i>A long terme</i>	CCC_342000_4_A_MA_LT_E	CCC	342000	4	A	MA	LT	E
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	CCC_342000_4_A_DT_AL_E	CCC	342000	4	A	DT	AL	E
<i>Dont positions interbancaires</i>	CCC_34200z_4_A_DT_AL_E	CCC	34200z	4	A	DT	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_A_DT_ST_E	CCC	342000	4	A	DT	ST	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
A long terme	CCC_342000_4_A_DT_LT_E	CCC	342000	4	A	DT	LT	E
Administrations publiques	CCC_342000_4_A_GG_AL_E	CCC	342000	4	A	GG	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_A_GG_ST_E	CCC	342000	4	A	GG	ST	E
A long terme	CCC_342000_4_A_GG_LT_E	CCC	342000	4	A	GG	LT	E
Autres secteurs	CCC_342000_4_A_OS_AL_E	CCC	342000	4	A	OS	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_A_OS_ST_E	CCC	342000	4	A	OS	ST	E
A long terme	CCC_342000_4_A_OS_LT_E	CCC	342000	4	A	OS	LT	E
Autres sociétés financières	CCC_342000_4_A_FC_AL_E	CCC	342000	4	A	FC	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_A_FC_ST_E	CCC	342000	4	A	FC	ST	E
A long terme	CCC_342000_4_A_FC_LT_E	CCC	342000	4	A	FC	LT	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_342000_4_A_NC_AL_E	CCC	342000	4	A	NC	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_A_NC_ST_E	CCC	342000	4	A	NC	ST	E
A long terme	CCC_342000_4_A_NC_LT_E	CCC	342000	4	A	NC	LT	E
Accroissement net des passifs¹	CCC_342000_4_L_AL_AL_E	CCC	342000	4	L	AL	AL	E
Banque centrales	CCC_342000_4_L_CB_AL_E	CCC	342000	4	L	CB	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_L_CB_ST_E	CCC	342000	4	L	CB	ST	E
A long terme	CCC_342000_4_L_CB_LT_E	CCC	342000	4	L	CB	LT	E
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_342000_4_L_MA_AL_E	CCC	342000	4	L	MA	AL	E
<i>A court terme</i>	CCC_342000_4_L_MA_ST_E	CCC	342000	4	L	MA	ST	E
<i>A long terme</i>	CCC_342000_4_L_MA_LT_E	CCC	342000	4	L	MA	LT	E
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	CCC_342000_4_L_DT_AL_E	CCC	342000	4	L	DT	AL	E
<i>Dont positions interbancaires</i>	CCC_342000_4_L_DT_ST_E	CCC	342000	4	L	DT	ST	E
<i>A court terme</i>	CCC_342000_4_L_DT_LT_E	CCC	342000	4	L	DT	LT	E
<i>A long terme</i>	CCC_34200z_4_L_DT_AL_E	CCC	34200z	4	L	DT	AL	E
Administrations publiques	CCC_342000_4_L_GG_AL_E	CCC	342000	4	L	GG	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_L_GG_ST_E	CCC	342000	4	L	GG	ST	E
A long terme	CCC_342000_4_L_GG_LT_E	CCC	342000	4	L	GG	LT	E
Autres secteurs	CCC_342000_4_L_OS_AL_E	CCC	342000	4	L	OS	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_L_OS_ST_E	CCC	342000	4	L	OS	ST	E
A long terme	CCC_342000_4_L_OS_LT_E	CCC	342000	4	L	OS	LT	E
Autres sociétés financières	CCC_342000_4_L_FC_AL_E	CCC	342000	4	L	FC	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_L_FC_ST_E	CCC	342000	4	L	FC	ST	E
A long terme	CCC_342000_4_L_FC_LT_E	CCC	342000	4	L	FC	LT	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_342000_4_L_NC_AL_E	CCC	342000	4	L	NC	AL	E
A court terme	CCC_342000_4_L_NC_ST_E	CCC	342000	4	L	NC	ST	E
A long terme	CCC_342000_4_L_NC_LT_E	CCC	342000	4	L	NC	LT	E
Prêts	CCC_343000_4_N_AL_AL_E	CCC	343000	4	N	AL	AL	E
Acquisition nette d'actifs financiers¹	CCC_343000_4_A_AL_AL_E	CCC	343000	4	A	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_343000_4_A_CB_AL_E	CCC	343000	4	A	CB	AL	E
Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	CCC_34300z_4_A_CB_AL_E	CCC	34300z	4	A	CB	AL	E
Autres A court terme	CCC_343000_4_A_CB_ST_E	CCC	343000	4	A	CB	ST	E
Autres A long terme	CCC_343000_4_A_CB_LT_E	CCC	343000	4	A	CB	LT	E
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_343000_4_A_MA_AL_E	CCC	343000	4	A	MA	AL	E
<i>Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)</i>	CCC_34300z_4_A_MA_AL_E	CCC	34300z	4	A	MA	AL	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX									
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie	
<i>Autres A court terme</i>	CCC_343000_4_A_MA_ST_E	CCC	343000	4	A	MA	ST	E	
<i>Autres A long terme</i>	CCC_343000_4_A_MA_LT_E	CCC	343000	4	A	MA	LT	E	
<i>Institutions de dépôts autres que la Banque centrale</i>	CCC_343000_4_A_DT_AL_E	CCC	343000	4	A	DT	AL	E	
<i>A court terme</i>	CCC_343000_4_A_DT_ST_E	CCC	343000	4	A	DT	ST	E	
<i>A long terme</i>	CCC_343000_4_A_DT_LT_E	CCC	343000	4	A	DT	LT	E	
<i>Administrations publiques</i>	CCC_343000_4_A_GG_AL_E	CCC	343000	4	A	GG	AL	E	
<i>Crédit et Prêts avec le FMI (Autres que réserves)</i>	CCC_34300z_4_A_GG_AL_E	CCC	34300z	4	A	GG	AL	E	
<i>Autres A court terme</i>	CCC_343000_4_A_GG_ST_E	CCC	343000	4	A	GG	ST	E	
<i>Autres A long terme</i>	CCC_343000_4_A_GG_LT_E	CCC	343000	4	A	GG	LT	E	
<i>Autres secteurs</i>	CCC_343000_4_A_OS_AL_E	CCC	343000	4	A	OS	AL	E	
<i>A court terme</i>	CCC_343000_4_A_OS_ST_E	CCC	343000	4	A	OS	ST	E	
<i>A long terme</i>	CCC_343000_4_A_OS_LT_E	CCC	343000	4	A	OS	LT	E	
<i>Autres sociétés financières</i>	CCC_343000_4_A_FC_AL_E	CCC	343000	4	A	FC	AL	E	
<i>A court terme</i>	CCC_343000_4_A_FC_ST_E	CCC	343000	4	A	FC	ST	E	
<i>A long terme</i>	CCC_343000_4_A_FC_LT_E	CCC	343000	4	A	FC	LT	E	
<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	CCC_343000_4_A_NC_AL_E	CCC	343000	4	A	NC	AL	E	
<i>A court terme</i>	CCC_343000_4_A_NC_ST_E	CCC	343000	4	A	NC	ST	E	
<i>A long terme</i>	CCC_343000_4_A_NC_LT_E	CCC	343000	4	A	NC	LT	E	
<i>Accroissement net des passifs¹</i>	CCC_343000_4_L_AL_AL_E	CCC	343000	4	L	AL	AL	E	
<i>Banque centrale</i>	CCC_343000_4_L_CB_AL_E	CCC	343000	4	L	CB	AL	E	
<i>Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)</i>	CCC_34300z_4_L_CB_AL_E	CCC	34300z	4	L	CB	AL	E	
<i>Autres A court terme</i>	CCC_343000_4_L_CB_ST_E	CCC	343000	4	L	CB	ST	E	
<i>Autres A long terme</i>	CCC_343000_4_L_CB_LT_E	CCC	343000	4	L	CB	LT	E	
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_343000_4_L_MA_AL_E	CCC	343000	4	L	MA	AL	E	
<i>Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)</i>	CCC_34300z_4_L_MA_AL_E	CCC	34300z	4	L	MA	AL	E	
<i>Autres A court terme</i>	CCC_343000_4_L_MA_ST_E	CCC	343000	4	L	MA	ST	E	
<i>Autres A long terme</i>	CCC_343000_4_L_MA_LT_E	CCC	343000	4	L	MA	LT	E	
<i>Institutions de dépôts autres que la Banque centrale</i>	CCC_343000_4_L_DT_AL_E	CCC	343000	4	L	DT	AL	E	
<i>A court terme</i>	CCC_343000_4_L_DT_ST_E	CCC	343000	4	L	DT	ST	E	
<i>A long terme</i>	CCC_343000_4_L_DT_LT_E	CCC	343000	4	L	DT	LT	E	
<i>Administrations publiques</i>	CCC_343000_4_L_GG_AL_E	CCC	343000	4	L	GG	AL	E	
<i>Crédit et Prêts avec le FMI (Autres que réserves)</i>	CCC_34300z_4_L_GG_AL_E	CCC	34300z	4	L	GG	AL	E	
<i>Autres A court terme</i>	CCC_343000_4_L_GG_ST_E	CCC	343000	4	L	GG	ST	E	
<i>Autres A long terme</i>	CCC_343000_4_L_GG_LT_E	CCC	343000	4	L	GG	LT	E	
<i>Autres secteurs</i>	CCC_343000_4_L_OS_AL_E	CCC	343000	4	L	OS	AL	E	
<i>A court terme</i>	CCC_343000_4_L_OS_ST_E	CCC	343000	4	L	OS	ST	E	
<i>A long terme</i>	CCC_343000_4_L_OS_LT_E	CCC	343000	4	L	OS	LT	E	
<i>Autres sociétés financières</i>	CCC_343000_4_L_FC_AL_E	CCC	343000	4	L	FC	AL	E	
<i>A court terme</i>	CCC_343000_4_L_FC_ST_E	CCC	343000	4	L	FC	ST	E	
<i>A long terme</i>	CCC_343000_4_L_FC_LT_E	CCC	343000	4	L	FC	LT	E	
<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	CCC_343000_4_L_NC_AL_E	CCC	343000	4	L	NC	AL	E	
<i>A court terme</i>	CCC_343000_4_L_NC_ST_E	CCC	343000	4	L	NC	ST	E	
<i>A long terme</i>	CCC_343000_4_L_NC_LT_E	CCC	343000	4	L	NC	LT	E	
Régime d'assurance, de pension et de garanties	CCC_344000_4_N_AL_AL_E	CCC	344000	4	N	AL	AL	E	

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
standardisées								
Acquisition nette d'actifs financiers¹	CCC_344000_4_A_AL_AL_E	CCC	344000	4	A	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_344000_4_A_CB_AL_E	CCC	344000	4	A	CB	AL	E
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_344000_4_A_MA_AL_E	CCC	344000	4	A	MA	AL	E
Institutions de dépôts autres que la Banque Centrale	CCC_344000_4_A_DT_AL_E	CCC	344000	4	A	DT	AL	E
Administrations publiques	CCC_344000_4_A_GG_AL_E	CCC	344000	4	A	GG	AL	E
Autres secteurs	CCC_344000_4_A_OS_AL_E	CCC	344000	4	A	OS	AL	E
Autres sociétés financières	CCC_344000_4_A_FC_AL_E	CCC	344000	4	A	FC	AL	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_344000_4_A_NC_AL_E	CCC	344000	4	A	NC	AL	E
<i>Réserves techniques d'assurance hors assurance vie</i>	CCC_344100_4_A_AL_AL_E	CCC	344100	4	A	AL	AL	E
<i>Droits à assurance vie et à annuités</i>	CCC_344200_4_A_AL_AL_E	CCC	344200	4	A	AL	AL	E
<i>Droits à pension</i>	CCC_344300_4_A_AL_AL_E	CCC	344300	4	A	AL	AL	E
<i>Créances des fonds de pension sur les sponsors</i>	CCC_344400_4_A_AL_AL_E	CCC	344400	4	A	AL	AL	E
<i>Droits à prestations autres que des pensions</i>	CCC_344500_4_A_AL_AL_E	CCC	344500	4	A	AL	AL	E
<i>Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées</i>	CCC_344600_4_A_AL_AL_E	CCC	344600	4	A	AL	AL	E
Accroissement net des passifs¹	CCC_344000_4_L_AL_AL_E	CCC	344000	4	L	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_344000_4_L_CB_AL_E	CCC	344000	4	L	CB	AL	E
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_344000_4_L_MA_AL_E	CCC	344000	4	L	MA	AL	E
Institutions de dépôts autres que la Banque Centrale	CCC_344000_4_L_DT_AL_E	CCC	344000	4	L	DT	AL	E
Administrations publiques	CCC_344000_4_L_GG_AL_E	CCC	344000	4	L	GG	AL	E
Autres secteurs	CCC_344000_4_L_OS_AL_E	CCC	344000	4	L	OS	AL	E
Autres sociétés financières	CCC_344000_4_L_FC_AL_E	CCC	344000	4	L	FC	AL	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_344000_4_L_NC_AL_E	CCC	344000	4	L	NC	AL	E
<i>Réserves techniques d'assurance hors assurance vie</i>	CCC_344100_4_L_AL_AL_E	CCC	344100	4	L	AL	AL	E
<i>Droits à assurance vie et à annuités</i>	CCC_344200_4_L_AL_AL_E	CCC	344200	4	L	AL	AL	E
<i>Droits à pension</i>	CCC_344300_4_L_AL_AL_E	CCC	344300	4	L	AL	AL	E
<i>Créances des fonds de pension sur les sponsors</i>	CCC_344400_4_L_AL_AL_E	CCC	344400	4	L	AL	AL	E
<i>Droits à prestations autres que des pensions</i>	CCC_344500_4_L_AL_AL_E	CCC	344500	4	L	AL	AL	E
<i>Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées</i>	CCC_344600_4_L_AL_AL_E	CCC	344600	4	L	AL	AL	E
Crédits commerciaux et avances	CCC_345000_4_N_AL_AL_E	CCC	345000	4	N	AL	AL	E
Acquisition nette d'actifs financiers¹	CCC_345000_4_A_AL_AL_E	CCC	345000	4	A	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_345000_4_A_CB_AL_E	CCC	345000	4	A	CB	AL	E
A court terme	CCC_345000_4_A_CB_ST_E	CCC	345000	4	A	CB	ST	E
A long terme	CCC_345000_4_A_CB_LT_E	CCC	345000	4	A	CB	LT	E
<i>Autorités monétaires (le cas échéant)</i>	CCC_345000_4_A_MA_AL_E	CCC	345000	4	A	MA	AL	E
A court terme	CCC_345000_4_A_MA_ST_E	CCC	345000	4	A	MA	ST	E
A long terme	CCC_345000_4_A_MA_LT_E	CCC	345000	4	A	MA	LT	E
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	CCC_345000_4_A_DT_AL_E	CCC	345000	4	A	DT	AL	E
A court terme	CCC_345000_4_A_DT_ST_E	CCC	345000	4	A	DT	ST	E
A long terme	CCC_345000_4_A_DT_LT_E	CCC	345000	4	A	DT	LT	E
Administrations publiques	CCC_345000_4_A_GG_AL_E	CCC	345000	4	A	GG	AL	E
A court terme	CCC_345000_4_A_GG_ST_E	CCC	345000	4	A	GG	ST	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX									
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie	
A long terme	CCC_345000_4_A_GG_LT_E	CCC	345000	4	A	GG	LT	E	
Autres secteurs	CCC_345000_4_A_OS_AL_E	CCC	345000	4	A	OS	AL	E	
A court terme	CCC_345000_4_A_OS_ST_E	CCC	345000	4	A	OS	ST	E	
A long terme	CCC_345000_4_A_OS_LT_E	CCC	345000	4	A	OS	LT	E	
Autres sociétés financières	CCC_345000_4_A_FC_AL_E	CCC	345000	4	A	FC	AL	E	
A court terme	CCC_345000_4_A_FC_ST_E	CCC	345000	4	A	FC	ST	E	
A long terme	CCC_345000_4_A_FC_LT_E	CCC	345000	4	A	FC	LT	E	
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_345000_4_A_NC_AL_E	CCC	345000	4	A	NC	AL	E	
A court terme	CCC_345000_4_A_NC_ST_E	CCC	345000	4	A	NC	ST	E	
A long terme	CCC_345000_4_A_NC_LT_E	CCC	345000	4	A	NC	LT	E	
Accroissement net des passifs ¹	CCC_345000_4_L_AL_AL_E	CCC	345000	4	L	AL	AL	E	
Banque centrale	CCC_345000_4_L_CB_AL_E	CCC	345000	4	L	CB	AL	E	
A court terme	CCC_345000_4_L_CB_ST_E	CCC	345000	4	L	CB	ST	E	
A long terme	CCC_345000_4_L_CB_LT_E	CCC	345000	4	L	CB	LT	E	
Autorités monétaires (le cas échéant)	CCC_345000_4_L_MA_AL_E	CCC	345000	4	L	MA	AL	E	
A court terme	CCC_345000_4_L_MA_ST_E	CCC	345000	4	L	MA	ST	E	
A long terme	CCC_345000_4_L_MA_LT_E	CCC	345000	4	L	MA	LT	E	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	CCC_345000_4_L_DT_AL_E	CCC	345000	4	L	DT	AL	E	
A court terme	CCC_345000_4_L_DT_ST_E	CCC	345000	4	L	DT	ST	E	
A long terme	CCC_345000_4_L_DT_LT_E	CCC	345000	4	L	DT	LT	E	
Administrations publiques	CCC_345000_4_L_GG_AL_E	CCC	345000	4	L	GG	AL	E	
A court terme	CCC_345000_4_L_GG_ST_E	CCC	345000	4	L	GG	ST	E	
A long terme	CCC_345000_4_L_GG_LT_E	CCC	345000	4	L	GG	LT	E	
Autres secteurs	CCC_345000_4_L_OS_AL_E	CCC	345000	4	L	OS	AL	E	
A court terme	CCC_345000_4_L_OS_ST_E	CCC	345000	4	L	OS	ST	E	
A long terme	CCC_345000_4_L_OS_LT_E	CCC	345000	4	L	OS	LT	E	
Autres sociétés financières	CCC_345000_4_L_FC_AL_E	CCC	345000	4	L	FC	AL	E	
A court terme	CCC_345000_4_L_FC_ST_E	CCC	345000	4	L	FC	ST	E	
A long terme	CCC_345000_4_L_FC_LT_E	CCC	345000	4	L	FC	LT	E	
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_345000_4_L_NC_AL_E	CCC	345000	4	L	NC	AL	E	
A court terme	CCC_345000_4_L_NC_ST_E	CCC	345000	4	L	NC	ST	E	
A long terme	CCC_345000_4_L_NC_LT_E	CCC	345000	4	L	NC	LT	E	
Autres comptes à recevoir/à payer	CCC_346000_4_N_AL_AL_E	CCC	346000	4	N	AL	AL	E	
Acquisition nette d'actifs financiers ¹	CCC_346000_4_A_AL_AL_E	CCC	346000	4	A	AL	AL	E	
Banque centrale	CCC_346000_4_A_CB_AL_E	CCC	346000	4	A	CB	AL	E	
A court terme	CCC_346000_4_A_CB_ST_E	CCC	346000	4	A	CB	ST	E	
A long terme	CCC_346000_4_A_CB_LT_E	CCC	346000	4	A	CB	LT	E	
Autorités monétaires (le cas échéant)	CCC_346000_4_A_MA_AL_E	CCC	346000	4	A	MA	AL	E	
A court terme	CCC_346000_4_A_MA_ST_E	CCC	346000	4	A	MA	ST	E	
A long terme	CCC_346000_4_A_MA_LT_E	CCC	346000	4	A	MA	LT	E	
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	CCC_346000_4_A_DT_AL_E	CCC	346000	4	A	DT	AL	E	
A court terme	CCC_346000_4_A_DT_ST_E	CCC	346000	4	A	DT	ST	E	
A long terme	CCC_346000_4_A_DT_LT_E	CCC	346000	4	A	DT	LT	E	
Administrations publiques	CCC_346000_4_A_GG_AL_E	CCC	346000	4	A	GG	AL	E	

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
A court terme	CCC_346000_4_A_GG_ST_E	CCC	346000	4	A	GG	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_A_GG_LT_E	CCC	346000	4	A	GG	LT	E
Autres secteurs	CCC_346000_4_A_OS_AL_E	CCC	346000	4	A	OS	AL	E
A court terme	CCC_346000_4_A_OS_ST_E	CCC	346000	4	A	OS	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_A_OS_LT_E	CCC	346000	4	A	OS	LT	E
Autres sociétés financières	CCC_346000_4_A_FC_AL_E	CCC	346000	4	A	FC	AL	E
A court terme	CCC_346000_4_A_FC_ST_E	CCC	346000	4	A	FC	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_A_FC_LT_E	CCC	346000	4	A	FC	LT	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_346000_4_A_NC_AL_E	CCC	346000	4	A	NC	AL	E
A court terme	CCC_346000_4_A_NC_ST_E	CCC	346000	4	A	NC	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_A_NC_LT_E	CCC	346000	4	A	NC	LT	E
Accroissement net des passifs¹	CCC_346000_4_L_AL_AL_E	CCC	346000	4	L	AL	AL	E
Banque centrale	CCC_346000_4_L_CB_AL_E	CCC	346000	4	L	CB	AL	E
A court terme	CCC_346000_4_L_CB_ST_E	CCC	346000	4	L	CB	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_L_CB_LT_E	CCC	346000	4	L	CB	LT	E
Autorités monétaires (le cas échéant)	CCC_346000_4_L_MA_AL_E	CCC	346000	4	L	MA	AL	E
A court terme	CCC_346000_4_L_MA_ST_E	CCC	346000	4	L	MA	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_L_MA_LT_E	CCC	346000	4	L	MA	LT	E
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	CCC_346000_4_L_DT_AL_E	CCC	346000	4	L	DT	AL	E
A court terme	CCC_346000_4_L_DT_ST_E	CCC	346000	4	L	DT	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_L_DT_LT_E	CCC	346000	4	L	DT	LT	E
Administrations publiques	CCC_346000_4_L_GG_AL_E	CCC	346000	4	L	GG	AL	E
A court terme	CCC_346000_4_L_GG_ST_E	CCC	346000	4	L	GG	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_L_GG_LT_E	CCC	346000	4	L	GG	LT	E
Autres secteurs	CCC_346000_4_L_OS_AL_E	CCC	346000	4	L	OS	AL	E
A court terme	CCC_346000_4_L_OS_ST_E	CCC	346000	4	L	OS	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_L_OS_LT_E	CCC	346000	4	L	OS	LT	E
Autres sociétés financières	CCC_346000_4_L_FC_AL_E	CCC	346000	4	L	FC	AL	E
A court terme	CCC_346000_4_L_FC_ST_E	CCC	346000	4	L	FC	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_L_FC_LT_E	CCC	346000	4	L	FC	LT	E
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	CCC_346000_4_L_NC_AL_E	CCC	346000	4	L	NC	AL	E
A court terme	CCC_346000_4_L_NC_ST_E	CCC	346000	4	L	NC	ST	E
A long terme	CCC_346000_4_L_NC_LT_E	CCC	346000	4	L	NC	LT	E
Droits de Tirage spéciaux (Accroissement net des passifs¹)	CCC_347000_4_L_AL_AL_E	CCC	347000	4	L	AL	AL	E
Avoirs de réserve (FR)	CCC_350000_4_A_AL_AL_E	CCC	350000	4	A	AL	AL	E
Or monétaire (F11)	CCC_351000_4_A_AL_AL_E	CCC	351000	4	A	AL	AL	E
Or physique	CCC_351100_4_A_AL_AL_E	CCC	351100	4	A	AL	AL	E
Compte en or non alloué	CCC_351200_4_A_AL_AL_E	CCC	351200	4	A	AL	AL	E
Droits de tirage spéciaux (F12)	CCC_352000_4_A_AL_AL_E	CCC	352000	4	A	AL	AL	E
Position de réserve au FMI	CCC_353000_4_A_AL_AL_E	CCC	353000	4	A	AL	AL	E
Autres Avoirs de réserve	CCC_354000_4_A_AL_AL_E	CCC	354000	4	A	AL	AL	E
Numéraire et dépôts	CCC_354100_4_A_AL_AL_E	CCC	354100	4	A	AL	AL	E
Créances sur les autorités monétaires	CCC_354110_4_A_AL_AL_E	CCC	354110	4	A	AL	AL	E

Annexe 7 : Codification SDMX

Codification SDMX								
BPM6 Concept Libellé du poste	Codes SDMX	Code Pays	Ligne BDP	Catégorie de données	Type de données	Résidence	Maturité	Monnaie
Créances sur d'autres entités	CCC_354120_4_A_AL_AL_E	CCC	354120	4	A	AL	AL	E
Titres	CCC_354200_4_A_AL_AL_E	CCC	354200	4	A	AL	AL	E
Titres de créance (F3R)	CCC_354210_4_A_AL_AL_E	CCC	354210	4	A	AL	AL	E
A court terme (F31R)	CCC_354210_4_A_AL_ST_E	CCC	354210	4	A	AL	ST	E
A long terme (F32R)	CCC_354210_4_A_AL_LT_E	CCC	354210	4	A	AL	LT	E
Actions et parts de fonds placement (F5R)	CCC_354220_4_A_AL_AL_E	CCC	354220	4	A	AL	AL	E
Dérivés financiers (F7R)	CCC_354300_4_A_AL_AL_E	CCC	354300	4	A	AL	AL	E
Autres créances	CCC_354400_4_A_AL_AL_E	CCC	354400	4	A	AL	AL	E
Erreurs et omissions nettes	CCC_400000_5_N_AL_AL_E	CCC	400000	5	N	AL	AL	E

ANNEXE 8: QUESTIONNAIRES STANDARDS

Q01 – SOCIETES D'EXTRACTION PETROLIERE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Exportations (or non compris).....			
1 1 1 0 0 z	1_C_NC_N_EDont réexportations			
1 1 2 2 0 0	1_C_NC_N_E	Biens vendus dans le cadre du négoce international....			
1 2 1 2 0 0	1_C_NC_N_E	Biens destinés à la transformation à l'étranger - Expédition pour transformation			
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 5 0 0 0	2_C_NC_N_E	Transferts courants divers reçus			
2 1 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Cession d'actifs non financiers non produits			
1 4 9 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue			
_ _ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q01 – SOCIETES D'EXTRACTION PETROLIERE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Importations C.A.F. (Or non compris)....			
1 2 3 4 2 0 0	1_D_NC_N_E	Dont fret			
1 2 6 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Assurance.....			
1 1 2 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Biens achetés dans le cadre du négoce international....			
1 2 1 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Biens destinés à la transformation à l'étranger - Réimportation après transformation			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Service de recherche-développement.....			
1 2 A 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
1 4 5 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Transferts courants divers			
2 1 0 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
_ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q01 – SOCIETES D'EXTRACTION PETROLIERE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q01 – SOCIETES D'EXTRACTION PETROLIERE

(En millions d'unités monétaires)		II. OPERATIONS FINANCIERES											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE										
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL				
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période		
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct											
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)											
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs											
3 1 2 1 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct											
3 1 2 2 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)											
3 1 2 3 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs											
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)											
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus											
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus											
3 3 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)											
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme											
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme											
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés											
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés											
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme											
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme											
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme											
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme											

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q01 – SOCIETES D'EXTRACTION PETROLIERE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q02 – SOCIETES D'EXTRACTION MINIERE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Exportations (or non compris).....			
1 1 1 0 0 z	1_C_NC_N_EDont réexportations			
1 1 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Or non monétaire			
1 2 1 2 0 0	1_C_NC_N_E	Biens destinés à transformation à l'étranger – Expédition pour transformation			
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 5 0 0 0	2_C_NC_N_E	Transferts courants divers reçus			
2 1 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Cession d'actifs non financiers non produits			
1 4 9 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue			
_ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q02 – SOCIETES D'EXTRACTION MINIERE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Importations C.A.F. (Or non compris).....			
1 2 3 2 1 z	1_D_NC_N_E	Dont fret			
1 2 6 1 0 0	1_D_NC_N_E	Assurance.....			
1 1 2 1 0 0	1_D_NC_N_E	Biens achetés dans le cadre du négoce international....			
1 2 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Biens transformés à l'étranger - Réimportation après transformation			
1 2 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 4 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 2 0 0	1_D_NC_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 7 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
1 2 9 1 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information			
1 2 A 1 0 0	1_D_NC_N_E	Service de recherche-développement.....			
1 2 A 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services			
1 3 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
3 1 1 1 1 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
1 4 5 0 0 0	2_D_NC_N_E	Transferts courants divers			
2 1 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
_ _ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q02 – SOCIETES D'EXTRACTION MINIERE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
-					
9 0 0 0 0 1 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
-					
9 0 0 0 0 3 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
-					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous- révue					
9 0 0 0 0 7 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
-					
9 0 0 0 0 10 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q02 – SOCIETES D'EXTRACTION MINIERE

(En millions d'unités monétaires)			II. OPERATIONS FINANCIERES								
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 0 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q02 – SOCIETES D'EXTRACTION MINIERE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q03 – ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités de compte)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Exportations (or non compris).....			
1 1 1 0 0 z	1_C_NC_N_EDont réexportations			
1 1 2 2 0 0	1_C_NC_N_E	Biens vendus dans le cadre du négoce international....			
1 2 1 2 0 0	1_C_NC_N_E	Biens destinés à transformation à l'étranger - Expédition pour transformation			
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 5 0 0 0	2_C_NC_N_E	Transferts courants divers reçus			
2 1 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Cession d'actifs non financiers non produits			
1 4 9 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue			
_ _ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q03 – ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités de compte)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Importations C.A.F. (Or non compris).....			
1 2 3 4 2 0 0	1_D_NC_N_E	Dont fret			
1 2 6 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Assurance.....			
1 1 2 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Biens achetés dans le cadre du négoce international....			
1 2 1 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Biens destinés à transformation à l'étranger - Réimportation après transformation			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Service de recherche-développement.....			
1 2 A 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_NC_N_E	dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
1 4 5 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Transferts courants divers			
2 1 0 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
1 1 1 1 1	D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q03 – ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités de compte)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
-					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
-					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
-					
-		Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%			
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
-		Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue			
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
-					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q03 – ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités de compte)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
<u>3 1 1 1 1 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
<u>3 1 1 1 2 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
<u>3 1 1 1 3 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
<u>3 1 2 1 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
<u>3 1 2 2 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
<u>3 1 2 3 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
<u>3 2 1 0 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
<u>3 3 1 0 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
<u>3 4 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
<u>3 4 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
<u>3 4 5 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
<u>3 4 5 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q03 – ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités de compte)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q04 – BANQUES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités de compte)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 7 0 0 0 0	1_C_DT_N_E	Services financiers			
1 2 A 2 0 0 0	1_C_DT_N_E	Services de consultance et de conseil			
3 1 1 1 1 0 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçues des filiales			
3 1 1 1 3 0 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_DT_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_C_DT_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0	3I_C_DT_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0	3I_C_DT_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçus sur titres de participation détenus hors FCP (<10%)			
3 2 1 2 0 0 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçus sur titres de participation détenus sur FCP (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_DT_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_DT_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_C_DT_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0 0	2_C_DT_N_E	Indemnités nettes d'assurance dommage reçues			
_ _ _ _ _ _ _	_C_DT_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q04 – BANQUES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités de compte)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 4 3 0	1_D_DT_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_DT_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 2 0 0	1_D_DT_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 6 1 0 0	1_D_DT_N_E	Assurances directes (autres que sur les marchandises)			
1 2 6 3 0 0	1_D_DT_N_E	Services d'assurance auxiliaires.....			
1 2 6 4 0 0	1_D_DT_N_E	Service de pension et de garanties standardisées.....			
1 2 7 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services financiers.....			
1 2 9 1 0 0	1_D_DT_N_E	Services de télécommunication ...			
1 2 9 2 0 0	1_D_DT_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_DT_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 1 0 0	1_D_DT_N_E	Service de recherche-développement			
1 2 A 2 0 0	1_D_DT_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 2 A 3 0 0	1_D_DT_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services			
1 3 1 0 0 0	1_D_DT_N_E	Rémunération des salariés			
3 1 1 1 1 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versées aux filiales			
3 1 1 1 3 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_D_DT_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_D_DT_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0	3I_D_DT_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0	3I_D_DT_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versés sur titres de participations (<10%)			
3 2 1 2 0 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes versés sur titres de participation détenus sur FCP (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_D_DT_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_D_DT_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_D_DT_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0	2_D_DT_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
1 4 5 0 0 0	2_D_DT_N_E	Transferts courants divers			
2 1 0 0 0 0	2_D_DT_N_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
_ _ _ _ _ _	_D_DT_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q04 – BANQUES

(En millions d'unités de compte)		I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL			
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
		I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES			
		REGLEMENTS FINANCIERS			
9 0 0 0 0 1	1_N_DT_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_DT_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
		SITUATION SALARIES			
9 0 0 0 0 3	1_N_DT_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_DT_N_E	Salaires Versés			
		TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE			
		Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%			
9 0 0 0 0 5	1_N_DT_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_DT_N_E	Pertes			
		Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue			
9 0 0 0 0 7	1_N_DT_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_DT_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_DT_N_E	Pertes			
		FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE			
		Vos résultats de la période sous revue			
9 0 0 0 0 10	1_N_DT_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_DT_N_E	Pertes			
		Affectation des résultats de la période sous revue			
9 0 0 0 0 12	1_N_DT_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_DT_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_DT_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_DT_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q04 – BANQUES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités de compte)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
<u>3 1 1 1 1 0 </u>	8_A_DT_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct									
<u>3 1 1 1 2 0 </u>	8_A_DT_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
<u>3 1 1 1 3 0 </u>	8_A_DT_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
<u>3 2 1 0 0 0 </u>	8_A_DT_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_A_DT_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_A_DT_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
<u>3 3 0 0 0 0 </u>	8_A_DT_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q04 – BANQUES

Q04 – BANQUES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités de compte)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
<u>3 1 1 1 1 0 </u>	8_L_DT_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
<u>3 1 1 1 2 0 </u>	8_L_DT_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
<u>3 1 1 1 3 0 </u>	8_L_DT_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
<u>3 2 1 0 0 0 </u>	8_L_DT_AL_E	Titres de particip détenus par des non résidents (<10%)									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_L_DT_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_L_DT_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
<u>3 3 0 0 0 0 </u>	8_L_DT_AL_E	Dérivés financiers									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q05 – INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 7 0 0 0	1_C_DT_N_E	Services financiers			
3 1 1 1 1 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_DT_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_DT_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_DT_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_DT_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçus sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_DT_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_DT_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_DT_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0	2_C_DT_N_E	Indemnités nettes d'assurance dommage reçues			
	_C_DT_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q05 – INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 4 3 0	1_D_DT_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_DT_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 2 0 0	1_D_DT_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 6 1 0 0	1_D_DT_N_E	Assurances directes (autres que sur les marchandises)			
1 2 7 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services financiers.....			
1 2 9 1 0 0	1_D_DT_N_E	Services de télécommunication ...			
1 2 9 2 0 0	1_D_DT_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_DT_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 1 0 0	1_D_DT_N_E	Service de recherche-développement			
1 2 A 2 0 0	1_D_DT_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 2 A 3 0 0	1_D_DT_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services			
1 3 1 0 0 0	1_D_DT_N_E	Rémunération des salariés			
3 1 1 1 1 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versés aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versés aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_D_DT_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_D_DT_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0	3I_D_DT_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0	3I_D_DT_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versés sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_D_DT_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_D_DT_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_D_DT_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0	2_D_DT_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
1 4 5 0 0 0	2_D_DT_N_E	Transferts courants divers			
2 1 0 0 0 0	2_D_DT_N_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
1 1 1 1 1	_D_DT_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q05 – INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
L3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
-					
9 0 0 0 0 1	1_N_DT_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_DT_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALAIRES					
-					
9 0 0 0 0 3	1_N_DT_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_DT_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
-					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
-					
9 0 0 0 0 5	1_N_DT_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_DT_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
-					
9 0 0 0 0 7	1_N_DT_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_DT_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_DT_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
-					
Vos résultats de la période sous revue					
-					
9 0 0 0 0 10	1_N_DT_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_DT_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
-					
9 0 0 0 0 12	1_N_DT_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_DT_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_DT_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_DT_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q05 – INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
<u>3111111101</u>	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct									
<u>3111111201</u>	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
<u>3111111301</u>	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
<u>31211010101</u>	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
<u>312121010101</u>	8_A_FC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
<u>312121010101</u>	8_A_FC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
<u>313111010101</u>	8_A_FC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
<u>314121010101</u>	8_A_FC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
<u>314121010101</u>	8_A_FC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
<u>314131010101</u>	8_A_FC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
<u>314131010101</u>	8_A_FC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
<u>314151010101</u>	8_A_FC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
<u>314151010101</u>	8_A_FC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
<u>314161010101</u>	8_A_FC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
<u>314161010101</u>	8_A_FC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q05 – INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
<u>3 1 1 1 1 0 </u>	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
<u>3 1 1 1 2 0 </u>	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
<u>3 1 1 1 3 0 </u>	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
<u>3 2 1 0 0 0 </u>	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_L_FC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_L_FC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
<u>3 3 1 0 0 0 </u>	8_L_FC_AL_E	Dérivés financiers									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_L_FC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_L_FC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
<u>3 4 5 0 0 0 </u>	8_L_FC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçus - Court Terme									
<u>3 4 5 0 0 0 </u>	8_L_FC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçus Long Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_L_FC_ST_E	Autres comptes à payer- Court Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_L_FC_LT_E	Autres comptes à payer- Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q06 – CAISSES D'EPARGNE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités de compte)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 7 0 0 0	1_C_DT_N_E	Services financiers			
3 1 1 1 1 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçues des filiales			
3 1 1 1 3 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_DT_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_DT_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_DT_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_DT_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_DT_N_E	Dividendes reçus sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_DT_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_DT_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_DT_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0	2_C_DT_N_E	Indemnités nettes d'assurance dommage reçues			
	_C_DT_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q06 – CAISSES D'EPARGNE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités de compte)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 4 3 0 0	1_D_DT_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_DT_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 2 0 0 0	1_D_DT_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 6 1 0 0 0	1_D_DT_N_E	Assurances directes (autres que sur les marchandises)			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services financiers.....			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services de télécommunication ...			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 1 0 0 0	1_D_DT_N_E	Service de recherche-développement			
1 2 A 2 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_DT_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_DT_N_E	Rémunération des salariés			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versés aux filiales			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versés aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_DT_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_DT_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_DT_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_DT_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_DT_N_E	Dividendes versés sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_DT_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_DT_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_DT_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0 0	2_D_DT_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
1 4 5 0 0 0 0	2_D_DT_N_E	Transferts courants divers			
2 1 0 0 0 0 0	2_D_DT_N_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
_ _ _ _ _ _ _	_D_DT_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q06 - CAISSES D'EPARGNE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités de compte)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_DT_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_DT_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_DT_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_DT_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_DT_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_DT_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue					
9 0 0 0 0 7	1_N_DT_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_DT_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_DT_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_DT_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_DT_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_DT_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_DT_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_DT_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_DT_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q06 - CAISSES D'EPARGNE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités de compte)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q06 - CAISSES D'EPARGNE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités de compte)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçus - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçus LT									
3 4 6 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q07 – AUTRES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 7 0 0 0 0	1_C_FC_N_E	Services financiers			
1 2 A 3 0 0 0	1_C_FC_N_E	Commissions reçues (Travaux et Commissions)			
1 3 2 3 0 0 0	1_C_FC_N_E	Loyers perçus			
3 1 1 1 1 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_FC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_FC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_FC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_C_FC_ST_E	Autres intérêts reçus			
_ _ _ _ _ _ _	_C_FC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q07 – AUTRES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services postaux et de messagerie.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_FC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur.....			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services financiers			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services d'information.....			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_FC_N_E	Salaires du personnel des agences à l'étranger			
1 2 8 0 0 0 0	1_D_FC_N_E	Commissions versées pour usage de propriété intellectuelle n.c.a. (Redevance - Brevet - autres droits.)			
1 4 3 0 0 0 0	1_D_FC_N_E	Cotisations sociales versées aux non-résidents			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_FC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versés sur titres de participations (<10%)			
_ _ _ _ _ _	_D_FC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q07 – AUTRES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
L3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
-					
9 0 0 0 0 1	1_N_FC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_FC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
-					
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_FC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_FC_N_E	Salaires Versés			
-					
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
-					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_FC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_FC_N_E	Pertes			
-					
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_FC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_FC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_FC_N_E	Pertes			
-					
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
-					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_FC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_FC_N_E	Pertes			
-					
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_FC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_FC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_FC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_FC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q07 – AUTRES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenues sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 1 1 0	8_A_FC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 1 1 0	8_A_FC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q07 – AUTRES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 3 1 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 5 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçus - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçus Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q08 – TRESOR PUBLIC

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
<u>1 2 C 0 0 0 0 </u>	1_C_GG_N_E	Ventes de terrains aux ambassades étrangères			
<u>3 2 0 0 0 0 0 </u>	3I_C_GG_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme détenus			
<u>3 2 0 0 0 0 0 </u>	3I_C_GG_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme détenus			
<u>3 4 0 0 0 0 0 </u>	3I_C_GG_AL_E	Autres intérêts reçus			
<u>1 3 2 3 0 0 0 </u>	1_C_GG_N_E	Loyers reçus			
<u>1 4 1 0 0 0 0 </u>	2_C_GG_AL_E	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. versés par des non-résidents			
<u>1 4 4 0 0 0 0 1 </u>	2_C_GG_AL_E	Coopération internationale : aides budgétaires reçues			
<u>1 4 4 0 0 0 0 2 </u>	2_C_GG_AL_E	Coopération internationale : Reversements communautaires de solidarité			
<u>1 4 4 0 0 0 0 3 </u>	2_C_GG_AL_E	Coopération internationale : Autres transferts courants reçus des administrations publiques (en espèces)			
<u>1 4 4 0 0 0 0 4 </u>	2_C_GG_AL_E	Coopération internationale : Autres transferts courants reçus des administrations publiques (en nature)			
<u>1 4 5 0 0 0 0 </u>	2_C_GG_AL_E	Transferts courants divers reçus : amendes, pénalités, etc.			
<u>2 1 0 0 0 0 0 </u>	2_C_GG_AL_E	Cession d'actifs non financiers non produits			
<u>2 2 2 0 0 0 0 1 </u>	2_C_GG_AL_E	Autres transferts de capital_En espèce pour le financement des investissements			
<u>2 2 2 0 0 0 0 2 </u>	2_C_GG_AL_E	Autres transferts de capital_En nature sous forme d'équipements			
<u>_ _ _ _ _ _ _ </u>	_C_GG_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q08 – TRESOR PUBLIC

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_GG_N_E	Services d'entretien et de réparation fournis par des non résidents			
1 2 3 4 3 0	1_D_GG_N_E	Services de poste et de messagerie reçus des non-résidents			
1 2 4 1 2 0	1_D_GG_N_E	Frais de mission et de formation à l'étranger.			
1 2 4 2 1 0	1_D_GG_N_E	Frais d'hospitalisation à l'étranger			
1 2 4 2 2 0	1_D_GG_N_E	Allocation scolaires payées à l'étranger			
1 2 9 1 0 0	1_D_GG_N_E	Services de télécommunication reçus des non-résidents			
1 2 9 2 0 0	1_D_GG_N_E	Services d'informatique reçus des non-résidents			
1 2 9 3 0 0	1_D_GG_N_E	Services d'information reçus des non-résidents			
1 2 C 0 0 0	1_D_GG_N_E	Achats de terrains aux l'étranger			
3 2 0 0 0 0	3I_D_GG_ST_E	Intérêts versés sur les bons du trésors émis			
3 2 0 0 0 0	3I_D_GG_LT_E	Intérêts versés sur les obligations et autres titres de créance à long terme émis			
1 3 2 3 0 0	1_D_GG_N_E	Loyers versés à l'étranger			
1 4 3 0 0 0	2_D_GG_AL_E	Prestations sociales versées aux non-résidents			
1 4 4 0 0 0 1	2_D_GG_AL_E	Coopération internationale : Versements des prélèvements communautaires de solidarité à l'étranger			
1 4 4 0 0 0 2	2_D_GG_AL_E	Coopération internationale : contribution au fonctionnement des Organismes internationales			
1 4 4 0 0 0 3	2_D_GG_AL_E	Coopération internationale : Autres transferts courants versés des administrations publiques (en espèces)			
1 4 4 0 0 0 4	2_C_GG_AL_E	Coopération internationale : Autres transferts courants versés des administrations publiques (en nature)			
1 4 5 0 0 0	2_D_GG_AL_E	Transferts courants divers versés : aux ISBLM et aux ménages non-résidents			
2 1 0 0 0 0	2_D_GG_AL_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
2 2 2 0 0 0	2_D_GG_AL_E	Autres transferts de capital			
_ _ _ _ _	_D_GG_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q08 - TRESOR PUBLIC

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 2 2 0 0 0	8_A_GG_ST_E	Titres de créance étrangers à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_GG_LT_E	Titres de créance étrangers à long terme détenus									
II.2 ENGAGEMENTS											
3 2 2 0 0 0	8_L_GG_ST_E	Bons du Trésor et autres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_GG_LT_E	Obligations et autres titres de créance à long terme émis									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q09 – DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
<u>Tirage effectués</u>					
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Banque Centrale – Utilisation des crédits du FMI			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Banque Centrale – Autres prêts à Court Terme			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Banque Centrale – Autres prêts à Long Terme			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Administration publique – Court terme			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Administration publique – Long terme			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Autres secteurs – Court Terme			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Autres secteurs – Long Terme			
-		<i>Remise de dettes : paiements exigibles durant la période en cours</i>			
2 2 1 0 0 1	2_C_GG_N_E	Intérêts - administration publique			
2 2 1 0 0 1	2_C_NC_N_E	Intérêts – autres secteurs			
2 2 1 0 0 2	2_C_GG_N_E	Amortissement - administration publique			
2 2 1 0 0 2	2_C_NC_N_E	Amortissement – autres secteurs			
-		<i>Remise de dettes : arriérés de paiements</i>			
2 2 1 0 0 3	2_C_GG_N_E	Intérêts - administration publique			
2 2 1 0 0 3	2_C_NC_N_E	Intérêts – autres secteurs			
2 2 1 0 0 4	2_C_GG_N_E	Amortissement - administration publique			
2 2 1 0 0 4	2_C_NC_N_E	Amortissement – autres secteurs			
-		<i>Remise de dettes : paiements non encore exigibles</i>			
2 2 1 0 0 5	2_C_GG_N_E	Amortissement – administration publique			
2 2 1 0 0 5	2_C_NC_N_E	Amortissement – autres secteurs			
3. Rééchelonnements et refinancements de dette					
-		<i>3.1. Paiements exigibles au cours de la période (paiements fictifs déjà enregistrés, ici constatation de nouveaux tirages LT)</i>			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Intérêt - Administration publique			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Intérêt – Autres secteurs			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Principal - Administration publique			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Principal - Autres secteurs			
-		<i>3.2. Arriérés de paiements</i>			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Intérêt - Administration publique			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Intérêt – Autres secteurs			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Principal - Administration publique			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Principal - Autres secteurs			
-		<i>3.3. Paiements non encore exigibles</i>			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Principal - Administration publique			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Principal - Autres secteurs			
Accumulation d'arriérés (règlements effectifs, remise de dettes, rééchelonnement)					
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Intérêt - Administration publique			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Intérêt – Autres secteurs			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Principal - Administration publique			
_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	Principal - Autres secteurs			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q09 – DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
Intérêts dus (Montants qui impactent la balance des paiements)					
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_CB_N_E	Intérêts dus – Banque centrale			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_GG_N_E	Intérêts dus – Administration publique			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts dus -Autres secteurs			
Intérêts effectivement réglés (différence avec intérêts dus à imputer en accumulation d'arriérés = autres flux)					
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Intérêts effectivement versés - Autorité monétaire			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Intérêts effectivement versés - Administration publique.....			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Intérêts effectivement versés - Autres secteurs			
Amortissements dus (hors arriérés) (Montants qui impactent la balance des paiements)					
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Banque Centrale – Utilisation des crédits du FMI			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Banque Centrale – Autres prêts à Court Terme			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Banque Centrale – Autres prêts à Long Terme			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Administration publique – Court terme			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Administration publique – Long terme			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Autres secteurs – Court Terme			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Autres secteurs – Long Terme			
Amortissements effectivement réglés (différence avec amortissements dus à imputer en accumulation d'arriérés = autres flux)					
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Banque Centrale – Utilisation des crédits du FMI			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Banque Centrale – Autres prêts à Court Terme			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Banque Centrale – Autres prêts à Long Terme			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Administration publique – Court terme			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Administration publique – Long terme			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Autres secteurs – Court Terme			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Autres secteurs – Long Terme			
Remboursement d'arriérés (règlements effectifs, remise de dettes, rééchelonnement)					
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Intérêt - Administration publique			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Intérêt – Autres secteurs			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Principal - Administration publique			
_ _ _ _ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _	Principal - Autres secteurs			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q09 – DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
1. Encours dettes à Court Terme hors arriérés											
_ _ _ _ _ _ _ _	8_L_CB_ST_E	Banque Centrale (PM)									
3 4 3 0 0 0 1	8_L_GG_ST_E	Administration publique									
3 4 3 0 0 0 2	8_L_NC_ST_E	Autres secteurs									
2. Encours dettes à Long Terme											
_ _ _ _ _ _ _ _	8_L_CB_LT_E	Banque Centrale – Utilisation des crédits du FMI									
_ _ _ _ _ _ _ _	8_L_CB_LT_E	Banque Centrale – Autres prêts à Long Terme									
3 4 3 0 0 0 2	8_L_GG_LT_E	Administration publique									
3 4 3 0 0 0 1	8_L_NC_LT_E	Autres secteurs									
3. Encours des arriérés en principal											
_ _ _ _ _ _ _ _	8_L_CB_LT_E	Banque Centrale (Pour mémoire)									
_ _ _ _ _ _ _ _	8_L_GG_LT_E	Administration publique									
_ _ _ _ _ _ _ _	8_L_NC_LT_E	Autres secteurs									
4. Encours d'arriérés											
_ _ _ _ _ _ _ _	8_L_GG_ST_E	Intérêt - Administration publique									
_ _ _ _ _ _ _ _	8_L_NC_ST_E	Intérêt – Autres secteurs									
_ _ _ _ _ _ _ _	8_L_GG_ST_E	Principal - Administration publique									
_ _ _ _ _ _ _ _	8_L_NC_ST_E	Principal - Autres secteurs									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q09 – DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

III / FINANCEMENT EXCEPTIONNEL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		III.1 FLUX CREDITEURS			
		Transferts courants et ou en capital			
2 2 1 1 0 0 0	9_C_GG_N_E	Remise de dettes			
2 2 2 0 0 0 0	9_C_GG_N_E	Autres dons intergouvernementaux			
2 2 3 0 0 0 z	9_C_GG_N_E	Dons provenant des comptes de bonifications FMI			
		Investissements directs			
3 1 1 1 0 0 0	9_C_GG_N_E	Prises de participations liées à une réduction de la dette			
3 1 1 2 0 0 0	9_C_GG_N_E	Instruments de dette			
		Investissements de portefeuille - engagements			
3 2 1 0 0 0 0	9_C_GG_N_E	Emprunts contractés par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités (engagements)			
		Autres investissements - engagements			
3 4 1 1 0 0 0	9_C_GG_N_E	Tirage sur nouveaux prêts par les autorités ou d'autres secteurs pour le compte des autorités			
3 4 1 2 0 0 0	9_C_GG_N_E	Rééchelonnement de dettes existantes			
		Accumulation d'arriérés			
3 2 0 0 0 0 0	9_C_GG_N_E	Principal sur la dette à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	9_C_GG_N_E	Principal sur la dette à long terme			
3 2 0 0 0 0 0	9_C_GG_N_E	Intérêts initiaux			
3 2 0 0 0 0 0	9_C_GG_N_E	Intérêts de pénalisation			
D		III.2 FLUX DEBITEURS			
		Remboursement d'arriérés			
3 2 0 0 0 0 0	9_D_GG_N_E	Principal			
3 2 0 0 0 0 0	9_D_GG_N_E	Intérêts			
		Rééchelonnement d'arriérés			
3 2 0 0 0 0 0	9_D_GG_N_E	Principal			
3 2 0 0 0 0 0	9_D_GG_N_E	Intérêts			
		Annulation d'arriérés			
3 2 0 0 0 0 0	9_D_GG_N_E	Principal			
3 2 0 0 0 0 0	9_D_GG_N_E	Intérêts			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q10 – MINISTERE CHARGE DU COMMERCE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
Organisation de foires sur le territoire national					
	----	- Nombre d'entreprises étrangères participant à ces foires			
	----	- Personnel de ces entreprises en déplacement pour ces foires			
	----	- Volume des marchandises importées en vue des foires (en tonnes)			
1 1 1 0 0 0 1	1_D_GG_AL_E	- Valeur des marchandises importées en vue des foires			
1 1 1 0 0 0 1	1_C_GG_AL_E	- Valeur des marchandises réexportées après les foires			
	----	- Volume des marchandises importées et vendues sur place (tonnes)			
	----	- Valeur des marchandises importées et vendues sur place			
	----	- Dépenses des entreprises étrangères			
1 2 A 3 0 0 1	1_C_GG_AL_E	*locations de stands			
1 2 A 3 0 0 2	1_C_GG_AL_E	*autres dépenses			
Participations à des foires et manifestations à l'étranger					
	----	- Nombre d'entreprises résidentes participant à ces foires			
	----	- Personnel de ces entreprises en déplacement pour ces foires			
	----	- Volume des marchandises exportées en vue des foires			
1 1 1 0 0 0 2	1_C_GG_AL_E	- Valeur des marchandises exportées en vue des foires			
1 1 1 0 0 0 2	1_D_GG_AL_E	- Valeur des marchandises réimportées après des foires et			
	----	- Volume des marchandises exportées et vendues sur place (tonnes)			
	----	- Valeur des marchandises exportées et vendues sur place			
	----	- Dépenses des entreprises lors de ces foires, y compris celles prises en charge par l'État			
1 2 3 3 1 z	1_D_GG_AL_E	*transports des marchandises			
1 2 4 1 2 0	1_D_GG_AL_E	*frais d'hôtel et frais de mission octroyés au personnel suivant ces foires			
1 2 A 3 0 0 1	1_D_GG_AL_E	*locations de stands et autres dépenses			
Autres promotions extérieures organisées par le ministère					
1 2 A 3 0 0 2	1_D_GG_AL_E	- Etudes économiques			
1 2 A 3 0 0 3	1_D_GG_AL_E	- Publicités			
1 2 A 3 0 0 4	1_D_GG_AL_E	- Autres			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q11 – MINISTERE CHARGE DU TOURISME

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 4 1 2 0	1_C_NC_N_E	Recettes provenant du tourisme d'affaires (en millions de francs CFA)			
1 2 4 2 3 0	1_C_NC_N_E	Recettes provenant du tourisme de loisirs (en millions de francs CFA)			
1 4 4 0 0 0	2_C_NC_N_E	Aide extérieure reçue dans le cadre de la promotion (en millions de francs CFA)			
_ _ _ _ _ _ _	_C_GG_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Dépenses de promotion à l'étranger (en millions de francs CFA)			
_ _ _ _ _ _ _	_D_GG_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			
I.2 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
_ _ _ _ _ _ _	-----	Nombre total d'établissements hôteliers			
_ _ _ _ _ _ _	-----	Taux d'occupation des établissements			
_ _ _ _ _ _ _	-----	Arrivées de touristes non résidents			
_ _ _ _ _ _ _	-----	Arrivées globales			
_ _ _ _ _ _ _	-----	Nuitées des non-résidents			
_ _ _ _ _ _ _	-----	Nuitées globales			
_ _ _ _ _ _ _	-----	Dépense moyenne par jour (en milliers de francs CFA)			
_ _ _ _ _ _ _	-----	Durée de séjour			
_ _ _ _ _ _ _	-----	Nombre total de passagers à l'embarquement aéroportuaire			
_ _ _ _ _ _ _	-----	Nombre total de passagers non résidents à l'embarquement aéroportuaire			
_ _ _ _ _ _ _	-----	Arrivées de croisiéristes (1)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q12 – LOTERIE NATIONALE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		L1 FLUX CREDITEURS			
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçus sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 5 0 0 1	2_C_NC_N_E	Subventions reçues			
1 4 5 0 0 2	2_C_NC_N_E	Cotisations reçues pour organisation de manifestations			
2 1 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Cession d'actifs non financiers non produits			
_ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q12 – LOTERIE NATIONALE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'étranger			
1 2 5 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Information (redevances aux stés de course)			
1 2 A 2 0 0 1	1_D_NC_N_E	Commissions payées à l'étranger			
1 2 A 2 0 0 2	1_D_NC_N_E	Frais de fabrication de billets de loterie à l'étranger			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de publicité à l'étranger			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versés sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 5 0 0 0 1	2_D_NC_N_E	Transferts courants divers			
1 4 5 0 0 0 2	2_D_NC_N_E	Lots payés à des non-résidents			
2 1 0 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
1 1 1 1 1	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q12 – LOTERIE NATIONALE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
-					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
-					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
-					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q12 – LOTERIE NATIONALE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q12 – LOTERIE NATIONALE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q13 – REPRESENTATIONS DIPLOMATIQUES NATIONALES A L'EXTERIEUR

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
	1_C_GG_N_E	Biens expédiés directement vers les postes diplomatiques			
1 2 C 0 0 0 1	1_C_GG_N_E	Ventes de terrains ou d'immeubles			
1 2 C 0 0 0 2	1_C_GG_N_E	Recettes de chancellerie (passeports, visas, timbres fiscaux, etc.)			
1 2 C 0 0 0 3	1_C_GG_N_E	Ventes de biens meubles et autres recettes à préciser			
	1_C_GG_N_E	Approvisionnements des ambassades			
	_C_GG_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 4 1 2 0	1_D_GG_N_E	Frais de missions des diplomates à l'étranger			
1 2 4 2 1 0	1_D_GG_N_E	Frais médicaux du personnel diplomatique			
1 2 4 2 2 0	1_D_GG_N_E	Bourses et frais de scolarité (ressortissants nationaux en études à l'étranger)			
1 2 C 0 0 0 1	1_D_GG_N_E	Achats locaux de marchandises et de services divers (matériel, fournitures, approvisionnements, loyers, eau, électricité, téléphone, entretien des bureaux, réceptions, parc automobile etc.).....			
1 2 C 0 0 0 2	1_D_GG_N_E	Achats de terrains, achats ou construction d'immeubles			
	1_D_GG_N_E	Salaires du personnel diplomatique et auxiliaire			
1 3 1 0 0 0	1_D_GG_N_E	Salaires du personnel recruté sur place			
1 4 2 0 0 0	2_D_GG_AL_E	Cotisations de sécurité sociale pour le personnel recruté sur place ..			
	_D_GG_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q13 - REPRESENTATIONS DIPLOMATIQUES NATIONALES A L'EXTERIEUR

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
<u>3 4 2 0 0 0 0 </u>	8_A_GG_ST_E	Encaisses en devises dans les pays d'accréditation									
<u>3 4 2 0 0 0 0 </u>	8_A_GG_ST_E	Dépôts à Court Terme détenus dans les pays d'accréditation									
<u>3 4 2 0 0 0 0 </u>	8_A_GG_LT_E	Dépôts à Long Terme détenus dans les pays d'accréditation									
<u>3 4 6 0 0 0 0 </u>	8_A_GG_ST_E	Autres créances à court terme									
<u>3 4 6 0 0 0 0 </u>	8_A_GG_LT_E	Autres créances à Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q14 – REPRESENTATIONS DIPLOMATIQUES ETRANGERES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I / PROGRAMME D'AIDE					
1 - Assistance technique (1)					
1 4 4 0 0 0 1	2_C_GG_N_E	Salaires versés localement aux assistants techniques			
1 4 4 0 0 0 2	2_C_GG_N_E	Salaires versés à l'étranger aux assistants techniques.....			
1 4 4 0 0 0 3	2_C_GG_N_E	Charges sociales			
1 4 4 0 0 0 4	2_C_GG_N_E	Frais de transport des assistants techniques, payés localement.			
1 4 4 0 0 0 5	2_C_GG_N_E	Frais de transport des assistants techniques, payés à l'étranger...			
1 4 4 0 0 0 6	2_C_GG_N_E	Autres dépenses (frais administratifs)			
2 - Bourses accordées					
1 4 5 0 0 0 1	2_C_NC_N_E	À des nationaux effectuant leurs études sur place			
1 4 5 0 0 0 2	2_C_NC_N_E	À des nationaux effectuant leurs études à l'étranger (y compris participants à des séminaires)			
1 2 4 2 2 0	2_C_NC_N_E	À un non-nationaux effectuant leurs études sur place			
3 - Dons en espèces					
2 2 2 0 0 0 1	2_C_GG_N_E	Dons en espèces destinés au financement d'investissements			
1 4 4 0 0 0 7	2_C_GG_N_E	Autres dons en espèces			
4 - Dons en nature					
2 2 2 0 0 0 2	2_C_GG_N_E	Dons sous forme de biens d'équipement			
1 4 4 0 0 0 8	2_C_GG_N_E	Autres dons en nature (aide alimentaire, médicaments, fournitures, petits équipements etc....)....			
5 - Autres					
1 4 4 0 0 0 9	2_C_GG_N_E	Organisation sur place de séminaires et conférences.....			
II / DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT					
2	--- -- -- --	Traitements et salaires versés au personnel diplomatique et auxiliaire			
1 3 1 0 0 0 1	1_C_NC_N_E	Traitements et salaires versés au personnel recruté sur place			
1 3 1 0 0 0 2	1_C_NC_N_E	Cofisation de l'employeur à la sécurité sociale pour le personnel recruté sur place			
	1_D_NC_N_E	Importations directes de biens			
1 2 C 0 0 0 1	1_C_NC_N_E	Achats locaux de marchandises et de services divers (matériel, fournitures, approvisionnement, loyer, eau, électricité, téléphone, entretien des bureaux, parc automobile, réceptions etc.)			
1 2 C 0 0 0 2	1_C_NC_N_E	Achats de terrains, achats ou construction d'immeubles			
III / RECETTES					
1 2 C 0 0 0 1	1_D_NC_N_E	Ventes de terrains ou d'immeubles.....			
1 2 C 0 0 0 2	1_D_NC_N_E	Recettes de chancellerie (passeports, visas, timbres fiscaux, etc.)....			
1 2 C 0 0 0 3	1_D_NC_N_E	Autres recettes (passeports, visas etc.).....			

Q14 - REPRESENTATIONS DIPLOMATIQUES ETRANGERES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II. ENGAGEMENTS											
3 4 2 0 0 0	8_L_BC_ST_E	Encaisse en monnaie locale									
3 4 2 0 0 0	8_L_DT_ST_E	Dépôts à court terme dans les banques locales...									
3 4 2 0 0 0	8_L_DT_LT_E	Dépôts à long terme dans les banques locales									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q15 – ORGANISMES INTERNATIONAUX

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I / PROGRAMME D'AIDE					
		1 - Assistance technique (1)			
1 4 4 0 0 0 1	2_C_GG_N_E	Salaires versés localement aux assistants techniques			
1 4 4 0 0 0 2	2_C_GG_N_E	Salaires versés à l'étranger aux assistants techniques....			
1 4 4 0 0 0 3	2_C_GG_N_E	Charges sociales			
1 4 4 0 0 0 4	2_C_GG_N_E	Frais de transport des assistants techniques, payés localement			
1 4 4 0 0 0 5	2_C_GG_N_E	Frais de transport des assistants techniques, payés à l'étranger..			
1 4 4 0 0 0 6	2_C_GG_N_E	Autres dépenses (frais administratifs)			
		2 - Bourses accordées			
1 4 5 0 0 0 1	2_C_NC_N_E	À des nationaux effectuant leurs études sur place ...			
1 4 5 0 0 0 2	2_C_NC_N_E	À des nationaux effectuant leurs études à l'étranger (y compris participants à des séminaires)			
1 2 4 2 2 0	2_C_NC_N_E	À des non-nationaux effectuant leurs études sur place			
		3 - Dons en espèces			
2 2 2 0 0 0 1	2_C_GG_N_E	Dons en espèces destinés au financement d'investissements..			
1 4 4 0 0 0 7	2_C_GG_N_E	Autres dons en espèces			
		4 - Dons en nature			
2 2 2 0 0 0 2	2_C_GG_N_E	Dons sous forme de biens d'équipement			
1 4 4 0 0 0 8	2_C_GG_N_E	Autres dons en nature (aide alimentaire, médicaments, fournitures, petits équipements etc.)			
		5 - Autres			
1 4 4 0 0 0 9	2_C_GG_N_E	Organisation sur place de séminaires et conférences ...			
II / DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT					
	--- --- --- ---	Traitements et salaires versés au personnel diplomatique et auxiliaire			
1 3 1 0 0 0 1	1_C_NC_N_E	Traitements et salaires versés au personnel recruté sur place..			
1 3 1 0 0 0 2	1_C_NC_N_E	Cotisation de l'employeur à la sécurité sociale pour le personnel recruté sur place			
1 1 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Importations directes de biens			
1 2 C 0 0 0 1	1_C_NC_N_E	Achats locaux de marchandises et de services divers (matériel, fournitures, approvisionnement, loyer, eau, électricité, téléphone, entretien des bureaux, parc automobile, réceptions etc.)			
1 2 C 0 0 0 2	1_C_NC_N_E	Achats de terrains, achats ou construction d'immeubles			
III / RECETTES					
1 2 C 0 0 0 1	1_D_NC_N_E	Ventes de terrains ou d'immeubles			
1 2 C 0 0 0 2	1_D_NC_N_E	Recettes de chancellerie (passeports, visas, timbres fiscaux, etc.) .			
1 2 C 0 0 0 3	1_D_NC_N_E	Autres recettes (passeports, visas etc.) .			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q15 - ORGANISMES INTERNATIONAUX

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 4 2 0 0 0	8_L_BC_ST_E	Encaisse en monnaie locale.....									
3 4 2 0 0 0	8_L_DT_ST_E	Dépôts à court terme dans les banques locales .									
3 4 2 0 0 0	8_L_DT_LT_E	Dépôts à long terme dans les banques locales .									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q16 – CAISSE DE SECURITE SOCIALE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C			I.1 FLUX CREDITEURS		
1 4 3 0 0 0 0	1_C_FC_N_E	Cotisations de pension reçues de l'étranger			
1 2 6 4 0 0 0	1_C_FC_N_E	Service de pension et de garanties standardisées fournis			
3 1 1 1 1 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_FC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_FC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_FC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 3 0 0 0 1	2_C_FC_N_E	Pensions reçues de l'étranger ...			
1 4 3 0 0 0 2	2_C_FC_N_E	Rentes liées aux accidents du travail et maladies professionnelles versées à l'étranger ...			
1 4 3 0 0 0 3	2_C_FC_N_E	Allocations familiales reçues de l'étranger ...			
1 4 4 0 0 0 0	2_C_FC_N_E	Cotisations pour compte Association Internationale de Sécurité Sociale ...			
	_C_FC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q16 – CAISSE DE SECURITE SOCIALE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services postaux et de messagerie.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_FC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 6 4 0 0 0	1_D_FC_N_E	Service de pension et de garanties standardisées.....			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services d'information.....			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_FC_N_E	Salaires du personnel des agences à l'étranger			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_FC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_FC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_FC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 3 0 0 0 1	2_D_FC_N_E	Pensions versées à l'étranger			
1 4 3 0 0 0 2	2_D_FC_N_E	Rentes liées aux accidents du travail et maladies professionnelles versées à l'extérieur ...			
1 4 3 0 0 0 3	2_D_FC_N_E	Allocations familiales versées à l'étranger			
1 4 4 0 0 0 1	2_D_FC_N_E	Cotisations pour compte Association Internationale de Sécurité Sociale			
	_D_FC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q16 – CAISSE DE SECURITE SOCIALE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_FC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_FC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_FC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_FC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_FC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_FC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_FC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_FC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_FC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_FC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_FC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_FC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_FC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_FC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_FC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q16 – CAISSE DE SECURITE SOCIALE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participations détenues sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q16 – CAISSE DE SECURITE SOCIALE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissements directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de particip détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçus - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçus Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q17 – SOCIETES D'ASSURANCE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 6 1 0 0 1 1	1_C_FC_N_E	Services d'assurances-vie fournis aux non-résidents			
1 2 6 1 0 0 2	1_C_FC_N_E	Services d'assurances de fret à l'exportation fournis aux non-résidents			
1 2 6 1 0 0 3	1_C_FC_N_E	Autres services d'assurances directes fournis aux non-résidents			
1 2 6 2 0 0	1_C_FC_N_E	Service de réassurance fournis aux compagnies d'assurance étrangères			
1 2 6 3 0 0	1_C_FC_N_E	Commissions reçues sur services auxiliaires d'assurance			
1 2 A 2 0 0	1_C_FC_N_E	Services spécialisés et services de conseil.....			
1 2 C 0 0 0	1_C_FC_N_E	Biens et services fournis aux administrations publiques étrangères			
1 2 7 0 0 0	1_C_FC_N_E	Services financiers			
1 2 A 3 0 0	1_C_FC_N_E	Commissions reçues (Travaux et Commissions)			
3 1 1 1 1 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_FC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçus sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_FC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_FC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Autres intérêts reçus			
3 4 0 0 0 0	3P_C_FC_N_E	Revenus reçus au titre des investissements attribuables aux prises d'assurances, régimes des pensions, etc.			
1 4 8 0 0 0 1	1_C_FC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage reçues des non-résidents (assurance directe)			
1 4 8 0 0 0 2	1_C_FC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage reçues des non-résidents (réassurance)			
1 4 9 0 0 0	1_C_FC_N_E	Indemnités reçues des réassureurs non-résidents			
	_C_FC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q17 – SOCIETES D'ASSURANCE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
<u>1 2 3 4 0 0 </u>	1_D_FC_N_E	Services postaux et de messagerie.....			
<u>1 2 4 1 2 0 </u>	1_D_FC_N_E	Frais de mission et de formation à l'étranger			
<u>1 2 6 2 0 0 </u>	1_D_FC_N_E	Services de réassurance payées aux compagnies d'assurances étrangères.....			
<u>1 2 6 3 0 0 </u>	1_D_FC_N_E	Commissions payées sur services auxiliaires d'assurance reçus des non-résidents			
<u>1 2 7 0 0 0 </u>	1_D_FC_N_E	Services financiers.....			
<u>1 2 9 1 0 0 </u>	1_D_FC_N_E	Services de télécommunication			
<u>1 2 9 2 0 0 </u>	1_D_FC_N_E	Services d'informatique			
<u>1 2 9 3 0 0 </u>	1_D_FC_N_E	Services d'information.....			
<u>1 3 1 0 0 0 </u>	1_D_FC_N_E	Salaires du personnel des agences à l'étranger			
<u>3 1 1 1 1 0 </u>	3D_D_FC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
<u>3 1 1 1 2 0 </u>	3D_D_FC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
<u>3 1 1 1 3 0 </u>	3D_D_FC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
<u>3 1 0 0 0 0 </u>	3R_D_FC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
<u>3 1 2 1 0 0 </u>	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
<u>3 1 2 2 0 0 </u>	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
<u>3 1 2 3 0 0 </u>	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
<u>3 2 1 1 0 0 </u>	3D_D_FC_N_E	Dividendes versés sur titres de participations (<10%)			
<u>3 2 0 0 0 0 </u>	3I_D_FC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
<u>3 2 0 0 0 0 </u>	3I_D_FC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
<u>3 4 0 0 0 0 </u>	3I_D_FC_N_E	Autres intérêts versés			
<u>3 4 0 0 0 0 </u>	3P_D_FC_N_E	Revenus versés au titre des investissements attribuables aux prises d'assurances, régimes des pensions, etc.			
<u>1 4 3 0 0 0 </u>	1_D_FC_N_E	Cotisations sociales versées par les agences à l'étranger			
<u>1 4 8 0 0 0 </u>	1_D_FC_N_E	Primes nettes de réassurance versées à des compagnies d'assurance étrangères			
<u>1 4 9 0 0 0 1 </u>	2_D_FC_N_E	Indemnités d'assurance directe versée à des non résidents			
<u>1 4 9 0 0 0 2 </u>	2_D_FC_N_E	Indemnités de réassurance versées à des compagnies d'assurance étrangères			
<u>_ _ _ _ _ _ </u>	_D_FC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q17 – SOCIETES D'ASSURANCE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
-					
9 0 0 0 0 1	1_N_FC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_FC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
-					
9 0 0 0 0 3	1_N_FC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_FC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
-					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
-					
9 0 0 0 0 5	1_N_FC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_FC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue					
-					
9 0 0 0 0 7	1_N_FC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_FC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_FC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
-					
Vos résultats de la période sous revue					
-					
9 0 0 0 0 10	1_N_FC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_FC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
-					
9 0 0 0 0 12	1_N_FC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_FC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_FC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_FC_N_E	Pertes			
SERVICES D'ASSURANCE DOMMAGE					
-					
-					
9 0 0 0 0 16	1_N_FC_N_E	Total des primes reçues			
9 0 0 0 0 17	1_N_FC_N_E	Total des indemnités versées à l'étranger			
-					
9 0 0 0 0 18	1_N_FC_N_E	Augmentation nette des réserves techniques due aux préparations			
9 0 0 0 0 19	1_N_FC_N_E	Augmentation nette des réserves techniques due aux indemnités restant à payer			
9 0 0 0 0 20	1_N_FC_N_E	Total des revenus des investissements provenant du placement d'actifs			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q17 – SOCIETES D'ASSURANCE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenues sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 0 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 4 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Provisions techniques d'assurance – Actifs (sur les réassureurs non résidents) (Rubrique calculée par les compileurs)									
3 4 3 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q17 – SOCIETES D'ASSURANCE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissements directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de particip détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 0 0 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 4 0 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Provisions techniques d'assurance constituées pour les non-résidents (Rubrique calculée par les compilateurs)									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçus - Court Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçus Long Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q18 – FONDS DE PENSION

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 4 3 0 0 0 0	1_C_FC_N_E	Cotisations de pension reçues de l'étranger			
1 2 6 4 0 0 0	1_C_FC_N_E	Service de pension et de garanties standardisées fournis			
3 1 1 1 1 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_FC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_FC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_FC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Autres intérêts reçus			
3 4 0 0 0 0 0	3P_C_FC_N_E	Revenus reçus sur des investissements attribuables aux prises d'assurances, régimes des pensions, etc.			
1 4 2 0 0 0 0 1	2_C_FC_N_E	Cotisations sociales reçues de l'étranger			
1 4 2 0 0 0 0 2	2_C_FC_N_E	Cotisations pour compte Association Internationale de Sécurité Sociale ...			
1 4 2 0 0 0 0 3	2_C_FC_N_E	Allocations familiales reçues de l'étranger ...			
1 4 2 0 0 0 0 4	2_C_FC_N_E	Cotisations pour compte Association Internationale de Sécurité Sociale ...			
1 4 3 0 0 0 0	2_C_FC_N_E	Pensions versées par des organismes internationaux.....			
_ _ _ _ _ _ _	_C_FC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q18 – FONDS DE PENSION

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services postaux et de messagerie.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_FC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 6 4 0 0 0	1_D_FC_N_E	Service de pension et de garanties standardisées.....			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services d'information.....			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_FC_N_E	Salaires du personnel des agences à l'étranger			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versés aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versés aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_FC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versés sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_FC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_FC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Autres intérêts versés			
3 4 0 0 0 0 0	3P_D_FC_N_E	Revenus des investissements attribuables aux prises d'assurances, régimes des pensions, etc.			
1 4 3 0 0 0 1 1	2_D_FC_N_E	Pensions versées à l'étranger			
1 4 3 0 0 0 2	2_D_FC_N_E	Rentes liées aux accidents du travail et maladies professionnelles reçues de l'étranger			
1 4 3 0 0 0 3	2_D_FC_N_E	Allocations familiales versées à l'étranger			
1 4 4 0 0 0 1	2_D_FC_N_E	Cotisations pour compte Association Internationale de Sécurité Sociale			
_ _ _ _ _ _ _	_D_FC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q18 – FONDS DE PENSION

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_FC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_FC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_FC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_FC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_FC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_FC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_FC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_FC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_FC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_FC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_FC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_FC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_FC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_FC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_FC_N_E	Pertes			
SERVICES D'ASSURANCE VIE					
Total des primes reçues					
9 0 0 0 0 16	1_N_FC_N_E	Total des primes reçues			
Total des indemnités versées à l'étranger					
9 0 0 0 0 17	1_N_FC_N_E	Total des indemnités versées à l'étranger			
Augmentation nette des réserves techniques due aux préparations					
9 0 0 0 0 18	1_N_FC_N_E	Augmentation nette des réserves techniques due aux préparations			
Augmentation nette des réserves techniques due aux indemnités restant à payer					
9 0 0 0 0 19	1_N_FC_N_E	Augmentation nette des réserves techniques due aux indemnités restant à payer			
Total des revenus des investissements provenant du placement d'actifs					
9 0 0 0 0 20	1_N_FC_N_E	Total des revenus des investissements provenant du placement d'actifs			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q 18 - FONDS DE PENSION

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenues sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 4 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Provisions techniques d'assurance reçues (Rubrique calculée par les compilateurs)									
3 4 3 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés LT									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q18 - FONDS DE PENSION

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de particip détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 4 0 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Provisions techniques d'assurance constituées (Rubrique calculée par les compilateurs)									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçus - Court Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçus Long Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q19 – CAISSES DE RETRAITE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 4 3 0 0 0	1_C_FC_N_E	Cotisations de pension reçues de l'étranger			
1 2 6 4 0 0	1_C_FC_N_E	Service de pension et de garanties standardisées fournis			
3 1 1 1 1 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_FC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_FC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_FC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_FC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_FC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_FC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 3 0 0 0 1	2_C_FC_N_E	Pensions versées à l'étranger ...			
1 4 3 0 0 0 2	2_C_FC_N_E	Rentes liées aux accidents du travail et maladies professionnelles versées à l'étranger ...			
1 4 3 0 0 0 3	2_C_FC_N_E	Allocations familiales reçues de l'étranger ...			
1 4 4 0 0 0	2_C_FC_N_E	Cotisations pour compte Association Internationale de Sécurité Sociale ...			
	_C_FC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q19 – CAISSES DE RETRAITE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services postaux et de messagerie.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_FC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 6 4 0 0 0	1_D_FC_N_E	Service de pension et de garanties standardisées.....			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_FC_N_E	Services d'information.....			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_FC_N_E	Salaires du personnel des agences à l'étranger			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versés aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versés aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_FC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_FC_N_E	Dividendes versés sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_FC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_FC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_FC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 3 0 0 0 1	2_D_FC_N_E	Pensions versées à l'étranger			
1 4 3 0 0 0 2	2_D_FC_N_E	Rentes liées aux accidents du travail et maladies professionnelles versées à l'extérieur			
1 4 3 0 0 0 3	2_D_FC_N_E	Allocations familiales versées à l'étranger			
1 4 4 0 0 0 1	2_D_FC_N_E	Cotisations pour compte Association Internationale de Sécurité Sociale			
- _ _ _ _ _ _	_D_FC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q19 – CAISSES DE RETRAITE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_FC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_FC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_FC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_FC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_FC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_FC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_FC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_FC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_FC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_FC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_FC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_FC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_FC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_FC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_FC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q19 - CAISSES DE RETRAITE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_A_FC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0	8_A_FC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_FC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q19 - CAISSES DE RETRAITE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Titres de particip détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0 0	8_L_FC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçus - Court Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçus Long Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_FC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_FC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q20 – SOCIETES DES CHEMINS DE FER

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Cessions des matériels ferroviaires.....			
1 2 3 4 0 0 0	1_C_NC_N_E	Reversements des transporteurs étrangers (voyageurs)			
1 2 3 4 1 z	1_C_NC_N_E	Reversements des transporteurs étrangers (marchandises)			
1 2 3 4 1 z	1_C_NC_N_E	Fret à l'exportation encaissé localement			
1 2 3 4 1 z	1_C_NC_N_E	Fret à l'exportation encaissé auprès de non-résidents			
1 2 3 4 1 z	1_C_NC_N_E	Fret à l'importation encaissé auprès de non-résidents			
1 2 3 4 1 z	1_C_NC_N_E	Autre fret (transport de marchandises en transit)			
1 2 3 4 2 0	1_C_NC_N_E	Affrètement			
1 2 3 4 2 0	1_C_NC_N_E	Recettes d'escale reçues des compagnies étrangères (assemblage des trains, stationnement des wagons,)			
1 2 2 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Grosses réparations			
1 2 3 4 3 0	1_C_NC_N_E	Recettes postales			
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 2 1 1 0 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 4 0 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue			
_ _ _ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres produits financiers reçus (veuillez détailler sur papier libre)			
_ _ _ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres recettes (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q20 – SOCIETES DES CHEMINS DE FER

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Acquisition de matériel ferroviaire			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Avitaillements en carburants à l'étranger			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Grosses réparations			
1 2 3 4 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Reversements des transporteurs étrangers (voyageurs)			
1 2 3 4 1 z 0	1_D_NC_N_E	Reversements des transporteurs étrangers (marchandises)			
1 2 3 4 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais d'escale versés à l'étranger (assemblage des trains, stationnement des wagons)			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_NC_N_E	dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts payés sur emprunts extérieurs			
1 3 2 1 0 0 0	2_D_NC_N_E	Taxes payées à l'étranger			
1 4 8 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommages versées			
1 2 6 1 0 0 0	2_D_NC_N_E	Assurance directes (autres que sur marchandises)			
_ _ _ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q20 – SOCIETES DES CHEMINS DE FER

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q20 – SOCIETES DES CHEMINS DE FER

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Prêts à court terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Prêts à long terme accordés									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q20 – SOCIETES DES CHEMINS DE FER

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q21 – TRANSPORTEURS ROUTIERS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 1 0 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Cessions de matériel			
1 2 3 4 0 0 0	1_C_NC_N_E	Transport de passagers à destination de l'étranger			
1 2 3 4 1 0 0	1_C_NC_N_E	Transport de passagers en provenance de l'étranger			
1 2 3 4 1 z 1	1_C_NC_N_E	Fret à l'exportation			
1 2 3 4 1 z 2	1_C_NC_N_E	Fret à l'importation			
1 2 3 4 1 z 3	1_C_NC_N_E	Fret entre deux pays étrangers			
1 2 A 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Location de véhicules à des transporteurs étrangers			
3 1 1 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 2 1 1 0 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
1 4 9 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue			
	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q21 – TRANSPORTEURS ROUTIERS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Importations C.A.F. (Or non compris).....			
1 2 3 4 2 0 0	1_D_NC_N_E	Dont fret (tous moyens de transport confondus)			
1 2 6 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Assurance.....			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'étranger			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 3 2 1 0 0 0	2_D_NC_N_E	Taxes payées à l'étranger			
1 4 8 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
2 1 0 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Acquisition de matériel de transports			
_ _ _ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q21 – TRANSPORTEURS ROUTIERS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
L3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q21 – TRANSPORTEURS ROUTIERS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés LT									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres créances à court terme détenus sur les non-résidents									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres créances à long terme détenus sur les non-résidents									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q21 – TRANSPORTEURS ROUTIERS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q22 – COMPAGNIES MARITIMES NATIONALES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL						
(En millions d'unités monétaires)						
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE			
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL	
C		I.1 FLUX CREDITEURS				
1 2 3 2 0 0 1	1_C_NC_N_E	Billets de passagers (y compris excédents de bagages).....				
1 2 3 2 0 0 2	1_C_NC_N_E	Affrètement des navires avec équipage (transport de passagers)				
1 2 3 2 1 z 1	1_C_NC_N_E	Affrètement des navires avec équipage (transport de marchandises) .				
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Affrètement des navires sans équipage.....				
1 2 3 2 1 z 2	1_C_NC_N_E	Fret à l'exportation encaissé localement				
1 2 3 2 1 z 3	1_C_NC_N_E	Fret à l'exportation encaissé à l'étranger				
	1_C_NC_N_E	Fret à l'importation encaissé localement				
1 2 3 2 1 z 4	1_C_NC_N_E	Fret à l'importation encaissé à l'étranger				
1 2 3 2 1 z 5	1_C_NC_N_E	Autre fret (transport entre des pays étrangers)				
1 2 3 2 2 0	1_C_NC_N_E	Commissions reçues des non-résidents				
1 1 1 0 0 0	1_C_NC_N_E	Cessions de navires				
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers				
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct				
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées				
3 1 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)				
3 2 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)				
3 1 2 1 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct				
3 1 2 2 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)				
3 1 2 3 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs				
1 4 9 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue				
	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)				

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q22 – COMPAGNIES MARITIMES NATIONALES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 1 1 0 0 0 1	1_D_NC_N_E	Acquisition de navires.....			
1 1 1 0 0 0 2	1_D_NC_N_E	Carburant de soute, autres carburants, avitaillement (eau, vivres) ...			
1 2 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Biens destinés à transformation à l'étranger - Réimportation après transformation			
1 2 3 2 0 0	1_D_NC_N_E	Affrètement de navires avec équipage (transport de passagers)			
1 2 3 2 1 z	1_D_NC_N_E	Affrètement de navires avec équipage (transport de marchandises)			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Affrètement de navires sans équipage			
1 2 3 2 2 0 1	1_D_NC_N_E	Assistance aux navires (logistique, manutention, entretien courant, pilotage, remorquage.....)			
1 2 3 2 2 0 2	1_D_NC_N_E	Grosses réparations			
1 2 3 4 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 4 2 3 0	1_D_NC_N_E	Dépenses au titre de voyages organisés à l'étranger pour des résidents			
1 2 7 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
1 2 3 2 2 0 3	1_D_NC_N_E	Commissions versées à l'étranger			
1 2 9 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Dépenses de publicité à l'étranger			
1 2 A 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 3 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
	1_D_NC_N_E	Taxes portuaires et redevances similaires payées à l'étranger			
3 1 1 1 1 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 4 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts payés sur emprunts extérieurs			
1 4 8 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
	1_D_NC_N_E	Autres impôts payés à l'étranger			
1 2 4 1 2 0		Frais d'escale versés à l'étranger			
	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q22 – COMPAGNIES MARITIMES NATIONALES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q22 – COMPAGNIES MARITIMES NATIONALES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres créances à court terme détenus sur les non-résidents									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres créances à long terme détenus sur les non-résidents									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q22 – COMPAGNIES MARITIMES NATIONALES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres dettes à court terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres dettes à long terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q23 – COMPAGNIES AERIENNES ETRANGERES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Carburant de soute, autres carburants, avitaillement (eau, vivres)			
1 2 3 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Affrètement d'avions avec équipage auprès de compagnies locales pour transport de passagers			
1 2 3 3 1 z	1_C_NC_N_E	Affrètement d'avions avec équipage auprès de compagnies locales pour transport de marchandise			
1 2 A 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Affrètement d'avions sans équipage auprès de compagnies locales pour transport de passagers ou de marchandises			
1 2 3 3 2 0 0	1_C_NC_N_E	Assistance aux avions (logistique, manutention, entretien courant...)			
1 2 2 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Grosses réparations			
1 2 3 3 2 0 0	1_C_NC_N_E	Commissions payées localement			
1 2 4 1 2 0 0	1_C_NC_N_E	Hébergement local des équipages			
1 2 4 2 3 0 0	1_C_NC_N_E	Dépenses au titre de voyages organisés dans le pays pour des non-résidents			
1 2 3 4 0 0 0	1_C_NC_N_E	Frais de poste et de messagerie			
1 2 9 1 0 0 0	1_C_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 A 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Dépenses locales de publicité			
1 2 C 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Taxes d'atterrissage et redevances similaires payées localement			
1 3 1 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Salaires versés au personnel local et expatrié			
1 4 2 0 0 0 0	2_C_NC_AL_E	Cotisations versées aux caisses locales au titre du personnel local et expatrié			
1 2 7 1 0 0 0	1_C_NC_N_E	Autres frais financiers payés localement			
1 4 0 0 0 0 0	2_C_NC_AL_E	Impôts			
3 1 2 1 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises sœurs			
3 4 0 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 8 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
_ _ _ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q23 – COMPAGNIES AERIENNES ETRANGERES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Billets de passage émis et payés à l'étranger			
1 2 3 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Billets de passage émis et payés localement (ventes directes)			
1 2 3 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Billets de passage émis localement contre pre-paié à l'extérieur			
1 2 3 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Billets de passage émis à l'étranger contre pre-paié local			
1 2 3 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Excédents de bagages			
1 2 3 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Affrètement d'avions avec équipage par des résidents pour transport de passagers			
1 2 3 3 1 z	1_D_NC_N_E	Affrètement d'avions avec équipage par des résidents pour transport de marchandises			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Affrètement d'avions sans équipage par des résidents pour transport de passagers ou de marchandises			
1 2 3 3 1 z	1_D_NC_N_E	Fret à l'importation encaissé localement			
1 2 3 3 1 z	1_D_NC_N_E	Fret à l'importation encaissé à l'étranger			
	1_D_NC_N_E	Fret à l'exportation encaissé localement			
1 2 3 3 2 0 0	1_D_NC_N_E	Commissions reçues			
1 2 4 2 3 0 0	1_D_NC_N_E	Voyages touristiques organisés à l'étranger pour des résidents (hors billets de passage)			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Recettes postales (Sces postaux et de messagerie)			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Dépenses de publicité			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
1 2 C 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Taxes d'aéroport et redevances similaires payées			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
1 4 9 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue			
	1_D_NC_N_E	Autres recettes locales (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q23 – COMPAGNIES AERIENNES ETRANGERES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q23 – COMPAGNIES AERIENNES ETRANGERES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q23 – COMPAGNIES AERIENNES ETRANGERES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q24 – COMPAGNIES AERIENNES NATIONALES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C			I.1 FLUX CREDITEURS		
1 1 1 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Cessions d'avions (1).....			
1 2 3 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Billets de passage émis et payés à l'étranger (3)			
1 2 3 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Billets de passage émis localement contre pre-paid à l'étranger			
1 2 3 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Billets de passage émis à l'étranger contre pre-paid local			
1 2 3 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Excédents de bagages			
1 2 3 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Affrètement d'avions avec équipage (transport de passagers)			
1 2 3 3 1 z	1_C_NC_N_E	Affrètement d'avions avec équipage (transport de marchandises)			
1 2 3 3 1 z	1_C_NC_N_E	Fret à l'exportation encaissé localement			
1 2 3 3 1 z	1_C_NC_N_E	Fret à l'exportation encaissé à l'étranger			
1 2 3 3 1 z	1_C_NC_N_E	Fret à l'importation encaissé à l'étranger			
1 2 3 3 1 z	1_C_NC_N_E	Autre fret (transport entre des pays étrangers)			
1 2 A 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Affrètement d'avions sans équipage			
	1_C_NC_N_E	Fret à l'importation encaissé localement			
1 2 3 3 2 0 0	1_C_NC_N_E	Commissions reçues de non-résidents			
1 2 4 2 3 0 0	1_C_NC_N_E	Voyages tourist. organisés dans le pays pour des non-résid (2)			
1 2 3 4 0 0 0	1_C_NC_N_E	Recettes postales (Sces postaux et de messagerie)			
1 2 C 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Service de réparation et d'entretien non inclus ailleurs			
3 1 1 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprise d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue			
	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

(1) En cas d'acquisition (y compris par crédit-bail) ou de cessions d'avions à l'étranger, au cours de la période, veuillez indiquer sur une annexe les dates de livraison ainsi que les dates, montant et modalités de règlement.

(2) Hors billets de passage

(3) Y compris les billets vendus par les agences de voyages

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q24 – COMPAGNIES AERIENNES NATIONALES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Acquisitions d'avions.....			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Avitaillement, carburants			
1 2 3 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Affrètement d'avions avec équipage (transport de passagers)			
1 2 3 3 1 z	1_D_NC_N_E	Affrètement d'avions avec équipage (transport de marchandises)			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Affrètement d'avions sans équipage			
1 2 3 3 2 0 0	1_D_NC_N_E	Assistance aux avions (logistique, manutention, entretien courant)			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 3 2 0 0	1_D_NC_N_E	Commissions payées localement			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Hébergement local des équipages			
1 2 4 2 3 0 0	1_D_NC_N_E	Dépenses au titre de voyages organisés à l'extérieur pour des résidents			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messageries versées.....			
1 2 6 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Assurances payées à l'étranger			
1 2 6 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Versement aux fonds de pension et de garanties standardisées.....			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Dépenses de publicité à l'étranger.....			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
1 2 C 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Taxes d'aéroport et redevances similaires payées à l'étranger			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 3 2 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Taxes sur la production et les importations versées			
1 4 3 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance vie versées			
1 4 5 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Transferts courants divers			
2 1 0 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
_ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q24 – COMPAGNIES AERIENNES NATIONALES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q24 – COMPAGNIES AERIENNES NATIONALES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q24 – COMPAGNIES AERIENNES NATIONALES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues LT									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q25– CONSIGNATAIRES (ARMATEURS) ETRANGERS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 3 2 0 0	1_C_NC_N_E	Affrètement de navires avec équipage auprès de compagnies locales (transport de passagers)			
1 2 3 2 1 z	1_C_NC_N_E	Affrètement des navires avec équipage auprès de compagnies locales (transport de marchandises)			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Affrètement des navires sans équipage auprès de compagnies locales			
1 2 3 2 2 0	1_C_NC_N_E	Assistance aux navires (logistique, manutention, pilotage, remorquage, entretien courant...)			
1 2 2 0 0 0	1_C_NC_N_E	Grosses réparations			
1 2 3 2 2 0	1_C_NC_N_E	Commissions payées localement			
1 2 3 4 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie versé.....			
1 2 9 1 0 0	1_C_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Dépenses locales de publicité			
1 2 9 2 0 0	1_C_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_C_NC_N_E	Services d'information			
1 2 C 0 0 0	1_C_NC_N_E	Taxes portuaires et redevances similaires payées à l'étranger			
1 1 1 0 0 0	1_C_NC_N_E	Carburant de soute, autres carburants, avitaillement (eau, vivres)			
1 4 9 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage recue			
	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q25- CONSIGNATAIRES (ARMATEURS) ETRANGERS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
<u>1 2 3 2 0 0 </u>	1_D_NC_N_E	Billets de passagers (y compris excédents de bagages).....			
<u>1 2 3 2 0 0 </u>	1_D_NC_N_E	Affrètement de navires avec équipage par des opérateurs locaux (transport de passagers)			
<u>1 2 3 2 1 z </u>	1_D_NC_N_E	Affrètement des navires avec équipage par des opérateurs locaux (transport de marchandises)			
<u>1 2 A 3 0 0 </u>	1_D_NC_N_E	Affrètement des navires sans équipage par des opérateurs locaux			
<u>1 2 3 2 1 z </u>	1_D_NC_N_E	Fret à l'exportation encaissé localement (Pour mémoire)			
<u>1 2 3 2 1 z </u>	1_D_NC_N_E	Fret à l'exportation encaissé l'étranger			
<u> </u>	1_D_NC_N_E	Fret à l'importation encaissé localement			
<u>1 2 3 4 3 0 </u>	1_D_NC_N_E	Recettes postales			
<u>1 2 3 2 2 0 </u>	1_D_NC_N_E	Commissions reçues			
<u>1 4 8 0 0 0 </u>	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
<u> </u>	1_D_NC_N_E	Autres recettes locales (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q25- CONSIGNATAIRES (ARMATEURS) ETRANGERS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
-					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
-					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
-					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
-					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue					
-					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
-					
Vos résultats de la période sous revue					
-					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
-					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q25- CONSIGNATAIRES (ARMATEURS) ETRANGERS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 4 2 0 0 0 0	8_A_NC_CT_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
II.2 ENGAGEMENTS											
3 4 2 0 0 0 0	8_L_DT_CT_E	Compte d'escale_Court Terme									
3 4 2 0 0 0 0	8_L_DT_LT_E	Compte d'escale_Long Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q26 – AGENCES DE VOYAGE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C			I.1 FLUX CREDITEURS		
1 2 3 3 0 0	1_C_NC_N_E	Billets émis pour le compte de compagnies de transport étrangères			
1 2 3 3 2 0	1_C_NC_N_E	Commissions reçues de l'étranger.....			
1 2 4 2 3 0	1_C_NC_N_E	Excursions organisées pour des touristes étrangers			
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
1 4 9 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q26 – AGENCES DE VOYAGE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Affrètement d'avions à l'étranger pour transport de passagers			
1 2 3 3 2 0 0	1_D_NC_N_E	Commissions payées à l'étranger.....			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Dépenses de publicité à l'étranger			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 0 3 0 0	1_D_NC_N_E	Dépenses d'hébergement et de restauration (pèlerinage ou colonies de vacances)			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'étranger			
1 2 6 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Versement aux fonds de pension et de garanties standardisées.....			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
_ _ _ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q26 – AGENCES DE VOYAGE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q26 – AGENCES DE VOYAGE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q26 – AGENCES DE VOYAGE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q27 – QUESTIONNAIRE AUX AEROPORTS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 C 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Droits et taxes d'atterrissage			
1 2 C 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Redevances (assistance aux avions, etc....)			
1 1 1 1 0 0 0	1_C_NC_N_E	Carburants de soute et autres carburants			
1 1 1 1 0 0 0	1_C_NC_N_E	Avitaillement (nourriture, eau...)			
1 2 3 3 2 0 0	1_C_NC_N_E	Manutention			
1 2 A 3 0 0 0	1_C_NC_N_E	Services de consultance, de conseil et de publicité			
1 4 7 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Indemnités d'assurances reçues de l'étranger			
3 1 1 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue			
- - - - - - -	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q27 – QUESTIONNAIRE AUX AEROPORTS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Importations C.A.F. (Or non compris).....			
1 2 3 4 2 0 0	1_D_NC_N_E	Dont fret (tous moyens de transport confondus)			
1 2 6 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Assurance.....			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Grosses réparations par des entreprises étrangères			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'étranger			
1 2 5 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
1 4 7 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Cotisations (organisations aériennes, autres ...)			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
_ _ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q27 – QUESTIONNAIRE AUX AEROPORTS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q27 – QUESTIONNAIRE AUX AEROPORTS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q27 – QUESTIONNAIRE AUX AEROPORTS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q28 – SOCIETES PORTUAIRES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 3 2 1 0 0 1 1	1_C_NC_N_E	Droits et taxes portuaires			
1 3 2 1 0 0 2 1	1_C_NC_N_E	Redevances (pilotage, électricité, etc.)			
1 2 A 2 0 0 0 1	1_C_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil			
1 2 A 2 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Services d'amarrage et de remorquage			
1 1 1 0 0 0 0 1	1_D_NC_N_E	Carburants de soute et autres carburants			
1 1 1 0 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Avitaillement (nourriture, eau...)			
1 2 3 2 2 0 1 1	1_C_NC_N_E	Manutention			
1 2 3 2 2 0 2 1	1_C_NC_N_E	Location de portiques			
1 2 2 0 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Service de réparation et d'entretien non inclus ailleurs			
3 1 1 1 1 0 0 1	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des aux filiales			
3 1 1 1 3 0 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnités d'assurances reçues de l'étranger			
_ _ _ _ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q28 – SOCIETES PORTUAIRES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Importations C.A.F. (de biens d'équipement).....			
1 2 3 2 1 z	1_D_NC_N_E	Dont fret (tous moyens de transport confondus)			
1 2 6 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Assurance.....			
1 2 1 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Biens destinés à transformation à l'étranger - Réimportation après transformation			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Grosses réparations par des entreprises étrangères			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de bâtiment et travaux publics (BTP)			
1 2 6 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'assurance auxiliaires.....			
1 2 7 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de consultance, d'audit, de conseil et de publicité			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Salaires payés au personnel non-résident.....			
1 4 5 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Versements aux caisses de retraite			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
1 4 4 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisations (organisations maritimes, autres, etc.)			
_ _ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q28 – SOCIETES PORTUAIRES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3. AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
-					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
-					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
-		TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE			
-		Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%			
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
-		Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue			
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
-		FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE			
-		Vos résultats de la période sous revue			
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
-		Affectation des résultats de la période sous revue			
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q28 – SOCIETES PORTUAIRES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
<u>3 1 1 1 1 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
<u>3 1 1 1 2 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
<u>3 1 1 1 3 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
<u>3 1 2 1 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
<u>3 1 2 2 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
<u>3 1 2 3 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
<u>3 2 1 0 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
<u>3 3 1 0 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
<u>3 4 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
<u>3 4 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir- Court Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir- Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q28 – SOCIETES PORTUAIRES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q29 – HÔTELS ET RESTAURANTS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 4 1 2 0	1_C_NC_N_E	Recettes d'hébergement et de restauration			
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des aux filiales			
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations >10%			
3 1 2 1 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnité d'assurance dommage reçue			
_ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q29 – HÔTELS ET RESTAURANTS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 4 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services de bâtiment et travaux publics (BTP)			
1 2 6 1 0 0	1_D_NC_N_E	Assurances payées à l'étranger.....			
1 2 7 1 0 0	1_D_NC_N_E	Services financiers (Commissions).....			
1 2 9 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de publicité.....			
3 1 1 1 1 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux filiales			
3 1 1 1 3 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations >10%			
3 1 2 1 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q29 – HÔTELS ET RESTAURANTS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q29 – HÔTELS ET RESTAURANTS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de particip détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçus - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçus LT									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

TABLEAU DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET DU PÉLERINAGE

	Nombre de nuitées				Valeur moyenne de la nuitée	Montants des recettes			
	AUTRES PAYS UEMOA	ZONE EURO	AUTRES PAYS	TOTAL		Hébergement	Restauration	Autres*	Total
TOURISTES non résidents									
Nombre									
PÉLERINS non résidents									
Nombre									

* Transports à l'intérieur du pays assurés par l'hôtel, distractions, visites de sites, ventes d'objets d'art etc.

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q30 – SOCIETES DES TELECOMMUNICATIONS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 9 1 0 0	1_C_NC_N_E	Recettes de télécommunication			
1 2 9 3 0 0	1_C_NC_N_E	Services d'information.....			
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0	1_C_NC_N_E	Indemnités d'assurances reçues de l'étranger			
_ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q30 – SOCIETES DES TELECOMMUNICATIONS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Importations C.A.F. (Or non compris).....			
1 2 3 4 2 0 0	1_D_NC_N_E	Dont fret (tous moyens de transport confondus)			
1 2 A 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de fabrication de carte téléphonique à l'étranger.....			
1 2 9 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Dépenses de télécommunication			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 6 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Assurances directes (autres que sur les marchandises)			
1 2 6 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'assurance auxiliaires.....			
1 2 6 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Versement aux fonds de pension et de garanties standardisées.....			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Commissions payée.....			
1 2 9 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
3 1 1 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
2 1 0 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q30 – SOCIETES DES TELECOMMUNICATIONS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
-					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
-					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
-					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
-					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
-					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
-					
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q30 – SOCIETES DES TELECOMMUNICATIONS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
<u>3 1 1 1 1 1 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
<u>3 1 1 1 2 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
<u>3 1 1 1 3 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
<u>3 1 2 1 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
<u>3 1 2 2 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
<u>3 1 2 3 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
<u>3 2 1 0 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
<u>3 3 1 0 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
<u>3 4 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
<u>3 4 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
<u>3 4 5 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
<u>3 4 5 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q30 – SOCIETES DES TELECOMMUNICATIONS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q31 – SOCIETES DE POSTE ET DE MESSAGERIE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Ventes de timbres à l'étranger			
1 2 A 3 0 0 0	1_D_NC_N_E	Commissions payée.....			
1 2 3 4 3 0 0	1_D_NC_N_E	Recettes postales			
3 1 1 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 2 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 3 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
1 4 9 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Indemnités d'assurances reçues de l'étranger			
3 4 0 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
_ _ _ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q31 – SOCIETES DE POSTE ET DE MESSAGERIE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de fabrication de timbres à l'étranger			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Commissions payées.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 3 3 1 z	1_D_NC_N_E	Frais de transport du courrier par des cics aériennes étrangères			
1 2 9 1 0 0	1_D_NC_N_E	Dépenses de télécommunication			
1 2 3 4 3 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie.....			
1 2 6 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'assurance auxiliaires.....			
1 2 9 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
3 1 1 1 1 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
_ _ _ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q31 – SOCIETES DE POSTE ET DE MESSAGERIE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q31 – SOCIETES DE POSTE ET DE MESSAGERIE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
3 1 2 2 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 3 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés LT									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q31 – SOCIETES DE POSTE ET DE MESSAGERIE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q32 – STRUCTURES CHARGÉES DE L'ORGANISATION DES PELERINAGES AUX LIEUX SAINTS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
2 2 2 0 0 0 0	2_C_OS_AL_E	Dons en espèces pour financer des investissements ...			
2 2 2 0 0 0 0	2_C_OS_AL_E	Dons en nature sous forme de biens d'équipement			
1 4 7 0 0 0 0	2_C_OS_AL_E	Dons en espèces pour financer les dépenses courantes			
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0	1_C_NC_N_E	Indemnités d'assurances reçues de l'étranger			
_ _ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q32 – STRUCTURES CHARGÉES DE L'ORGANISATION DES PELERINAGES AUX LIEUX SAINTS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 4 2 3 0	1_D_NC_N_E	Montant total des pécules versés par les pèlerins			
1 4 4 0 0 0	2_D_NC_AL_E	Taxes			
1 2 4 2 3 0	1_D_NC_N_E	Coût total des billets de voyage			
1 2 3 3 0 0	1_D_NC_N_E	Affrètement d'avions avec équipage			
1 2 3 3 1 z	1_D_NC_N_E	Affrètement d'avions avec équipage			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Affrètement d'avions sans équipage			
1 2 3 4 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 6 1 0 0	1_D_NC_N_E	Assurances directes (autres que sur les marchandises)			
1 2 9 1 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information			
1 2 A 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services ...			
1 3 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
3 1 1 1 1 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 3 2 1 0 0	1_D_NC_N_E	Taxes sur la production et les importations versées			
1 4 8 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
1 4 5 0 0 0	2_D_NC_N_E	Transferts courants divers			
	D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q32 – STRUCTURES CHARGÉES DE L'ORGANISATION DES PELERINAGES AUX LIEUX SAINTS

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q32 – STRUCTURES CHARGÉES DE L'ORGANISATION DES PELERINAGES AUX LIEUX SAINTS

II. OPERATIONS FINANCIERES										
(En millions d'unités monétaires)										
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE							
			AUTRES PAYS CEDEAO		RESTE DU MONDE		TOTAL			
				Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux
II.1 AVOIRS										
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct								
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)								
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs								
3 1 2 1 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct								
3 1 2 2 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)								
3 1 2 3 0 0	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs								
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)								
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus								
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus								
3 3 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)								
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme								
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme								
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés								
3 4 3 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés								
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme								
3 4 5 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme								
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme								
3 4 6 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme								

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q32 – STRUCTURES CHARGÉES DE L'ORGANISATION DES PELERINAGES AUX LIEUX SAINTS

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 3 1 0 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
3 4 5 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q33 – BUREAUX D'ETUDE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C			I.1 FLUX CREDITEURS		
1 2 5 1 0 0	1_C_NC_N_E	Exportations de machines, appareils et instruments pour la réalisation de projets à l'étranger			
1 2 C 0 0 0	1_C_NC_N_E	Honoraires perçus auprès des ambassades et consulats			
1 2 C 0 0 0	1_C_NC_N_E	Honoraires perçus auprès des organismes régionaux, sous-régionaux ou internationaux			
1 2 5 1 0 0	1_C_NC_N_E	Essais et études expérimentales sur BTP			
1 2 5 1 0 0	1_C_NC_N_E	Etudes d'intérêt général			
1 2 A 1 0 0	1_C_NC_N_E	Recherche et développement pour l'élaboration de techniques nouvelles			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Assistance technique pour formation de personnel ou pour documentation			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Planification de la construction d'ouvrages (barrages, ponts..)			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Tracé des projets et supervision des chantiers			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Livraison d'ouvrages clés en mains			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Topographie, cartographie			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Essais et certifications de produits			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Services d'inspection technique			
2 1 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Cession de licences, marques, brevets, dessins etc.			
1 1 1 1 1	1_C_NC_N_E	Autres opérations (à détailler)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q33 – BUREAUX D'ETUDE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 4 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 9 1 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 3 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés non résidents.....			
1 4 2 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
2 1 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Acquisition de licences, marques, brevets, dessins etc.			
_ _ _ _ _	1_D_NC_N_E	Autres dépenses			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q34 – NOTAIRES

I/CRÉATION DE NOUVELLES SOCIÉTÉS

Liste des sociétés	Montant du capital libéré	En pourcentage				Montants en millions d'unités monétaires					
		Part des résidents	Part des non-résidents			Part des résidents	Part des non-résidents				
			Autres pays CEDEAO	Reste du Monde	Total		Autres pays CEDEAO	Reste du Monde	Total		
TOTAL 1 (>10%)						3	1	1	1	1	0
TOTAL 2 (<10%)						3	2	1	0	0	0

N.B. - Résidents: personnes physiques ou morales (nationaux comme étrangers) établies depuis au moins un an dans le pays

- Non-résidents: personnes physiques ou morales (nationaux comme étrangers) résidant à l'extérieur du pays

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q34 – NOTAIRES

II / AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Liste des sociétés	Montant du capital avant l'augmentation				Montant de l'augmentation du capital				Montant du capital après l'augmentation			
	Part des résidents	Part des non-résidents			Part des résidents	Part des non-résidents			Part des résidents	Part des non-résidents		
		Autres pays CEDEAO	Reste du Monde	Total		Autres pays CEDEAO	Reste du Monde	Total		Autres pays CEDEAO	Reste du Monde	Total
TOTAL 1 (>10%)					3	1	1	1	1	0		
TOTAL 2 (<10%)					3	2	1	0	0	0		

N.B. - Résidents: personnes physiques ou morales (nationaux comme étrangers) établies depuis au moins un an dans le pays

- Non-résidents: personnes physiques ou morales (nationaux comme étrangers) résidant à l'extérieur du pays

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q34 – NOTAIRES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			Autres pays CEDEAO			Reste du Monde			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation >10%									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q35 – AGENCES DE PUBLICITE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Prestations facturées à l'étranger			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Commissions reçues de non-résidents			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Services de consultance et de conseil fournis			
3 1 1 1 1 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_ST_E	Intérêts reçus sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_C_NC_LT_E	Intérêts reçus sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
1 4 9 0 0 0	2_C_NC_AL_E	Indemnités d'assurance reçues de l'étranger			
_ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q35 – AGENCES DE PUBLICITE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 4 1 2 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services de consultance et de conseil reçus			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Commissions payées			
1 2 A 3 0 0	1_D_NC_N_E	Dépenses de publicité à l'extérieur			
1 2 3 4 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 9 1 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 3 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Salaires payés au personnel non résident.....			
1 4 2 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
3 1 1 1 1 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
_ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q35 – AGENCES DE PUBLICITE

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
L3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-révue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q35 – AGENCES DE PUBLICITE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
<u>3 1 1 1 1 1 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
<u>3 1 1 1 2 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
<u>3 1 1 1 3 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
<u>3 1 2 1 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises d'investissement direct									
<u>3 1 2 2 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux investisseurs directs (investissements à rebours)									
<u>3 1 2 3 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Prêts accordés aux entreprises sœurs									
<u>3 2 1 0 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
<u>3 3 1 0 0 0 </u>	8_A_NC_AL_E	Dérivés financiers (options, contrats à terme,...)									
<u>3 4 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
<u>3 4 2 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
<u>3 4 5 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Crédits commerciaux et avances accordés - Court Terme									
<u>3 4 5 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Crédits commerciaux et avances accordés Long Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q35 – AGENCES DE PUBLICITE

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.2 ENGAGEMENTS											
<u>3 1 1 1 1 0 </u>	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
<u>3 1 1 1 2 0 </u>	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
<u>3 1 1 1 3 0 </u>	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
<u>3 1 2 1 0 0 </u>	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
<u>3 1 2 2 0 0 </u>	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
<u>3 1 2 3 0 0 </u>	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
<u>3 2 1 0 0 0 </u>	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non résidents (<10%)									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
<u>3 2 2 0 0 0 </u>	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
<u>3 3 1 0 0 0 </u>	8_L_NC_AL_E	Dérivés financiers									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
<u>3 4 3 0 0 0 </u>	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
<u>3 4 5 0 0 0 </u>	8_L_NC_ST_E	Dettes commerciales et avances reçues - Court Terme									
<u>3 4 5 0 0 0 </u>	8_L_NC_LT_E	Dettes commerciales et avances reçues Long Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer- Court Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 </u>	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer- Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q36 – ECOLES INTER-ETAT

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 6 1 0 0	1_C_NC_N_E	Assurances payées localement			
1 2 4 1 2 0	1_C_NC_N_E	Frais de missions et de formation dans l'économie hôte payés par l'Ecole			
1 2 9 1 0 0	1_C_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0	1_C_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_C_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 3 0 0	1_C_NC_N_E	Services de consultance, d'audit			
1 2 C 0 0 0	1_C_NC_N_E	Achats locaux de marchandises et de services divers (loyers, eau, électricité, entretien etc.)			
1 3 1 0 0 0	1_C_NC_N_E	Salaires versés au personnel enseignant et administratif			
1 4 2 0 0 0	1_C_NC_N_E	Versements aux caisses de retraite locales			
1 4 7 0 0 0	1_C_NC_N_E	Bourses accordées à des résidents de l'économie hôte			
1 1 1 1	_C_NC_N_E	Autres dépenses (veuillez détailler ci-dessous)			
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 4 0 0 0 0	2_D_GG_AL_E	Contribution de l'économie hôte au fonctionnement de l'École			
1 2 A 1 0 0	1_D_NC_N_E	Travaux de recherche commandés et payés par l'économie hôte			
1 2 B 0 0 0	1_D_NC_N_E	Ventes de publications dans l'économie hôte			
1 1 1 1	1_D_NC_N_E	Autres recettes (veuillez détailler ci-dessous)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q37 – UNIVERSITES ET GRANDES ECOLES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 4 1 2 0	1_C_NC_N_E	Montant de bourses reçues.....			
1 2 4 1 2 z	1_C_NC_N_E	Dont bourses reçues de l'étranger par des étudiants nationaux.....			
1 2 8 0 0 0	1_C_NC_N_E	Commissions reçues pour usage de propriété intellectuelle n.c.a.....			
1 2 8 0 0 0	1_C_NC_N_E	Ventes de publication à l'extérieur.....			
1 2 A 1 0 0	1_C_NC_N_E	Travaux de recherche commandés et payés par l'extérieur			
1 3 2 2 0 0	1_C_NC_N_E	Dotations reçues de l'extérieur			
1 4 4 0 0 0	1_C_NC_N_E	Dons destinés au financement d'investissements			
1 4 4 0 0 z	1_C_NC_N_E	Dont dons sous forme de biens d'équipement			
1 4 9 0 0 0	2_C_NC_AL_E	Indemnités d'assurance reçues de l'étranger			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts versés			
_ _ _ _ _	1_C_NC_N_E	Autres dons en nature			
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 4 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 2 0 0	1_D_NC_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 9 1 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 1 0 0	1_D_NC_N_E	Service de recherche-développement.....			
1 3 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés non résidents.....			
1 4 2 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
1 4 8 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
3 4 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 5 0 0 0	2_D_NC_N_E	Transferts courants divers			
2 1 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Acquisition d'immobiliers			
_ _ _ _ _	_D_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			
		I.3. AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES			
_ _ _ _ _	_N_NC_N_E	Nombre d'étudiants étrangers			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q38 – HOPITAUX ET CLINIQUES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 1 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Importations C.A.F. (de biens d'équipement).....			
1 2 4 2 1 0 0	1_C_NC_N_E	Recettes d'hospitalisation de patients étrangers.....			
1 4 7 0 0 0 0	1_C_NC_N_E	Dons reçus de l'étranger.....			
3 1 1 1 1 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues des entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0 0	3R_C_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compileurs)			
3 1 2 1 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises d'investissement direct			
3 1 2 2 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des investisseurs directs (investissement à rebours)			
3 1 2 3 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Intérêts reçus des entreprises sœurs			
3 2 1 1 0 0 0	3D_C_NC_N_E	Dividendes reçues sur titres de participation détenus (<10%)			
1 4 9 0 0 0 0	2_C_NC_AL_E	Indemnités d'assurance reçues de l'étranger			
_ _ _ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q38 – HOPITAUX ET CLINIQUES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 4 2 0	1_D_NC_N_E	Dont fret (tous moyens de transport confondus)			
1 2 6 1 0 0	1_D_NC_N_E	Assurance.....			
1 2 2 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 4 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'extérieur			
1 2 5 2 0 0	1_D_NC_N_E	Travaux de construction reçus (BTP)			
1 2 6 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'assurance auxiliaires.....			
1 2 9 1 0 0	1_D_NC_N_E	Services de télécommunication			
1 2 9 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'informatique			
1 2 9 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 2 A 1 0 0	1_D_NC_N_E	Service de recherche-développement.....			
1 2 A 2 0 0	1_D_NC_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion.....			
1 3 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des salariés			
1 4 2 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
3 1 1 1 1 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux investisseurs directs étrangers			
3 1 1 1 2 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises d'investissement direct			
3 1 1 1 3 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées aux entreprises apparentées			
3 1 0 0 0 0	3R_D_NC_N_E	Bénéfices réinvestis au titre des participations (>10%) (Rubrique calculée par les compilateurs)			
3 1 2 1 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux investisseurs directs étrangers			
3 1 2 2 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises d'investissements directs			
3 1 2 3 0 0	3I_D_NC_N_E	Intérêts versés aux entreprises apparentées			
3 2 1 1 0 0	3D_D_NC_N_E	Dividendes versées sur titres de participations (<10%)			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_ST_E	Intérêts versés sur titres de créance à court terme			
3 2 0 0 0 0	3I_D_NC_LT_E	Intérêts versés sur titres de créance à long terme			
3 4 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 8 0 0 0	2_D_NC_N_E	Primes nettes d'assurance dommage versées			
2 1 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Acquisition d'actifs non financiers non produits			
_ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q38 – HOPITAUX ET CLINIQUES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
L3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES					
REGLEMENTS FINANCIERS					
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
SITUATION SALARIES					
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			
TITRES ETRANGERS DE PARTICIPATION DETENUS PAR VOTRE ENTREPRISE					
Résultats des sociétés dans lesquelles votre entreprise détient des participations individuellement >10%					
9 0 0 0 0 5	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 6	1_N_NC_N_E	Pertes			
Votre quote-part dans l'affectation de ces résultats au titre de la période sous-revue					
9 0 0 0 0 7	1_N_NC_N_E	Distribué			
9 0 0 0 0 8	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 9	1_N_NC_N_E	Pertes			
FONDS PROPRES ET RESULTATS DE VOTRE ENTREPRISE					
Vos résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 10	1_N_NC_N_E	Profits			
9 0 0 0 0 11	1_N_NC_N_E	Pertes			
Affectation des résultats de la période sous revue					
9 0 0 0 0 12	1_N_NC_N_E	Distribué aux investisseurs directs (Participation >10%)			
9 0 0 0 0 13	1_N_NC_N_E	Distribué aux autres investisseurs (Participation <10%)			
9 0 0 0 0 14	1_N_NC_N_E	Non distribués			
9 0 0 0 0 15	1_N_NC_N_E	Pertes			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q38 – HOPITAUX ET CLINIQUES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 1 1 1 1 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus dans les entreprises d'investissement direct									
3 1 1 1 2 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_A_NC_AL_E	Titres de participation détenus sur les non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
3 2 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
II.2 ENGAGEMENTS											
3 1 1 1 1 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les investisseurs directs									
3 1 1 1 2 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 1 1 3 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par les entreprises sœurs									
3 1 2 1 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des investisseurs directs									
3 1 2 2 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises d'investissement directs (investissement à rebours)									
3 1 2 3 0 0	8_L_NC_AL_E	Dettes vis-à-vis des entreprises sœurs									
3 2 1 0 0 0	8_L_NC_AL_E	Titres de participation détenus par des non-résidents (<10%)									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
3 2 2 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
3 4 3 0 0 0	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q39 – FEDERATIONS SPORTIVES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 2 B 2 0 0	1_C_NC_N_E	Cachets de participation.....			
1 2 B 2 0 0	1_C_NC_N_E	Droits de transmission.			
1 3 2 2 0 0	1_C_NC_N_E	Subventions et dotations reçues des instances internationales			
3 4 0 0 0 0	3I_C_NC_N_E	Autres intérêts reçus			
_ _ _ _ _	1_C_NC_N_E	Autres recettes			
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 3 4 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission et de formation à l'étranger			
1 2 9 3 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'information.....			
1 3 1 0 0 0	1_D_NC_N_E	Rémunération des expatriés.....			
3 4 0 0 0 0	3I_D_NC_N_E	Autres intérêts versés			
1 4 2 0 0 0	2_D_NC_N_E	Cotisation sociale			
1 4 7 0 0 0	2_D_NC_N_E	Contributions et ristournes aux instances sportives internationales			
_ _ _ _ _	1_D_NC_N_E	Autres dépenses			
		I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES			
		REGLEMENTS FINANCIERS			
9 0 0 0 0 1	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS (1)			
9 0 0 0 0 2	1_N_NC_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS (2)			
		SITUATION SALARIES			
9 0 0 0 0 3	1_N_NC_N_E	Effectif Salariés (3)			
9 0 0 0 0 4	1_N_NC_N_E	Salaires Versés			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q39 – FEDERATIONS SPORTIVES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
<u>3 2 2 0 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Titres de créance à court terme détenus									
<u>3 2 2 0 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Titres de créance à long terme détenus									
<u>3 4 2 0 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
<u>3 4 2 0 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
<u>3 4 3 0 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés									
<u>3 4 3 0 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés									
<u>3 4 6 0 0 0 0 </u>	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à recevoir-Court Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 0 </u>	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à recevoir-Long Terme									
II.2 ENGAGEMENTS											
<u>3 2 2 0 0 0 0 </u>	8_L_NC_ST_E	Titres de créance à court terme émis									
<u>3 2 2 0 0 0 0 </u>	8_L_NC_LT_E	Titres de créance à long terme émis									
<u>3 4 3 0 0 0 0 </u>	8_L_NC_ST_E	Autres emprunts à Court Terme									
<u>3 4 3 0 0 0 0 </u>	8_L_NC_LT_E	Autres emprunts à Long Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 0 </u>	8_L_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
<u>3 4 6 0 0 0 0 </u>	8_L_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q40 – ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C		I.1 FLUX CREDITEURS			
1 4 5 0 0 0 0	2_C_NC_N_E	Subventions et dotations reçues			
2 2 2 0 0 0 1	2_C_NC_N_E	Dons en espèce reçus pour le financement d'investissement			
2 2 2 0 0 0 2	2_C_NC_N_E	Dons en nature sous forme de biens d'équipement			
2 2 2 0 0 0 3	2_C_NC_N_E	Autres transferts reçus			
_ _ _ _ _	_C_NC_N_E	Autres dons en espèces ou en nature (aide alimentaire, médicaments, fournitures, petits équipements, etc.)			
D		I.2 FLUX DEBITEURS			
1 2 2 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services d'entretien et de réparation reçus n.c a			
1 2 3 4 0 0 0	1_D_NC_N_E	Services postaux et de messagerie reçus.....			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de transports du personnel réglés à l'étranger			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission à l'étranger à la charge de l'ONG			
1 2 4 1 2 0 0	1_D_NC_N_E	Frais de mission à l'étranger pris en charge par l'extérieur			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Salaires versés localement au personnel expatrié			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Salaires versés par vous même au personnel expatrié			
1 3 1 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Salaires versés au personnel recruté localement			
1 4 2 0 0 0 0	2_D_NC_N_E	Charges sociales			
2 2 0 0 0 0 0	1_D_NC_N_E	Acquisition d'immobiliers			
_ _ _ _ _	1_D_NC_N_E	Autres dépenses (veuillez préciser)			

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q40 – ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

II. OPERATIONS FINANCIERES											
(En millions d'unités monétaires)											
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE								
			AUTRES PAYS CEDEAO			RESTE DU MONDE			TOTAL		
			Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période	Début de Période	Autres Flux	Fin de Période
II.1 AVOIRS											
3 4 2 0 0 0 0	8_A_NC_CT_E	Numéraire et dépôts détenus à Court Terme									
3 4 2 0 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Numéraire et dépôts détenus à Long Terme									
II.2 ENGAGEMENTS											
3 4 6 0 0 0 0	8_A_NC_ST_E	Autres comptes à payer-Court Terme									
3 4 6 0 0 0 0	8_A_NC_LT_E	Autres comptes à payer-Long Terme									

Annexe 8 : Questionnaire Standard

Q 41 : AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE

II. OPERATIONS FINANCIERES					
(En millions d'unités monétaires)					
Code économique	Critères complémentaires	Libellé	REPARTITION GEOGRAPHIQUE		
			AUTRES PAYS CEDEAO	RESTE DU MONDE	TOTAL
C			I.1 FLUX CREDITEURS		
1 2 A 2 0 0	1_C_CB_N_E	Excédent des charges sur les recettes			
3 4 0 0 0 0	3I_C_CB_N_E	Revenus			
	1_C_CB_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			
C			I.2 FLUX DEBITEURS		
1 2 A 2 0 0	1_D_CB_N_E	Excédent des recettes sur les charges.....			
	1_D_CB_N_E	Autres opérations (veuillez détailler sur papier libre)			
C			I.3 AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES		
9 0 0 0 0 1	1_N_CB_N_E	TOTAL TRANSFERTS EMIS			
9 0 0 0 0 2	1_N_CB_N_E	TOTAL TRANSFERTS RECUS			
9 0 0 0 0 3	1_N_CB_N_E	Effectif Salariés			
9 0 0 0 0 4	1_N_CB_N_E	Salaires Versés			
I. TRANSACTIONS COURANTES ET EN CAPITAL					
II.1 AVOIRS					
3 5 1 1 0 0	8_A_CB_N_E	Or métal			
3 5 1 2 0 0	8_A_CB_N_E	Comptes en or non affectés			
3 5 2 0 0 0	8_A_CB_N_E	Droits de tirage spéciaux (DTS)			
3 5 3 0 0 0	8_A_CB_N_E	Position de réserve au FMI			
3 5 4 1 1 0	8_A_CB_N_E	Numéraires et dépôts : créances sur les autorités monétaires1			
3 5 4 1 2 0	8_A_CB_N_E	Numéraires et dépôts : créances sur les autres institutions2			
3 5 4 2 1 0	8_A_CB_ST_E	Titres de créance à court terme détenus			
3 5 4 2 1 0	8_A_CB_LT_E	Titres de créance à long terme détenus			
3 5 4 2 2 0	8_A_CB_N_E	Titres de participation et parts des Fonds Commun de Placement			
3 5 4 3 0 0	8_A_CB_N_E	Dérivés financiers			
3 5 4 4 0 0	8_A_CB_N_E	Autres avoirs de réserves			
II.2 ENGAGEMENTS					
3 2 2 0 0 0	8_L_CB_LT_E	Titres de créances à long termes émis			
3 4 1 0 0 0	8_L_CB_N_E	Autres titres de participation			
3 4 2 0 0 0	8_L_CB_ST_E	Numéraires et dépôts détenus à Court Terme2			
3 4 2 0 0 0	8_L_CB_LT_E	Numéraires et dépôts détenus à Long Terme4			
3 4 3 0 0 z	8_L_CB_N_E	Crédits et prêts du FMI (autres que les réserves)			
3 4 3 0 0 0	8_L_CB_ST_E	Autres prêts à Court Terme accordés			
3 4 3 0 0 0	8_L_CB_LT_E	Autres prêts à Long Terme accordés			
3 4 6 0 0 0 1	8_L_CB_N_E	Autres comptes à payer _ Court Terme			
3 4 6 0 0 0 2	8_L_CB_N_E	Autres comptes à payer _ Court Terme			
3 4 6 0 0 0 3	8_L_CB_N_E	Autres comptes à payer _ Court Terme			
3 4 6 0 0 0 4	8_L_CB_N_E	Autres comptes à payer _ Long Terme			
3 4 7 0 0 0	8_L_CB_N_E	Droits de tirage spéciaux (DTS)			